

UNIVERSITÉ  
DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX PAR LES  
ACTEURS DU TOURISME : ÉTUDE DE CAS SUR LA DESTINATION DE  
SALY AU SÉNÉGAL

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE DANS LE CADRE  
DE LA MAÎTRISE EN DÉVELOPPEMENT DU TOURISME

PAR  
MAYA YACINE JOSIANE GUEYE  
JUIN 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de recherche, monsieur Bruno Sarrasin, pour son aide et son expertise qui ont été nécessaires à la mise en place de ce mémoire. Ce mémoire montre que la résilience est un concept complexe à étudier, notamment lorsqu'il s'articule aux problématiques des pays en voie de développement. Je suis alors très reconnaissante d'avoir eu le soutien de monsieur Sarrasin pour me pencher sur ce sujet. Ses connaissances et son intérêt pour ce domaine ont rendu nos échanges éclairants et intéressants.

Je tenais également à remercier les professeurs qui m'ont guidée pendant mes deux années de maîtrise à l'Université du Québec à Montréal. Leurs enseignements ont façonné ma compréhension du tourisme, de la résilience et de la durabilité. Cela m'a aidé à mettre en place cette recherche et a renforcé ma capacité à faire preuve de persévérance. Je tiens d'ailleurs à adresser un grand merci aux professeurs Luc Renaud, Birame Sarr et Bruno Sarrasin qui ont effectué une lecture critique de la première version de ce mémoire et qui m'ont partagé des ressources littéraires et des conseils précieux et pertinents qui ont permis d'arriver à ce résultat.

Je tiens bien évidemment à remercier tous les acteurs de l'industrie touristique de la destination de Saly Portudal au Sénégal. Même si la plupart avaient beaucoup de choses à entreprendre, ces derniers ont tous pris le temps de répondre aux questions de mon entretien, m'ont fourni des documents pertinents et m'ont partagé des connaissances précieuses qui ont rendu cette étude meilleure. Je leur en suis profondément reconnaissante.

Pour finir, je tiens à remercier sincèrement mes proches et plus particulièrement ma mère pour m'avoir soutenu tout au long de ce parcours. Le simple fait de savoir qu'ils étaient là pour moi, qu'ils m'encourageaient et qu'ils comprenaient l'enjeu de mon étude a toujours renforcé ma motivation. Enfin, je tiens à me remercier moi-même pour l'effort et la détermination que j'ai mis en place dans ce projet. Terminer ce mémoire a représenté pour moi un objectif de taille et m'a parfois poussée dans mes retranchements. En revanche, cela m'a permis d'élargir mon savoir et de comprendre davantage les enjeux environnementaux du tourisme à Saly. Je suis fière de cette recherche qui constitue mon premier grand projet académique.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>3</b>
<b>LISTE DES FIGURES.....</b>	<b>6</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>7</b>
<b>LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....</b>	<b>8</b>
<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>10</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
Le contexte de recherche.....	3
La justification de recherche.....	4
Les objectifs de recherche.....	5
<b>CHAPITRE I : REVUE DE LITTÉRATURE.....</b>	<b>8</b>
1.1 La problématique à travers la littérature existante.....	9
1.1.1 Les constats dans la littérature existante.....	9
1.1.2 Une approche environnementale encore marginale dans les études touristiques.....	10
1.1.3 La résilience des acteurs du tourisme au Sénégal dans la littérature existante.....	11
1.2 Question de recherche et hypothèse.....	15
1.2.1 La question de recherche et les sous questions qui lui sont associées.....	15
1.2.2 Hypothèse.....	16
<b>CHAPITRE II : LE CADRE CONCEPTUEL.....</b>	<b>20</b>
2.1 Le concept de résilience appliqué au tourisme.....	20
2.1.1 La résilience comme outil d'analyse pour étudier les enjeux environnementaux à Saly.....	21
2.1.3 Enjeux de perception dans la capacité de résilience des acteurs du tourisme.....	24
2.2 Résilience et tourisme durable dans les pays du Sud.....	25
2.2.1 Durabilité dans les pays en voie de développement.....	26
2.2.2 Résilience touristique et gouvernance dans le contexte africain.....	29
2.3 Résilience environnementale et territoriale face aux pressions exercées par le tourisme dans le contexte sénégalais.....	35
2.3.1 Pressions environnementales exercées par le tourisme au Sénégal.....	35
2.3.2 Consommation excessive des ressources dans le cadre du tourisme à Saly.....	38
2.3.3 Résilience territoriale et urbanisation touristique dans la destination de Saly au Sénégal.....	41
<b>CHAPITRE III : MÉTHODOLOGIE.....</b>	<b>46</b>
3.1 Méthodologie de la collecte de données.....	46
3.1.1 Présentation du terrain de recherche.....	46
3.1.2 Une approche méthodologique qualitative.....	49

3.1.3 Utilisation des entretiens semi-directifs.....	52
3.2 Traitement des données.....	55
3.2.1 Méthodologie d'analyse des données.....	56
3.2.2 Cadre éthique de la recherche.....	58
<b>CHAPITRE IV : RÉSULTATS ET ANALYSE.....</b>	<b>60</b>
4.1 Perceptions environnementales et impact sur la résilience face aux enjeux.....	60
4.1.1 Perception des acteurs vis-à-vis du secteur touristique.....	61
4.1.2 Impact de la perception des acteurs vis-à-vis de la durabilité sur la résilience environnementale de la destination.....	63
4.1.3 Sensibilisation des populations locales aux enjeux environnementaux et au concept de durabilité.....	67
4.1.4 Impact de la perception des enjeux environnementaux par les touristes sur la capacité de résilience de la destination.....	72
4.2 Pratiques de résilience des acteurs touristiques.....	76
4.2.1 Rôles perçus des politiques publiques.....	76
4.2.2 Stratégies de résilience des acteurs touristiques.....	80
4.3 Les logiques de résilience dans un contexte institutionnel fragile.....	89
4.3.1 Urbanisation touristique, pression foncière et transformation du territoire.....	90
4.3.2 Gouvernance locale, fragmentation institutionnelle et manque de coordination... .....	101
4.3.3 Dépendance aux financements étrangers et effets sur les politiques environnementales.....	106
4.3.4 Dépendance au marché touristique étranger.....	115
<b>CHAPITRE V : CONCLUSION.....</b>	<b>120</b>
5.1 Réponse à la question de recherche et à l'hypothèse.....	120
5.2 Contribution à la littérature existante.....	125
5.3 Limites de la recherche.....	126
5.4 Pistes d'améliorations.....	127
<b>RÉFÉRENCES.....</b>	<b>130</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>151</b>

## LISTE DES FIGURES

<b>FIGURE 1</b> : Situation de Saly Portudal en 2016.....	1
<b>FIGURE 2</b> : Évolution de la consommation totale d'énergie fossile au Sénégal.....	40
<b>FIGURE 3</b> : Données clés du secteur touristique sénégalais en 2018.....	48
<b>FIGURE 4</b> : Évolution de l'indice de perception de la corruption au Sénégal entre 2005 et 2020.....	68
<b>FIGURE 5</b> : Durée moyenne de séjour selon la nationalité en 2017.....	73
<b>FIGURE 6</b> : Niveau de satisfaction des acteurs du tourisme à Saly vis-à-vis des politiques en faveur du développement durable.....	77
<b>FIGURE 7</b> : Répartition des types d'ouvrages utilisés pour faire face à l'érosion à Saly.....	82
<b>FIGURE 8</b> : Les infrastructures et les services à Saly Portudal en 2015.....	90
<b>FIGURE 9</b> : Occupation du sol et du territoire à Saly Portudal.....	91
<b>FIGURE 10</b> : Configuration des pertes environnementales liées à l'aménagement touristique selon l'ENM.....	96
<b>FIGURE 11</b> : Secteurs visés par la restauration des plages dans la destination de Saly en 2020.....	98
<b>FIGURE 12</b> : Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU.....	113

## LISTE DES TABLEAUX

<b>TABLEAU 1</b> : Cadre conceptuel du mémoire.....	44
<b>TABLEAU 2</b> : Présentation des types de sources documentaires consultées (liste non-exhaustive).....	51
<b>TABLEAU 3</b> : Présentation des groupes d'acteurs interviewés lors des entretiens semi-directif à Saly Portudal.....	54
<b>TABLEAU 4</b> : Typologie des dispositifs institutionnels, réglementaires et opérationnels qui favorisent la résilience touristique dans la destination de Saly.....	88
<b>TABLEAU 5</b> : Nationalité des hôteliers et directeurs réceptifs à Saly en 2008.....	108
<b>TABLEAU 6</b> : Répartition des arrivées de touristes internationaux au Sénégal selon leur pays de résidence en 2015.....	115

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ANSD : Agence nationale de la statistique et de la démographie

APIX : L'Agence nationale chargée de la promotion de l'investissement et des grands travaux

ASPT : Agence sénégalaise de promotion touristique

CMT : Conseil mondial du tourisme

CGES : Cadre de gestion environnementale et sociale

CHT : Crédit hôtelier et touristique

COAST : Action collaborative pour le tourisme durable

CTD : Comité du tourisme durable

DPM : Domaine public maritime

DSS : Aéroport Dakar Blaise Diagne

FEM : Fonds pour l'environnement mondial

GCCA : Global climate change alliance

GIZC : Gestion intégrée des zones côtières

GOPA : Worldwide consulting group

GSTC : Conseil mondial du tourisme durable

IDA : Association internationale de développement

IDE : Investissements étrangers directs

MEED : Ministère de l'environnement et du développement durable

MEPN : Ministère de l'environnement et de la protection de la nature

METE : Ministère de l'environnement et de la transition écologique

MTL : Ministère du tourisme et des loisirs

ODD : Objectif de développement durable

OMD : Objectif du millénaire pour le développement

OMS : Organisation mondiale de la santé

ONG : Organisation non gouvernementale

ONU : Organisation des nations unies

ONUDI : Organisation des nations unies pour le développement industriel

PAGE2 : Programme de protection et d'utilisation durable des ressources naturelles

PANA : Plan national d'adaptation au changement climatique

PAR : Plan d'action de réinstallation

PCGES : Plan cadre de gestion environnementale et sociale

PGES : Plan de gestion environnementale et sociale

PDTE : Projet de développement du tourisme et des entreprises

PIB : Produit intérieur brut

PME : Soutien financier pour les petites et moyennes entreprises

PNUE : Programme des nations unies pour l'environnement

PNUD : Programme des nations unies pour le développement

PRISE : Pathways to resilience in semi-arid economies

PRÈS : Programme de résilience économique

PSE : Plan sénégal émergent

SAPCO : Société d'aménagement et de protection des côtes et zones touristiques

SGE : Système de gestion environnemental

SIG : Système d'information géographique

UAT : Unité d'aménagement touristique

UE : Union européenne

UEMOA : Union économique et monétaire ouest-africain

## RÉSUMÉ

L'émergence du tourisme à Saly en 1984 a amené progressivement à une diversification économique portée par le secteur dans la destination. Cela a permis à Saly, ainsi qu'à des destinations voisines, de limiter leur dépendance aux activités agricoles qui s'avéraient être sensibles et sujettes aux changements et aux variations climatiques. Au fur et à mesure que le tourisme s'est intensifié, la saturation du littoral a été accentuée par une pression intense sur les ressources, ainsi que par des pratiques de développement anarchiques. La pollution des eaux, l'accumulation des déchets, ou encore l'érosion côtière s'intensifiant ont mené à une difficulté notable à faire preuve de résilience face aux défis environnementaux (Cazes et *al.*, 2001). Également, la construction de nombreuses infrastructures touristiques ainsi que l'urbanisation côtière accélérée sont venues perturber l'équilibre écologique, créant davantage de risques d'érosions et d'inondations (Simonet et Jobbins, 2016).

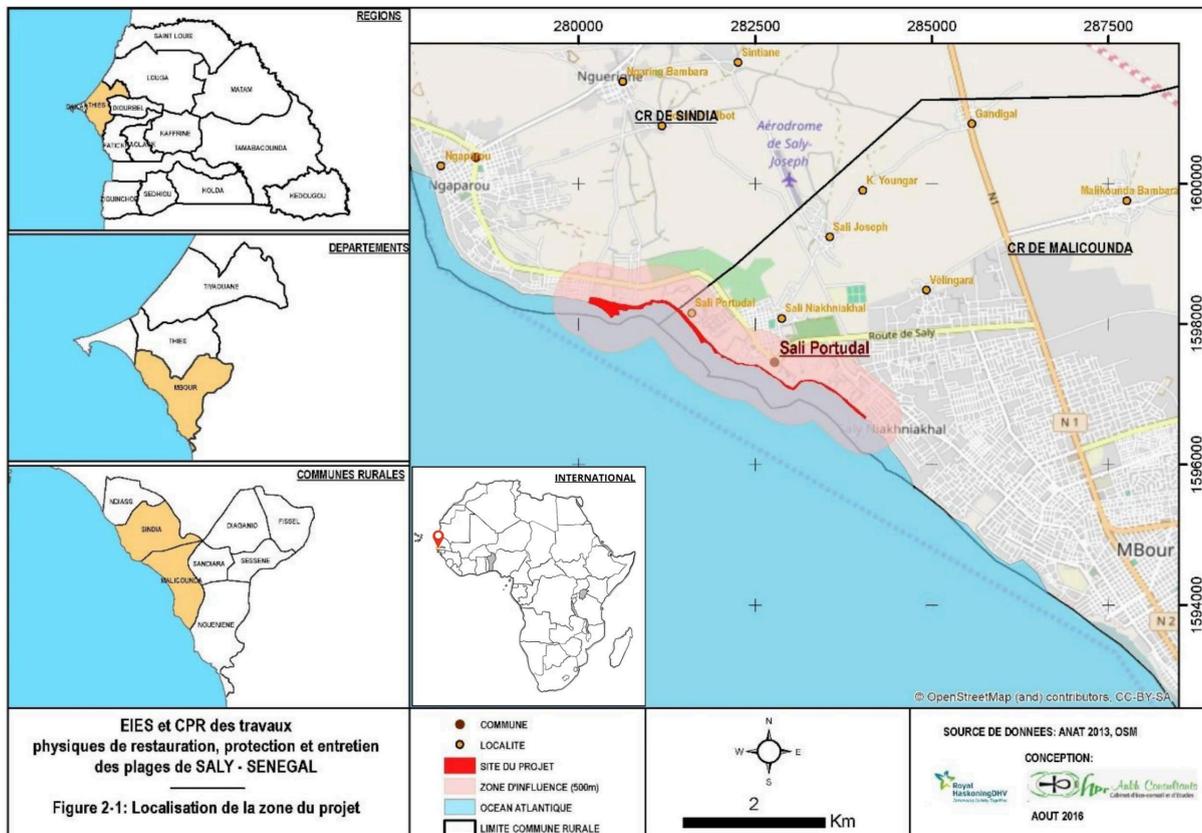
La prise de conscience liée aux défis environnementaux a évolué de manière significative ces dernières années et les valeurs communautaires et solidaires, typiquement africaines, s'accordent de plus en plus avec la planification touristique durable. Par ailleurs, la résilience des acteurs touristiques s'adapte de mieux en mieux aux spécificités locales. Dans ce contexte, des mises en place comme le SGE visent à préserver les écosystèmes fragiles dans la région tout en promouvant les richesses culturelles du pays (Sénégal Projet Pilote, 2021). La résilience formelle permet de limiter les impacts environnementaux liés au tourisme, cependant elle se retrouve parfois confrontée à des enjeux structurels comme le manque de coordination, la dépendance aux financements étrangers, ou encore à une perception faible de la durabilité par les communautés locales. Pour renforcer leur capacité à répondre aux enjeux environnementaux dans la destination, les acteurs touristiques déploient donc des méthodes de résilience informelle.

## INTRODUCTION

Le 17 juin 1964, la loi numéro 64-46 établit une distinction entre le domaine public et le domaine national au Sénégal. Les différentes parties de terrains du domaine national sont classées en différentes catégories, notamment les zones urbaines qui peuvent être attribuées ou affectées à des entités afin d'assurer leur mise en valeur sous le contrôle de l'État et en respectant les lois et les réglementations (Senghor, 1964).

Dans les années 1960 et 1970, plusieurs parcelles de terrain sont utilisées à des fins touristiques et le Sénégal devient un pays intéressant pour les touristes européens en recherche de paysages exotiques et en quête de soleil et de plages. C'est à cette période qu'ont émergé les premières infrastructures touristiques à Saly comme les hôtels, les restaurants ou encore les activités de loisirs (Ciss, 1989). Voici une carte représentant la situation géographique de Saly à différentes échelles.

**FIGURE 1 : Situation de Saly Portudal en 2016**



Sources : Agence nationale pour la Promotion de l'Investissement et des grands Travaux, APIX (2016)

La figure 1 illustre de manière claire la position géographique de la destination de Saly Portudal qui se trouve le long de l’océan Atlantique, au sein du département de Mbour, dans la région de Thiès. La situation géographique de la destination lui a permis de favoriser l’évolution de son développement touristique, surtout depuis les années 2010, avec notamment une forte concentration d’infrastructures sur la côte. Sur la figure 1, on peut également apercevoir les communes voisines comme la Somone, Ngaparou ou Malicounda, qui subissent également les effets indirects du tourisme (Goudiaby, 2015).

Au cours des décennies suivantes, le tourisme au Sénégal a connu une croissance modérée en raison de différents facteurs comme l’instabilité politique, la concurrence régionale, les questions de sécurité dans certaines zones du pays notamment en Casamance, les fluctuations économiques subies par des destinations comme Saly ou Saint-Louis, ou encore plus récemment la prise de conscience croissante de l’importance de la durabilité environnementale (Thior et *al.*, 2021). Entre 2008 et 2012, afin de relancer l’attractivité de la destination, le gouvernement sénégalais, sous la politique d’Abdoulaye Wade autorise l’implantation d’une multitude de complexes hôteliers sur la côte, notamment sur des zones appartenant au Domaine public maritime (DPM). Cela a permis à des investisseurs étrangers d’acquérir de nombreuses parcelles de terrain à Saly pour des sommes dérisoires. Cela a débouché sur un tourisme accru attirant des touristes en quête d’expérience balnéaire dans un cadre ensoleillé (Gagné et Ka, 2022). En 2012 par exemple, le prix du mètre carré pour acquérir un terrain sur la petite côte était d’environ 5000 francs CFA. Le franc CFA constitue la monnaie nationale au Sénégal ainsi que dans de nombreux pays d’Afrique de l’Ouest comme le Mali ou la Côte d’Ivoire. Dans les zones de l’Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), 1\$ CAD équivaut environ à 412 Franc CFA. Dans le cadre de la somme que nous venons de mentionner liée à la vente de parcelles, le prix au mètre carré s’élevait donc à environ 12 dollars canadiens. Cela pose plusieurs problèmes. Les impacts sociaux et économiques découlant du tourisme dans ce territoire en développement, qui se traduisent notamment par une urbanisation touristique accélérée, un phénomène de gentrification et des déséquilibres économiques. Mais également, les enjeux environnementaux qui se traduisent par une augmentation de la pollution, une dégradation de la côte et une érosion côtière qui se multiplie à mesure que le tourisme se développe dans la zone (Diombera, 2018).

Dans ce contexte, il est peut être intéressant de tenter de comprendre si la transition vers un modèle durable du secteur touristique est un privilège destiné aux pays développés. Cependant, ceci constitue une démarche de recherche assez complexe qui nécessiterait une étude à part entière, ciblée et dépassant le cadre de ce mémoire. En effet, d'une part les pays développés se distinguent par un haut revenu par habitant ainsi qu'un fort PIB, possèdent davantage de ressources pour investir dans des pratiques durables, comme les infrastructures écologiques ou encore les technologies vertes. D'autre part, les pays en voie de développement, caractérisés par une économie moins mature ainsi qu'un PIB significativement inférieur aux pays développés, peuvent également adopter des approches innovantes et durables, mais doivent les adapter au contexte local.

Dans son étude, Santoro (2019) soutient que les pays en développement peuvent bénéficier de modèles de durabilité valorisant les ressources locales et l'implication communautaire. Les initiatives s'articulant au tourisme communautaire permettent parfois de générer des revenus pour les populations locales tout en insistant sur l'application de pratiques plus durables. Le tourisme durable en Afrique représente donc un défi de taille qui nécessite une approche multidimensionnelle tenant compte aussi bien des enjeux environnementaux et sociaux, que des enjeux économiques. Dans ce cadre, les acteurs du tourisme sénégalais sont amenés à adopter des pratiques durables en faisant face aux obstacles liés à la gestion des déchets et à l'application des politiques en vigueur. La durabilité ne doit donc pas être considérée seulement comme un privilège, mais plutôt comme une possibilité d'assurer un avenir viable pour le tourisme et pour les sociétés d'accueil en Afrique.

### **Le contexte de recherche**

Ce projet de recherche devait initialement porter sur la ville de Dakar qui est une des villes les plus touristiques au Sénégal et avant tout sa capitale. Finalement, nous avons constaté grâce à la littérature existante, que le cas de Dakar impliquait une quantité importante de données et de problématiques interconnectées à d'autres enjeux spécifiques à cette capitale, rendant trop complexe l'analyse ciblée de la résilience face aux enjeux environnementaux. La destination de Saly nous a semblé offrir une meilleure délimitation de l'espace touristique, en proposant une échelle d'étude plus lisible et plus locale. Pour finir, dans la destination, l'économie est inhérente au secteur touristique, la dépendance au tourisme est structurelle et cela a permis au cours de notre étude d'analyser directement l'impact des enjeux

environnementaux sur la planification touristique. Dans ce cadre, les mécanismes de résilience opérés par les acteurs du tourisme face aux pressions environnementales sont plus aisément observables. Le choix s'est donc porté sur la destination de Saly qui est pertinente à mettre en lumière du fait de ces dégradations environnementales, de son urbanisation accélérée, mais surtout de la qualité des données que ce terrain a à offrir.

Les premières lectures de la littérature sur le sujet nous apprennent que le tourisme au Sénégal et plus particulièrement à Saly a connu une évolution significative ces dernières années (Diombera, 2018). Un des textes qui a réellement façonné le sujet de ce mémoire est celui de Mamadou Diombera, publié en 2012 et intitulé « Le tourisme sénégalais à la recherche d'une nouvelle identité » qui aborde les défis auxquels le secteur touristique sénégalais est confronté en termes d'identité, mais également de durabilité. Le fait de mieux comprendre de quelle manière Saly a tenté de se réinventer en tant que destination touristique tout en prenant en compte les enjeux environnementaux et sociétaux et en explorant des initiatives pour promouvoir un tourisme plus responsable a confirmé que ce sujet était pertinent à étudier (Diombera, 2012). Le texte "Laws in Senegal: The case of the Petite Côte" publié dans *The Arab World Geographer* qui se penche sur la situation politique au Sénégal, plus spécifiquement sur la région de la Petite Côte où se trouve la station balnéaire de Saly, met en lumière l'importance des lois et des réglementations en ce qui concerne le développement urbain, le tourisme, mais aussi l'environnement (Diagne et Yamamura, 2000). Ce texte a orienté cette recherche sur un type d'acteurs en particulier afin d'obtenir des résultats riches en informations et de pouvoir faire des comparaisons plus centrées sur les acteurs du tourisme sénégalais et les acteurs gouvernementaux sénégalais.

### **La justification de recherche**

L'importance accordée à la préservation de l'environnement est centrale dans ce projet de recherche. Les questions environnementales sont d'une importance cruciale dans le contexte actuel au Sénégal qui se définit par des changements climatiques et une sensibilisation croissante à la durabilité. Il est essentiel d'évaluer si les acteurs du tourisme sénégalais intègrent de manière adéquate ces enjeux dans leurs pratiques et dans leurs politiques. La résilience environnementale possède parfois des limites et il nous a semblé nécessaire d'étudier l'impact des dégradations environnementales sur la gestion du tourisme dans la

station balnéaire de Saly. Nous verrons donc comment la résilience de la destination peut avoir un impact direct sur son attrait et sur sa durabilité en tant que destination touristique.

La mise en place de ce projet de recherche sur la préservation de l'environnement dans le tourisme à Saly revêt une grande importance. En effet, cette recherche pourrait permettre d'attirer l'attention des acteurs du tourisme, des autorités locales, mais également des populations locales et internationales sur l'importance de la préservation de l'environnement dans une perspective de durabilité du secteur touristique à court, moyen et long terme. En articulant ces résultats avec ceux d'études déjà existantes, cette recherche peut contribuer à proposer des solutions concrètes et adaptées pour atténuer les impacts négatifs du tourisme sur l'environnement, tout en favorisant le développement durable de la destination. Un autre des bénéfices que pourrait apporter cette recherche est le renforcement de la collaboration. En effet, la réalisation d'un projet de recherche implique généralement la collaboration entre les acteurs locaux, les universités, les organisations environnementales et les entreprises touristiques. En contactant des universités au Sénégal et à Montréal, il a été possible d'échanger avec des étudiants sénégalais dans plusieurs écoles comme l'université Cheikh Anta Diop. Cela a favorisé un effort collectif pour la recherche sur la résilience face aux problèmes environnementaux. Pour finir, cette étude est importante, car elle pourrait permettre de valoriser encore davantage la destination. En mettant en avant les actions entreprises pour préserver l'environnement à Saly, cette recherche peut contribuer à valoriser la destination auprès des touristes sensibles aux enjeux environnementaux et à la durabilité.

### **Les objectifs de recherche**

Il existe de nombreux défis environnementaux découlant de la mise en tourisme de la ville de Saly et nous cherchons à comprendre le rôle des acteurs privés et publiques du tourisme dans la résilience de la destination de Saly face aux problèmes environnementaux en partie liés au secteur touristique. Afin de mener à bien ce projet de recherche, la question de recherche sera la suivante : **De quelle manière les acteurs du tourisme sénégalais font-ils preuve de résilience face aux problèmes environnementaux liés en partie au tourisme dans la destination de Saly au Sénégal ?**

L'hypothèse mise en place pour répondre à notre question de recherche est la suivante : les acteurs du tourisme sénégalais mettent en place des formes de résilience formelles et informelles afin de lutter contre les enjeux environnementaux. Nous allons tenter de voir si cette dernière est confirmée ou non, à travers la formulation de plusieurs objectifs.

Nous chercherons à déterminer le degré d'importance et la perception que les acteurs du tourisme, les locaux et les touristes accordent à la durabilité et comment cela influence leurs capacités de résilience face aux enjeux environnementaux. Il sera nécessaire d'examiner si les acteurs du tourisme sont conscients des enjeux environnementaux. À travers cette analyse, nous tenterons de comprendre pour quelles raisons le tourisme représente un enjeu environnemental, institutionnel, économique et social au Sénégal, tant pour les acteurs que pour les locaux. Ensuite, nous allons examiner la manière dont les acteurs du tourisme sénégalais parviennent à mettre en place des mesures de résilience afin de contrer les impacts environnementaux observés dans la région. Nous tenterons de comprendre si les impacts écologiques et environnementaux causés en partie par le phénomène émergent de tourisme intensif sur la petite côte du Sénégal sont encadrés par des politiques et des pratiques de gestion adaptées. Nous tenterons d'en apprendre davantage sur les mesures mises en place par les parties prenantes et de quelle manière ces dernières s'articulent avec la planification touristique. Cela se traduira par une évaluation des actions concrètes afin de préserver l'environnement à Saly, mais également par l'analyse de l'adaptabilité et de l'innovation dont font preuve les acteurs du tourisme dans leur résilience. Nous observerons de quelle manière ces acteurs tentent d'intégrer des pratiques respectueuses de l'environnement dans leurs activités quotidiennes.

Afin de répondre à ces objectifs de recherche, il sera nécessaire d'identifier les principaux enjeux afin de mieux les appréhender. Notre étude se penchera sur le modèle touristique de la destination qui s'opère dans un contexte institutionnel fragile. La situation institutionnelle au Sénégal est pertinente à prendre en compte dans la recherche afin d'énoncer une mise en contexte des législations et des réglementations existantes en tourisme concernant l'environnement (Diagne et Yamamura, 2000). Il sera intéressant d'évoquer le cadre légal concernant la gestion du développement touristique durable dans la destination, tout en mettant en lumière les défis et les opportunités liés à la protection de l'environnement dans la région. Une attention particulière sera portée au modèle de gouvernance, qui nous permettra d'analyser la façon dont la collaboration entre les acteurs s'articule et peut amener ou non à

des modèles de gestion touristique durables. Le rôle et l'impact des investisseurs étrangers qui opèrent dans la destination sera étudié, notamment à travers le phénomène d'urbanisation touristique. Nous tenterons de mieux comprendre de quelle manière s'articulent les dynamiques économiques dans le secteur touristique de la région et comment cela peut favoriser l'évolution de l'érosion côtière et des impacts environnementaux. Cela permettra de comprendre dans quel contexte la résilience des acteurs rencontre certaines limites, ou encore de mieux comprendre ce qui incite certains acteurs touristiques à ne pas prendre en compte l'environnement dans leur planification. C'est avec ces outils analytiques que nous tenterons d'apporter une réponse à notre problème d'étude en s'intéressant à la résilience déployée par les acteurs du tourisme à Saly au Sénégal. Pour ce faire, nous nous baserons sur des articles scientifiques, des thèses et mémoires, des rapports officiels, des ouvrages, mais également sur les entretiens réalisés lors de notre terrain de recherche.

## CHAPITRE I : REVUE DE LITTÉRATURE

La station balnéaire de Saly au Sénégal possède un peu plus de 33 résidences et 17 hôtels dont les établissements hôteliers les plus emblématiques sont les suivants : Hôtel Terrou Bi Saly, The Rhino Resort Hôtel Spa, Hôtel Club Royal Saly, Safari Village, Movenpick Lamantin Beach Resort, Hôtel Saly Club les Filaos, Hôtel Neptune, Hôtel Espadon, Hôtel Royam,... Le sujet de cette recherche traite de la zone touristique la plus fréquentée de Saly, principalement la côte qui s'étend sur un peu plus de 3 km. Dans le cadre de notre étude, nous allons nous interroger sur la capacité et la manière dont les acteurs du tourisme sénégalais parviennent à mettre des mesures en place afin de contrer les impacts environnementaux découlant en partie du tourisme dans la région. Par acteur du tourisme, nous entendons les professionnels du secteur, impliqués dans la gestion, le fonctionnement ou encore l'accueil au sein des infrastructures touristiques, comme les agents de réception, les employés d'hôtel, les guides touristiques, ou encore les responsables d'hébergement, mais la liste est non exhaustive. Le problème que nous avons explicité plus tôt soulève des questions importantes sur la capacité de résilience des acteurs du secteur touristique et des autorités gouvernementales au Sénégal dans le cadre de la gestion des impacts écologiques et environnementaux. Par capacité de résilience, nous faisons référence à la faculté des acteurs du tourisme à absorber les chocs et les perturbations qu'ils rencontrent, mais également à s'adapter aux enjeux écologiques tout en minimisant les dégradations environnementales, sociales et économiques (Walker et *al.*, 2012). Malgré le fait qu'il existe déjà une compréhension des conséquences environnementales et sociales du tourisme et de ces enjeux au Sénégal, il peut exister des lacunes dans la connaissance et la sensibilisation du grand public ainsi que des décideurs sur ces questions. Il est donc nécessaire d'approfondir la recherche sur les politiques actuelles en matière de tourisme durable, les pratiques des entreprises touristiques, les initiatives locales pour la protection de l'environnement et les perceptions des communautés locales par rapport au tourisme à Saly.

## 1.1 La problématique à travers la littérature existante

Afin de formuler la question de recherche, il est important de se pencher sur les apports et les limites de la littérature existante. Cela permet de mettre en lumière les lacunes existantes et de justifier la pertinence de l'étude sur la résilience des acteurs touristiques dans la destination (Quivy et Campenhoudt, 2011).

### 1.1.1 Les constats dans la littérature existante

L'ouvrage "Tourism and the Environment: A Review of Key Issues", qui soulève des problématiques importantes sur l'impact du tourisme sur l'environnement en Afrique, ne concerne pas directement la destination de Saly, mais fait écho à des problématiques similaires, avec un accent mis sur la gestion des ressources en eau (Becken, 2010). Quelques années plus tard, dans une étude menée sur la manière dont le secteur touristique sénégalais, considéré comme un moteur de développement, a émergé après les indépendances, on en apprend davantage sur l'apparition du tourisme dans la région ainsi que sur l'émergence des formules tout inclus venant modifier les pratiques de tourisme traditionnelles. D'autres aspects sont abordés comme la volonté de trouver des formes alternatives de tourisme afin de limiter les impacts de cette nouvelle dynamique (Diombera, 2012).

Concernant la résilience des acteurs du tourisme sénégalais face aux enjeux environnementaux à Saly, voici un aperçu de ce qui a été discuté dans la littérature existante. Dans leur étude intitulée « World Heritage, tourism and sustainable development in Africa: discourses, approaches and challenges », les auteurs explorent les liens entre le patrimoine mondial, le tourisme et le développement durable en Afrique. Ils examinent les approches et les défis liés à la gestion des sites du patrimoine mondial dans le contexte du développement touristique en Afrique. Leur analyse met en lumière l'importance de concilier préservation du patrimoine, promotion du tourisme et développement durable pour garantir la durabilité des sites du patrimoine mondial (Gravari-Barbas et Jacquot, 2014).

Ces études mettent l'accent sur l'impact environnemental du tourisme, mais n'approfondissent pas nécessairement les stratégies mises en place par les acteurs touristiques de la destination pour y faire face. Bien que la littérature existante aborde des questions de durabilité pertinentes inhérentes à la destination de Saly, très peu d'ouvrages approfondissent l'analyse

des mécanismes de résilience et d'adaptation dont font preuve les acteurs du tourisme. Il est donc intéressant d'examiner de quelles manières les acteurs du tourisme à Saly s'adaptent aux défis environnementaux, quelles mesures sont prises pour la préservation de l'eau, la gestion des déchets et la sensibilisation à l'environnement. On observe la nécessité d'une approche holistique de la durabilité dans le tourisme, qui mettra en lumière l'importance de l'engagement des acteurs locaux, internationaux et des communautés locales.

### 1.1.2 Une approche environnementale encore marginale dans les études touristiques

Dans l'article « Saly-Portudal, un village sénégalais face au tourisme international », on comprend que le développement du tourisme à Saly fait face depuis plusieurs années à des défis socio-économiques comme la gentrification, l'exploitation des travailleurs du secteur touristique, la perte d'identité culturelle ou encore la dépendance économique excessive au secteur du tourisme (Ciss, 1989). Afin de combler les lacunes dans la littérature existante, il semble pertinent de se pencher sur les problèmes liés aux enjeux environnementaux à Saly car cela permettrait d'adopter une approche qualitative intéressante. En effet, ce type d'approche est particulièrement adapté à la compréhension des perceptions, des représentations et des pratiques individuelles face à des phénomènes aussi complexes que les enjeux environnementaux. De plus, les méthodes qualitatives constituent un pilier important sur lequel se baser lorsque l'on souhaite étudier l'articulation des interactions entre les sociétés et leurs environnements (Paillé et *al.*, 2008 et Granjou, 2014).

Lorsque l'on se penche davantage sur une littérature exclusivement dédiée à la destination, notamment sur le tourisme durable au Sénégal, on observe que l'accent est mis sur la nécessité de prendre des mesures afin de réduire les impacts négatifs du tourisme sur l'environnement, de promouvoir la conservation des ressources naturelles et de créer des partenariats avec les communautés locales pour un développement durable du secteur (Dione, 2024 ; Gaye et al., 2011 ; Sène et Sèye, 2019 ; Diombera, 2020). Cependant, il existe peu de données sur la gestion de ces législations, ni dans quel contexte elles s'appliquent. Le niveau de gravité des problèmes écologiques actuels dans la région semble donc constituer un terrain de recherche pertinent et authentique. La situation actuelle au Sénégal pourrait avoir des conséquences dévastatrices sur la biodiversité marine et côtière de manière définitive. En effet, ces problèmes peuvent avoir des effets à long terme sur l'économie locale en venant impacter l'environnement marin et par conséquent les activités de pêche locales ce qui

réduirait les opportunités de revenus pour les communautés côtières. Cela pourrait également affecter la qualité de l'eau et la santé des Sénégalais (Yade, 2022 ; Diombera, 2020). Dans ce mémoire, nous allons donc davantage évoquer les problèmes environnementaux, mais nous soulèverons tout de même des questions pertinentes sur les enjeux socio-économiques de la destination qui sont inhérents à la capacité de résilience des acteurs sur le territoire.

### 1.1.3 La résilience des acteurs du tourisme au Sénégal dans la littérature existante

Les enjeux existant dans la littérature actuelle que nous avons mis en lumière soulèvent des questions importantes sur la manière dont la capacité de résilience des acteurs du tourisme et des autorités gouvernementales au Sénégal est abordée (Walker et *al.*, 2012). Dans ce cadre, il est pertinent de se pencher sur la littérature existante sur le sujet de la résilience touristique au Sénégal, particulièrement dans la station balnéaire de Saly. Il est vrai que les auteurs mettent souvent l'accent sur la notion de "mise en tourisme durable" plutôt que sur la notion de résilience des acteurs face aux problèmes environnementaux. Par exemple, en ce qui concerne le tourisme en Afrique, le concept de durabilité est souvent associé à des pratiques touristiques responsables qui tiennent compte des aspects environnementaux, sociaux et économiques (Poon, 1993). Certains auteurs nous parlent des lois au Sénégal en mettant l'accent sur la région de la Petite Côte. Ces derniers analysent également l'impact économique et social de ces lois et l'importance de l'intégration de critères de durabilité dans les politiques et les pratiques touristiques, mais la notion de résilience n'est pas toujours abordée (Diagne et Yamamura, 2000). On observe donc que la plupart des études sur le sujet évoquent la durabilité et les restrictions écologiques sans forcément employer le terme de résilience environnementale ou écologique. Il pourrait donc être intéressant d'explorer plus en détail comment les acteurs du tourisme à Saly font face aux défis environnementaux en utilisant des stratégies de résilience afin d'aller au-delà de la simple notion d'adaptation passive et d'explorer en détail les mécanismes d'ajustements mis en place par les acteurs du tourisme dans la destination. En comparaison avec la notion de durabilité qui s'inscrit davantage dans une logique de changement à long terme, le terme de résilience renvoie plutôt à la flexibilité et aux ajustements face à des problèmes immédiats (Walker et *al.*, 2012 et Roche, 2022).

La résilience environnementale des acteurs du tourisme au Sénégal est abordée de manière partielle dans la littérature existante. En effet, les études portant sur ce concept restent limitées et s'illustrent seulement rarement à travers des exemples comme la mise en place de

système de gestion des déchets, ou encore la sensibilisation de la clientèle au tri sélectif, évoqués dans certaines études (Diombera, 2020 et Roche et *al.*, 2022). Par ailleurs, il n'y a pas de retour sur ces méthodes nous permettant de savoir si ces dernières fonctionnent réellement, et nous ne savons pas si elles constituent des mises en place individuelles. Cependant, le chercheur Mamadou Diombera a souligné l'importance de l'implication des autorités locales, des organismes de protection de l'environnement ainsi que des communautés locales dans la promotion de pratiques durables dans le secteur du tourisme à Saly (Diombera, 2018). La littérature à ce sujet montre également que la sensibilisation des touristes à l'importance de la préservation de l'environnement peut contribuer à renforcer la résilience des acteurs du tourisme à Saly. Cela par exemple, à travers des initiatives comme l'intégration de systèmes de gestion environnementale, de programmes de tourisme éducatif ou encore de campagnes locales de sensibilisation. Il existe cependant un manque de précision quant à la manière systématique dont ces sensibilisations sont réalisées, mais également à quelle fréquence elles interviennent (Gaye et *al.*, 2011 ; Diombera, 2020 ; Projet COAST, 2009-2010).

La littérature met en lumière la résilience dont font preuve les acteurs du tourisme au Sénégal, mais de manière partielle et fragmentée. Il serait pertinent d'approfondir la recherche sur les pratiques de résilience spécifiques et sur l'implication des différentes parties prenantes pour une gestion durable du tourisme dans la région. Afin d'ancrer notre réflexion dans un contexte réel, il semble donc pertinent de se concentrer sur cette notion de résilience dans le contexte de la destination de Saly. En effet, la littérature additionnelle et des entretiens semi-directifs permettront d'en apprendre davantage sur la résilience dont font preuve les acteurs du tourisme sénégalais, en particulier à Saly, face à la question de la préservation de l'environnement.

#### 1.1.4 Une quantité faible de littérature sur plusieurs aspects inhérents aux enjeux environnementaux à Saly

La perception des acteurs du tourisme concernant les problèmes environnementaux rencontrés à Saly au Sénégal ne représente que très peu de mentions explicites dans la littérature scientifique. En effet, une étude menée sur le tourisme durable au Sénégal, souligne l'importance de sensibiliser les acteurs du tourisme, y compris les opérateurs hôteliers, les agences de voyages et les habitants locaux, à la nécessité de préserver

l'environnement pour assurer la durabilité du secteur touristique, mais n'explique pas si cette sensibilisation est déjà appliquée à la destination de Saly et n'approfondit pas la perception des acteurs vis-à-vis de ce phénomène (Dehoorne et Diagne, 2008).

Par ailleurs, aucun auteur n'approfondit les actions spécifiques des acteurs du tourisme à Saly, afin de contrer les problèmes environnementaux. Cependant, en approfondissant le champ de recherches, il a été possible de trouver quelques textes scientifiques donnant un aperçu des actions de résilience en matière de préservation de l'environnement à Saly. On apprend notamment que des initiatives de sensibilisation des acteurs du tourisme au respect de l'environnement sont mises en place, telles que des campagnes de nettoyage des plages organisées par les hôtels et les associations locales (Diombera, 2020). Dans un autre article se nommant, "Étude sur la vulnérabilité du secteur touristique à Saly et de ses implications socioéconomiques sur l'économie locale au niveau de la station touristique", des actions de promotion de l'écotourisme et de l'utilisation de sources d'énergies renouvelables dans les infrastructures touristiques de la région sont listés (Coly, 2011). Ces recherches offrent des perspectives intéressantes sur les actions mises en place par les acteurs du tourisme à Saly pour faire face aux enjeux de préservation de l'environnement, cependant certaines questions n'y sont pas ou peu abordées comme la coordination entre les différents acteurs du territoire, la portée réelle des mesures mise en place, l'utilisation de données actualisées, ou encore une analyse détaillée des stratégies de résilience environnementale mise en place par les acteurs. Il serait donc intéressant d'approfondir la recherche sur les actions mises en place par les acteurs touristiques afin de favoriser la préservation de l'environnement à Saly et de contrer sa dégradation causée en partie par le tourisme.

Les lectures additionnelles ont permis d'enrichir les questionnements existants, en s'interrogeant par exemple sur les raisons qui ont pu conduire à négliger les problèmes environnementaux au Sénégal et à Saly pendant un long moment et comment une industrie touristique aussi importante que celle-ci pour la destination peut-elle être en train de se dégrader (Diombera, 2020 ; Banque Mondiale, 2023). La négligence des problèmes environnementaux au Sénégal et à Saly peut s'expliquer par des priorités politiques et économiques parfois divergentes de la part des différentes parties prenantes (Dehoorne et Diagne, 2008). Par ailleurs, l'histoire coloniale et post-coloniale du Sénégal a pu favoriser une mentalité d'exploitation des ressources naturelles sans véritable prise en compte des conséquences environnementales à long terme (Sène et Sèye, 2019). En effet, il existe un lien

important entre la monoculture souvent pratiquée à l'époque coloniale, qui se caractérise par le fait de cultiver de manière intensive et exclusive une même espèce sur un grand territoire et le phénomène de dépendance économique. La culture d'exportation a été instaurée sous la colonisation française, notamment avec la vente d'arachides qui étaient exportées dans de nombreux pays. Cela est venu atténuer la culture vivrière locale en rendant le pays dépendant des importations alimentaires qu'il effectuait. Dans ce cadre-là, la diversification agricole s'est amoindrie, venant ainsi exacerber les vulnérabilités environnementales déjà existantes. Cette méthode de fonctionnement a perduré même après l'indépendance et a favorisé l'émergence d'une économie tout en continuant de perpétuer des extractions de produits divers au détriment de l'environnement. Une gestion centralisée des ressources s'est donc développée, excluant ainsi la majorité de la population locale des processus décisionnels, mais également des bénéfices engendrés par les activités économiques (Lee et *al.*, 2020). L'époque coloniale a donc instauré un discours justifiant la surexploitation des ressources naturelles qui a laissé des empreintes notables sur la planification touristique actuelle, ainsi que sur les politiques environnementales.

Parallèlement, les comportements de parties prenantes dans le secteur touristique, tels que la surconsommation des ressources, la pollution des plages ou encore la destruction des écosystèmes locaux, ont contribué à la dégradation de l'industrie touristique à Saly en compromettant le potentiel attractif de la destination (Sy, 1999 ; Diagne, 2001 ; Niang et *al.*, 2020). Dans ce contexte et toujours dans une dynamique d'approfondissement de la notion de résilience dans le cas de la préservation environnementale à Saly, il est intéressant d'approfondir l'étude des politiques environnementales mises en place par les autorités sénégalaises et leurs impacts sur la préservation de l'environnement (APIX, 2016 ; DEEC, 2011). Investiguer sur les perceptions des différents acteurs du tourisme vis-à-vis de la question environnementale pourrait fournir des pistes sur les leviers à actionner pour un tourisme plus durable. Cela permettrait par ailleurs d'explorer l'influence des facteurs sociaux et culturels sur les comportements des acteurs touristiques et leur responsabilité en matière de préservation de l'environnement (Hayat, 2006).

En conclusion, en ce qui concerne l'état de la problématique dans la littérature existante, il existe quelques revues et études scientifiques portant sur la résilience dont font preuve les acteurs du tourisme dans la destination de Saly. Pourtant ces dernières constituent davantage des études de surface, ne traitant que partiellement la problématique de résilience

environnementale dans les pays en voie de développement. Par ailleurs, il existe un manque de diversification des sources concernant la littérature sur le cas de la destination de Saly. En effet, un nom revient fréquemment, celui de l'auteur Mamadou Diombera. L'auteur, qui est également spécialiste du développement stratégique et de la gouvernance des politiques touristiques et culturelles du Sénégal, a écrit une dizaine d'articles sur le sujet dans lesquels il a approfondi un bon nombre de thématiques pertinentes. En dehors de cela, il n'existe que quelques études concernant les impacts de la mise en tourisme sur la petite côte du Sénégal, mais ces dernières n'approfondissent pas toujours l'analyse en ce qui concerne les méthodes de gestion des impacts pour la destination. Au sujet de la mise en tourisme et de la gestion des impacts environnementaux dans la région de Saly au Sénégal, un manque de données statistiques et de données qualitatives est observé. Le contexte scientifique n'est donc que partiellement avancé.

## 1.2 Question de recherche et hypothèse

Afin de guider l'analyse, la question de recherche et l'hypothèse sont essentielles. La question de recherche qui découle des constats établis dans la revue de littérature va permettre de cibler les enjeux liés à la résilience des acteurs dans la destination. L'hypothèse va établir une piste de réflexion à confronter aux données obtenues lors du terrain de recherche (Quivy et Campenhoudt, 2011).

### 1.2.1 La question de recherche et les sous questions qui lui sont associées

Dans un cadre où la résilience se définit par la capacité des acteurs à s'adapter et à se relever face à des crises, notamment environnemental et afin de mener à bien ce projet de recherche, voici un rappel de la question de recherche qui sera la suivante : **De quelle manière les acteurs du tourisme sénégalais font-ils preuve de résilience face aux problèmes environnementaux liés en partie au tourisme dans la destination de Saly au Sénégal ?** Afin d'arriver à cette question, plusieurs étapes et démarches ont vu le jour. En effet, après avoir lu des articles scientifiques et effectué des recherches documentaires, il a été nécessaire de se remettre en question. La question a été modifiée et reformulée plusieurs fois afin d'arriver à ce résultat. Cette dernière va nous permettre de nous pencher sur les méthodes et alternatives mises en place par les acteurs dans la destination afin de lutter contre la dégradation de l'environnement découlant en partie du tourisme et de l'apparition des formules tout inclus sur le littoral de la petite côte du Sénégal.

Pour mieux comprendre le lien entre la résilience des acteurs touristiques sénégalais et la préservation de l'environnement à Saly, il paraît nécessaire d'analyser la perception des acteurs du tourisme sénégalais face aux enjeux environnemental, leur capacité d'accès à des programmes de sensibilisation et à des financements de différentes natures (Roche et *al.*, 2022). À travers notre question de recherche, nous mettrons en lumière les actions concrètes entreprises par ces derniers et dans quelles mesures ils parviennent à faire preuve d'innovation et d'adaptabilité pour intégrer des pratiques respectueuses de l'environnement dans leurs activités quotidiennes. Nous verrons également de quelle manière la résilience des acteurs du tourisme face aux enjeux environnementaux peut avoir un impact sur la rentabilité économique, l'attractivité touristique ou les relations avec les communautés locales. Toujours à la lumière de notre question de recherche, il sera pertinent d'étudier le rôle des réglementations locales et des politiques gouvernementales en matière de préservation de l'environnement dans le contexte du tourisme à Saly.

Les sous-questions de recherche sont pertinentes dans le cadre d'un mémoire et permettent de guider l'analyse vers une réponse à la problématique posée (Fortin et Gagnon, 2022). Ces dernières sont importantes à étudier dans le cadre d'une recherche scientifique, car elles vont permettre d'analyser les différentes dimensions des problèmes liés à l'environnement en traitant l'information par catégorie. La consultation minutieuse de la littérature existante sur le sujet a fait ressortir dans le projet de recherche les questionnements suivants :

- Comment les acteurs du tourisme sénégalais perçoivent-ils les enjeux environnementaux dans la destination de Saly et comment ces perceptions influencent-elles leurs pratiques ?
- Quelles stratégies de résilience sont mises en place par les acteurs dans la destination et quelles en sont les limites ?
- Dans quelles mesures les enjeux structurels et institutionnels inhérents à la destination favorisent-ils ou freinent-ils la résilience environnementale dans la destination de Saly ?

### 1.2.2 Hypothèse

Roche (2022) nous explique que la résilience dans le contexte touristique implique une gestion proactive afin de favoriser l'adaptabilité et la durabilité des ressources. Pour bien comprendre de quelle manière les destinations parviennent à faire face aux perturbations écologiques tout en faisant preuve de durabilité, il est donc important de bien assimiler les

articulations existantes entre résilience des acteurs et préservation de l'environnement. Pour ce faire, nous allons tenter de comprendre comment s'opère la résilience des acteurs du tourisme dans la destination de Saly au Sénégal, afin de limiter la pression exercée sur les ressources naturelles par les activités touristiques.

**Hypothèse** : Les acteurs du tourisme sénégalais mettent en place des formes de résilience formelles et informelles.

Des recherches menées par Ido (2020) montrent que les politiques gouvernementales sont souvent orientées vers l'augmentation des revenus du tourisme, ce qui peut mener à une exploitation excessive des ressources naturelles. Cela est particulièrement préoccupant dans une destination comme Saly au Sénégal dans laquelle l'écosystème côtier est déjà fragile. Les décisions relatives à l'urbanisation, à la construction d'infrastructures ou encore à la régulation des activités touristiques doivent se confronter à de nombreuses reprises à des intérêts économiques immédiats (Ndoumou, 2016). Cette dynamique représente un risque pour la destination de tendre à un manque de planification sur le long terme qui réduirait le champ de résilience des acteurs du tourisme, contraints de choisir entre la nécessité de maximiser les profits à court terme et la réalité des impacts environnementaux existants à long terme. Pour des cas comme celui-ci, des réévaluations de priorité politique suggérant un véritable équilibre entre développement économique et durabilité, peuvent être nécessaires (Tambaktis, 2016).

Lorsqu'ils font preuve de résilience dans la destination, les acteurs du tourisme sénégalais rencontrent parfois des obstacles financiers significatifs, exacerbés par des contraintes structurelles qui pèsent sur ce secteur du tourisme dans la destination. Malgré le fait que le tourisme soit une source de revenus essentielle pour le Sénégal, car il génère environ 800 millions de dollars par année et représente aujourd'hui environ 7 % du PIB du pays, les investissements nécessaires pour adopter des pratiques durables peuvent sembler inaccessibles pour de nombreux acteurs et en particulier les petites et moyennes entreprises (Ianja, 2024). En effet, les coûts associés à la mise en place de solutions viables et durables comme les technologies vertes, les systèmes de gestion des déchets ou la formation des employés peuvent rapidement s'accumuler et rendre inaccessible la mise en place de ces solutions durables. Par ailleurs, nombreuses sont les entreprises qui ne disposent pas des ressources financières nécessaires afin de transformer leurs pratiques. Par conséquent, même

si une volonté de changement subsiste, la réalité économique limite parfois l'adoption de mesures efficaces (Santoro, 2019).

Parallèlement, l'absence de subventions gouvernementales et d'incitations financières pour les projets de durabilité peut aggraver cette situation. Les recherches de M. Diombera (2021 et 2020) suggèrent que les investissements publics dans le secteur du tourisme durable sont souvent limités, ce qui réduit les capacités d'innovation et d'adaptation des acteurs du secteur. Dans ce cadre, il arrive qu'une stagnation des initiatives de durabilité soit inhérente au manque de soutien financier et que des formes de résilience informelles tendent à se développer (Santoro, 2019).

Nous allons tenter de voir si ces multiples enjeux peuvent pousser les acteurs du tourisme à Saly à mettre en place des formes de résilience informelles dans la destination afin de lutter contre les impacts environnementaux. Cette hypothèse invite donc à l'étude des politiques publiques actuelles à travers une analyse approfondie des mécanismes de financement disponibles pour les entreprises et les associations dans le secteur du tourisme au Sénégal. Elle soulève également la question de la nécessité d'aller vers une meilleure coordination entre les différents acteurs, y compris le gouvernement, les ONG et les acteurs du secteur privé et public, afin de mobiliser communément des ressources en faveur de la durabilité. Cette hypothèse met en lumière les défis auxquels sont confrontés les acteurs du tourisme au Sénégal, notamment ceux liés aux problèmes environnementaux s'articulant au tourisme. L'analyse de cette dernière nous permettra de mieux comprendre au fil de l'étude les dynamiques en jeu et d'identifier des pistes pour améliorer la résilience du secteur face à ces enjeux importants. En s'appuyant sur des données et des études de cas, ce mémoire tentera d'éclairer les relations complexes entre contraintes économiques, politiques publiques et pratiques de durabilité dans le contexte sénégalais de la destination touristique de Saly. Cette hypothèse, si elle est confirmée, pourrait mettre en lumière la nécessité d'une mise en place plus formelle de la résilience environnementale, ainsi que d'un meilleur équilibre entre objectifs environnementaux et économiques au sein des politiques de développement touristiques afin de favoriser une approche plus nuancée de la durabilité. Cela soulève des questions sur la responsabilité environnementale des acteurs gouvernementaux et sur leur rôle dans la facilitation d'un tourisme respectueux des limites écologiques.

Ce chapitre nous a permis d'obtenir une vue d'ensemble sur les recherches existantes concernant notre thématique qui a mis en lumière la place importante qu'occupent les enjeux environnementaux dans la destination de Saly. Ces lectures ont constitué une première approche permettant d'en apprendre davantage sur les impacts négatifs liés en partie à l'essor du tourisme, mais également d'établir des pistes intéressantes de recherche pour la suite de notre étude. En effet, l'analyse de la littérature existante révèle l'existence de recherches intéressantes concernant les enjeux environnementaux et la gestion durable, mais présente tout de même des lacunes quant au manque de données précises sur certaines problématiques. En effet, les données concernant les stratégies de résilience adoptées par les acteurs du tourisme, leurs perceptions de ces enjeux, mais également l'impact réel de ces initiatives sur la destination, ne sont pas nombreuses. Cette revue de littérature nous permet donc de comprendre la nécessité de notre étude, notamment en ce qui concerne la manière dont les acteurs du tourisme font preuve de résilience dans la destination de Saly. Les études existantes justifient donc l'approche conceptuelle qui permettra d'articuler les concepts clés de cette étude, comme la résilience environnementale et territoriale, la gouvernance ou encore le tourisme durable dans les pays en voie de développement, qui vont être présentés dans le prochain chapitre.

## CHAPITRE II : LE CADRE CONCEPTUEL

Ce chapitre tend à établir un cadre conceptuel nous permettant d'arriver à une analyse des mesures de résilience mises en place par les acteurs du tourisme dans la destination de Saly. Ce cadre conceptuel nous permettra de mieux comprendre de quelle manière des concepts comme la résilience environnementale, la résilience territoriale, la gouvernance, ou encore le tourisme durable s'articulent à des notions comme la consommation excessive des ressources, l'urbanisation touristique, l'innovation sociale ou la gestion des déchets, qui représentent des enjeux inhérents aux problématiques environnementales dans la destination de Saly.

### 2.1 Le concept de résilience appliqué au tourisme

La résilience est un concept qui trouve ses origines dans les sciences écologiques et sociales, désignant la capacité d'un système à absorber les chocs et à se rétablir après des perturbations (Roche et *al.*, 2022). Dans le contexte du tourisme, la résilience se réfère à la capacité des destinations touristiques à s'adapter, mais aussi à se reconstruire face à des défis tels que les catastrophes naturelles, les crises économiques, les changements climatiques, ou encore la dégradation environnementale en partie causée par l'activité humaine touristique. La résilience est donc considérée comme la capacité d'un système à se renouveler et à se transformer face à des changements (Walker et Salt, 2012). Autrement dit, la capacité des destinations à faire preuve de résilience en tourisme peut dépendre de plusieurs facteurs, qu'ils soient économiques, sociaux ou encore environnementaux.

Le rapport entre tourisme et développement durable introduit une dynamique de résilience. Cette dynamique implique une gestion proactive qui favorise l'adaptabilité et la durabilité des ressources, permettant aux destinations touristiques de développer des stratégies résilientes afin de répondre aux impacts environnementaux (Thiaw, 2016). Dans ce cadre, les impacts découlant en partie du tourisme dans la station balnéaire de Saly introduisent l'idée que les acteurs du tourisme devraient faire preuve de résilience afin d'y faire face.

La destination de Saly constitue le cadre spatiotemporel de cette étude, il semble donc pertinent de définir le concept de destination qui représente la matière au sein de laquelle la résilience va s'articuler. Le concept de « destination », dont la définition est vaste et évolue

en même temps que l'émergence du phénomène, est décrypté par une analyse sémantique (Kadri et *al.*, 2011). Ce concept est extrêmement important en tourisme, il s'articule quasiment à toutes les thématiques et est souvent décrit comme étant l'alpha et l'oméga de ce secteur d'activité (Grenier et *al.*, 2022 ; Diombera, 2011 ; Jamal, 2004). En 1960, il était décrit comme l'emploi auquel une chose est destinée, quelques années plus tard, en 1970, il était décrit comme le lieu où l'on doit se rendre. Ce concept a donc évolué en même temps que les théories qui l'accompagnent et a débouché, dans le cadre des études portant sur la résilience, sur la notion de résilience des destinations (Roche et *al.*, 2011). Dans ce contexte, il est important de comprendre dans quelles mesures Saly se définit elle-même comme étant une destination avant même de comprendre de quelle manière elle fait preuve de résilience en s'articulant avec la préservation de l'environnement. En effet, la ville de Saly n'a pas toujours été touristique et son émergence a été plutôt rapide. Le passage de village à destination a introduit des changements dans les habitudes de résilience économiques, sociales et environnementales du territoire.

#### 2.1.1 La résilience comme outil d'analyse pour étudier les enjeux environnementaux à Saly

Il existe plusieurs dimensions du concept de résilience en tourisme. La résilience environnementale se définit par la capacité des écosystèmes à se rétablir à la suite de perturbations, telles que la pollution ou les effets du changement climatique (Walker et Salt, 2012). Cette dimension est cruciale pour le secteur touristique qui dépend fortement des ressources naturelles des destinations. Dans ce cadre, la résilience environnementale peut se traduire par des pratiques de gestion intégrées et durables, mises en place essentiellement dans le but de préserver la biodiversité et de maintenir la qualité environnementale (Ndoumou, 2016). Des initiatives telles que la création de zones protégées ou des pratiques de tourisme durable contribuent également à faire fonctionner cette résilience et participent à l'intégration de la conservation de l'environnement dans les stratégies touristiques, renforçant ainsi la capacité des écosystèmes à faire face aux pressions extérieures. La résilience managériale fait référence à la capacité des acteurs du tourisme à s'adapter et à innover en réponse à des défis, qu'ils soient économiques, environnementaux ou encore sociaux. Les entreprises touristiques doivent être capables de modifier leurs opérations et leurs stratégies organisationnelles afin de faire face aux changements rapides du marché et aux crises en faisant preuve de flexibilité et d'innovation dans les pratiques de gestion (Walker et Salt, 2012). La formation continue, l'échange de bonnes pratiques s'articulant à l'adoption de

technologies nouvelles sont des éléments clés qui permettent de renforcer la résilience managériale et d'intégrer la durabilité et la gestion des risques dans les stratégies. Une autre dimension de la résilience est pertinente dans le contexte touristique, il s'agit de la résilience sociale qui fait référence à la capacité des communautés à maintenir leur cohésion et leur bien-être en période de crise. Dans un contexte touristique, cela inclut également la manière dont les communautés locales peuvent parvenir à résister aux perturbations causées par le développement touristique, comme les changements économiques ou environnementaux. Il est clair que des réseaux communautaires solidement accompagnés d'institutions participatives favorisent des réponses efficaces aux crises existantes, permettant ainsi aux communautés de s'adapter tout en préservant leur identité culturelle (Bagus, 2019). Des prises d'initiatives en faveur du renforcement des capacités communautaires et de participation des habitants dans la gestion des ressources touristiques sont essentielles afin de renforcer cette dimension de résilience.

Au-delà des dimensions managériales, environnementales ou sociales de la résilience, la dimension territoriale est essentielle à aborder dans le cadre d'une recherche en tourisme. La résilience territoriale, qui fait référence à la capacité du territoire à s'adapter et à rebondir face à des perturbations de multiples natures, englobe généralement les dimensions de résilience présentées plus tôt, mais se distingue dans son ancrage spatial. En effet, cette dimension de la résilience est transversale et s'articule à travers le lieu physique que représente la destination et ses dynamiques (Smadi et Abrika, 2018). Par ailleurs, le renouvellement des territoires touristiques occupe une place centrale dans la résilience des destinations face aux crises (Kadri et *al.*, 2018), La particularité de cette dimension de la résilience est qu'elle s'établit dans un espace donné et qu'elle peut constituer le facteur d'émergence de destinations touristiques dites durables (Smadi et Abrika, 2018). Selon Villar et David (2014) un territoire résilient se définit par sa capacité à anticiper les perturbations qu'elles soient brutales ou lentes, à faire preuve d'adaptabilité et d'innovation afin d'évoluer vers un équilibre dynamique, mais également à minimiser les effets des enjeux qu'il rencontre.

Ces différentes dimensions de la résilience sont généralement de nature formelle. Cela signifie qu'elles se réfèrent aux mécanismes institutionnalisés et structurés et qu'elles sont basées sur des politiques, des plans d'action et des procédures mises en place par le gouvernement, les institutions ou les organisations formelles. Ces pratiques de résilience

s'établissent donc à travers une structure hiérarchique, planifiée et réglementée. Un cadre officiel entoure ces dynamiques de gestion des crises et leur permet d'avoir accès à des ressources et des budgets importants (Autissier et Vandangeon-Derumez, 2021). La résilience formelle permet donc d'agir à grande échelle et d'offrir aux destinations une couverture nationale et organisationnelle, ainsi qu'une coordination efficace. Le caractère formel de cette dynamique permet une mobilisation rapide des ressources, mais possède cependant quelques limites comme un manque de flexibilité face à des situations imprévues, ainsi qu'un risque de lenteur administrative et de rigidité bureaucratique (Therrien, 2010). La résilience informelle, qui s'oppose à la résilience formelle, se définit par des stratégies non institutionnalisées qui présentent un caractère spontané, opérant donc en dehors des structures officielles. Ce type de résilience naît généralement d'une approche centrée sur les besoins réels des communautés et s'illustre à travers diverses actions comme la mobilisation sur les réseaux sociaux, les relations communautaires ou encore les savoirs locaux (Diallo et Kane, 2022). Cette nature informelle permet une meilleure flexibilité, une spontanéité ainsi qu'une adaptabilité optimale, mais dépend fortement du niveau de cohésion sociale et de mobilisation communautaire dans la destination. Par ailleurs, n'étant pas ou peu soutenu par le gouvernement, ce type de résilience peut être limité en termes de ressources et de portée (Diallo et *al.*, 2022).

Dans le cadre de ce mémoire, il sera intéressant de comprendre si les acteurs du tourisme sénégalais mettent en place des formes de résilience informelles face aux enjeux environnementaux, notamment à cause des limites structurelles liées à la gouvernance, aux moyens financiers limités, mais également à l'accès partiel aux ressources propres à un pays en voie de développement. Par limites structurelles, nous entendons, les obstacles liés à l'organisation interne d'un territoire, qui s'inscrivent dans la durée, qui concernent l'inégalité aux ressources et qui affectent par conséquent la capacité des destinations à mettre en œuvre des politiques publiques efficaces (Delaplace et *al.*, 2018). Les limites structurelles peuvent parfois s'expliquer à travers des structures d'action publique inefficaces ou inadaptées. En effet, Otundo Richard (2024) nous explique que les structures d'action publique qui se définissent par les institutions, les collectivités territoriales, les lois ou encore les budgets, occupent une place importante dans les décisions prises concernant les moyens financiers mobilisés ou les actions mises en œuvre. Les structures d'action publique s'appuient donc sur des instruments de politique publique et peuvent constituer à la fois un levier, mais également une limite pour la capacité de résilience touristique des destinations.

Les destinations qui adoptent une approche proactive dans leur gestion, en intégrant des stratégies issues de diverses dimensions de la résilience, qu'elles soient formelles ou informelles, sont par conséquent mieux équipées pour faire face aux crises (Walker et Salt, 2012). Les multiples dimensions de la résilience touristique sont interconnectées et essentielles à articuler pour engendrer un développement du tourisme durable. La résilience touristique englobe donc toutes les dimensions citées précédemment et il est important que les structures de politique publique développent une planification touristique cohérente ainsi que des stratégies maîtrisées qui permettent de minimiser au maximum les impacts découlant de ces catastrophes (El Azyzy, 2023). Grâce à la résilience touristique, les acteurs du tourisme peuvent opter pour une meilleure gestion des crises et contribuer à la durabilité à long terme dans la destination. En intégrant ces concepts à notre étude, nous analyserons la capacité des acteurs du tourisme sénégalais à faire preuve de résilience face à la multiplication des impacts environnementaux dus en partie au tourisme dans la destination de Saly au Sénégal.

### 2.1.3 Enjeux de perception dans la capacité de résilience des acteurs du tourisme

Dans le cadre d'une étude qualitative, la perception se définit par la manière dont les individus interprètent ou ressentent un enjeu ou une situation en fonction de leurs expériences personnelles, du contexte social dans lequel ils ont évolué ou des valeurs qui leur sont propres. Il s'agit d'un construit social et culturel qui est influencé par les normes, les expériences et les croyances (Bhote, 2016). La perception influence la reconnaissance des risques et des enjeux, elle conditionne les réactions et les stratégies adoptées et elle modèle la capacité d'apprentissage et d'adaptation des acteurs du tourisme. Dans le contexte touristique, tous les individus ne perçoivent pas les risques et les enjeux environnementaux de la même manière.

Ce concept est un indicateur de résilience, car il est l'essence même de la manière dont les acteurs perçoivent leurs capacités à identifier un problème environnemental et à agir face à celui-ci. En effet, Adger (2000) nous explique, dans son étude sur la résilience que cette dernière dépend de la façon dont les individus perçoivent les risques, les vulnérabilités et leur capacité d'adaptation. La perception occupe donc une place importante et joue un rôle central dans l'engagement ou le désengagement des acteurs face aux initiatives prises en faveur de

l'environnement (Paradas, 2006). La perception du développement durable et de la durabilité est fortement impactée par le profil socio-économique des acteurs, mais également par la taille des infrastructures. Elle peut donc renforcer ou affaiblir la résilience collective (Kieu et Senanayake, 2023).

La perception est un indicateur transversal de résilience, car elle permet d'obtenir un éclairage essentiel et un approfondissement de certaines thématiques parfois étudiées seulement en surface. Cependant, il est important de préciser que ce modèle de perception possède des limites comme la subjectivité des données, la dépendance aux compétences du chercheur ou encore l'influence contextuelle (Fossey et *al.*, 2002). L'ensemble des données qualitatives obtenues lors des entretiens et de la collecte de données documentaires seront articulées afin de comprendre les enjeux liés à ces perceptions. Nous tenterons d'explorer dans quelles mesures la perception des acteurs peut influencer de façon directe ou indirecte les pratiques de gestion des impacts environnementaux. Il sera pertinent de voir dans quel contexte s'établissent des points de convergence et de divergence concernant les approches des acteurs touristiques (Bhote, 2016 ; Kieu et Senanayake, 2023).

## 2.2 Résilience et tourisme durable dans les pays du Sud

Les pays en voie de développement sont des territoires qui possèdent des niveaux de développement social, économique ou technologique plus faibles que les pays dits développés (Mowforth et Munt, 2015). Les caractéristiques associées à ce type de pays sont les inégalités sociales importantes, un faible taux de revenus par habitant, une économie peu diversifiée, ou encore un accès plutôt limité à l'éducation et au système de santé, mais la liste est non exhaustive. Par ailleurs, il arrive que ces pays en voie de développement se retrouvent en situation de dépendance économique vis-à-vis des pays du Nord dits développés (Gravari-Barbas et Jacquot, 2014). La résilience touristique dans les pays en voie de développement représente donc un enjeu crucial pour tenter d'assurer un avenir durable au secteur. Généralement, ces pays sont caractérisés par leur dépendance au tourisme et par leur vulnérabilité face à divers défis qui peuvent être environnementaux, économiques et sociaux. Malgré tout, ils disposent d'opportunités uniques, comme leurs ressources culturelles et locales pour développer des stratégies de résilience et de durabilité adaptées à leur contexte local (Thior et *al.*, 2021).

### 2.2.1 Durabilité dans les pays en voie de développement

La durabilité est un concept fondamental, notamment en tourisme, qui repose sur la capacité d'un système à perdurer dans le temps sans épuiser les ressources sur lesquelles il s'appuie (Cazes, 1998). Ce concept, dans le contexte touristique, suppose une gestion équilibrée entre le besoin de conservation de l'environnement et le besoin des visiteurs et des communautés locales (Bramwell et Lane, 1993). Cette approche durable met l'accent sur les limites de capacité, sur la réduction des impacts négatifs liés en partie au tourisme et sur la répartition équitable des bénéfices liés à ce secteur (Mowforth et Munt, 2015). Lorsque l'on évoque la durabilité en tourisme, il est important de prendre en compte les dynamiques territoriales et les enjeux d'adaptation qui coexistent et qui sont inhérents au concept de résilience touristique. Cette réflexion autour du concept de durabilité nous permet d'introduire plus largement la notion de développement durable. Le Rapport Brundtland, publié en 1987, définit le développement durable comme un développement qui répond aux besoins du présent sans pour autant compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Ce concept qui constitue une application plus globale, systémique et normative que celui de durabilité est donc primordial à analyser afin de bien comprendre comment se développe le tourisme durable à travers la résilience touristique et de quelle manière il intègre les dimensions environnementales, sociales et économiques dans le développement touristique (Camus et *al.*, 2010). La durabilité et le développement durable sont donc deux concepts primordiaux à prendre en compte lorsque l'on étudie la préservation de l'environnement dans le contexte touristique. De ce fait, la notion d'environnement est primordiale à prendre en compte. En effet, ce terme regroupe l'ensemble des éléments naturels qui entourent un lieu, incluant notamment la biodiversité, les ressources en eau, mais également les écosystèmes,... (Sy, 1999). Il est pertinent de préciser que la notion d'écosystème s'apparente à un ensemble dynamique d'organismes vivants, comme la flore, la faune ou encore les micro-organismes, qui s'articulent entre eux ainsi qu'avec les environnements physiques, comme l'eau, l'air ou les sols au sein d'un équilibre naturel (Walker et Salt, 2012). Ces écosystèmes sont généralement impactés par les activités touristiques et cela soulève des préoccupations concernant la conservation ainsi que la gestion des ressources, notamment dans le contexte des pays en voie de développement (Sy, 1999). La notion de durabilité en tourisme implique donc une approche intégrée qui a pour objectif d'équilibrer les besoins économiques, sociaux et environnementaux et qui requiert des actions

concrètes afin de minimiser les impacts négatifs tout en favorisant les bénéfices pour les communautés locales (Bramwell et Lane, 1993).

Les principaux concepts qui s'articulent à la durabilité dans le tourisme sont, dans un cadre non exhaustif, le tourisme durable, l'écotourisme, la responsabilité sociale et la justice environnementale (Saarinen, 2006). Le Global Sustainable Tourism Council (GSTC) nous explique que le tourisme durable tend à faciliter la gestion des ressources tout en répondant directement aux besoins des visiteurs et des hôtes, mais également en préservant les ressources culturelles et environnementales (Harms, 2013). Ce modèle touristique est essentiel afin de minimiser l'impact des activités humaines sur l'environnement tout en soutenant le développement économique et local. Dans ce cadre, il est pertinent d'évoquer l'importance de la durabilité dans ce modèle, qui a pour objectif de préserver au maximum la capacité des destinations à continuer d'accueillir des touristes sans compromettre leur intégrité (Coly, 2011). Le tourisme durable s'illustre parfois par des pratiques touristiques émergentes, comme l'écotourisme. La notion d'écotourisme se définit par une forme de tourisme axée sur la conservation de l'environnement ainsi que sur le soutien aux communautés locales (Gaye et *al.*, 2011 ; Tardif, 2003). Il se caractérise par des pratiques respectueuses de la nature, mais est aussi souvent associé à des activités d'éducation environnementale. Le Conseil mondial du tourisme durable (GSTC) définit l'écotourisme comme étant responsable, permettant d'améliorer le bien-être des populations locales et protégeant l'environnement (GSTC, 2023). Cette pratique touristique possède un potentiel élevé afin de promouvoir la conservation et doit avant tout être basée sur la durabilité des écosystèmes locaux tout en apportant des bénéfices aux communautés locales (Mebirouk et Hacini-Chikh, 2023).

Dans un contexte où certaines destinations africaines tendent vers une transition touristique induisant un modèle plus durable, la responsabilité sociale dans le secteur du tourisme est une notion importante à prendre en compte, car elle fait référence à l'engagement des entreprises à agir de manière éthique tout en prenant en compte les impacts sociaux et environnementaux de leurs opérations (Brasseur et Leroux, 2014 ; Camus et *al.*, 2010). La responsabilité sociale favorise la protection des droits des travailleurs, la préservation des cultures locales ainsi que la gestion des ressources de manière durable. Dans le cadre de ce mémoire, il sera pertinent d'observer comment les entreprises touristiques peuvent intégrer la responsabilité sociale dans leurs stratégies opérationnelles. Nous verrons si cela ne représente pas seulement l'idée

parfois préconçue d'un coût inutile, mais est plutôt vu comme une opportunité de renforcer la réputation et la durabilité des entreprises (Brasseur et Leroux, 2014). Malgré le fait que la responsabilité sociale permette une prise en compte des écosystèmes et des populations par les acteurs du tourisme, elle n'implique pas toujours une répartition équitable des impacts environnementaux. C'est dans ce cadre précis qu'intervient le concept de justice environnementale qui amène à une réflexion plus poussée concernant la répartition des dégradations écologiques et les inégalités systémiques existantes dans la planification touristique. C'est en 1980 que le concept de justice environnementale apparaît aux États-Unis, dans un contexte où les luttes pour les droits civiques et les mouvements sociaux et écologistes sont très présents (Walker, 2012). Ce concept vise à apporter un soutien aux populations vulnérables et marginalisées, notamment face aux inégalités environnementales qu'elles subissent en raison de leurs statuts sociaux, économiques ou ethniques. Ce concept critique une partie des logiques de développement touristique existantes, qui tendent à renforcer les inégalités environnementales, notamment dans un cadre où la planification de la destination est souvent davantage conçue pour les visiteurs au détriment des résidents (Agyeman et *al.*, 2003). La notion d'équité est centrale lorsque l'on évoque la justice environnementale, l'objectif est que des bénéfices comme l'accès à la nature ou à l'eau potable et des enjeux environnementaux comme la pollution, les déchets et les risques climatiques, soient répartis équitablement entre les populations. La notion d'équité s'applique également à la participation des populations dans les prises de décisions liées à l'environnement (Schlosberg, 2007). Dans les pays du Sud, le concept de justice environnementale permet de comprendre davantage les dimensions sociales que peuvent prendre les problématiques environnementales. Dans le cadre de ce mémoire, il sera intéressant de comprendre les rapports de pouvoirs existants dans la gouvernance environnementale et de voir quelle forme prendra la justice environnementale au sein de la résilience touristique de la destination (Martinez-Alier, 2002).

À la lumière de ces concepts qui constituent des outils pertinents dans l'approche de la résilience environnementale pour les destinations, tenter de comprendre si la transition vers un modèle durable du secteur touristique est un privilège destiné aux pays développés, est une démarche de recherche assez complexe qui nécessiterait par ailleurs une étude à part entière, ciblée et dépassant le cadre de ce mémoire. En effet, les pays développés se distinguent par un haut revenu par habitant ainsi que par un fort PIB, possèdent davantage de ressources pour investir dans des pratiques durables, comme les infrastructures écologiques

ou encore les technologies vertes. D'autre part, une bonne partie des pays du Sud, plus particulièrement les pays en voie de développement, sont caractérisés par une économie moins mature ainsi qu'un PIB significativement inférieur aux pays développés (Hugon, 2016).

Dans son étude, Santoro (2019) soutient que les pays en voie de développement peuvent bénéficier de modèles de durabilité valorisant les ressources locales et l'implication communautaire. Les initiatives s'articulant au tourisme communautaire permettent parfois de générer des revenus pour les populations locales tout en insistant sur l'application de pratiques plus durables. Le tourisme durable dans les pays en voie de développement représente donc un défi de taille qui nécessite une approche multidimensionnelle tenant compte aussi bien des enjeux environnementaux et sociaux que des enjeux économiques. L'utilisation des concepts présentés dans cette section est donc primordiale afin d'effectuer une analyse cohérente de la capacité de résilience des acteurs touristiques dans les destinations des pays en voie de développement, notamment à Saly au Sénégal. En effet, ces concepts ancrent cette étude dans les enjeux contemporains du tourisme et leur utilisation va permettre une lecture de la résilience, pas uniquement environnementale et technique, mais également politique, territoriale et sociale. Les dynamiques internes propres à la destination de Saly au Sénégal seront analysées et nous verrons dans quelles mesures les acteurs du tourisme sénégalais sont amenés à adopter des pratiques durables tout en faisant face aux obstacles liés à la dégradation environnementale. La durabilité ne doit donc pas être considérée seulement comme un privilège, mais plutôt comme une possibilité d'assurer un avenir viable pour le tourisme en Afrique.

### 2.2.2 Résilience touristique et gouvernance dans le contexte africain

Les recherches existantes sur la résilience touristique et le tourisme durable en Afrique mettent généralement en lumière des défis spécifiques liés à la gestion des déchets, à l'impact des flux touristiques ainsi qu'aux politiques gouvernementales (Gravari-Barbas et Jacquot, 2014 ; Spenceley, 2005 ; Diombera, 2011 ; Boukar, 2023).

Les politiques gouvernementales qui s'articulent à travers la gouvernance touristique des destinations en matière de durabilité, constituent donc le socle d'une analyse pertinente qui permet de mieux comprendre de quelle manière s'opère l'encadrement du tourisme dans les pays en voie de développement. La gouvernance touristique se définit par l'implication des

mécanismes, des institutions, des pratiques et des acteurs dans la planification et dans le développement du tourisme dans les destinations. La gouvernance en tourisme peut s'opérer à plusieurs échelles, elle peut être locale, nationale, ou encore internationale (Bramwell et Lane, 2011). Dans les destinations, cette gouvernance tente de concilier des intérêts parfois divergents, d'intégrer des principes de participation, de transparence et d'équité, mais il est important de préciser qu'elle est souvent influencée par les contextes institutionnels, politiques et culturels présents sur le territoire concerné (Hall, 2008). Ce concept est primordial afin de comprendre les capacités d'adaptation des destinations face aux enjeux climatiques et de voir de quelle manière s'articulent les dynamiques de pouvoir au sein de la résilience touristique. Malgré l'existence de cette gouvernance touristique, des études soulignent que bien que des lois existent, leur mise en vigueur est souvent entravée par un manque de ressources financières et techniques, ou par un manque de coordination venant remettre en question l'efficacité des initiatives de durabilité (Ndoumou, 2016). Cela peut parfois s'expliquer par un phénomène de gouvernance fragmenté. En effet, la coordination n'est pas toujours optimale lorsque des décisions et des actions en matière de durabilité sont mises en place. Cela s'explique notamment par le fait que les parties prenantes constituent parfois une multitude d'acteurs qui agissent à différents niveaux. Ces limites qui découlent d'une gouvernance touristique mal coordonnée peuvent amener à des conflits d'intérêts, ou à l'absence de visions cohérentes concernant la gestion touristique. Dans un cadre où les différentes natures de la coopération, qu'elle soit verticale c'est-à-dire régionale ou nationale, ou qu'elle soit horizontale c'est-à-dire publiques, privées ou communautaires, manquent de concertation, la mise en œuvre de politique durable devient donc un défi important (Maimaitiaili, 2024).

Les destinations africaines font généralement face à des défis importants liés à la gestion de leurs ressources naturelles, notamment dans un contexte où elles sont fréquemment exposées à des événements climatiques extrêmes et impactants, comme les inondations ou les sécheresses, qui peuvent avoir des conséquences dévastatrices sur l'industrie touristique (Hugon, 2016 ; APIX, 2023). Afin de renforcer leur résilience, les destinations peuvent adopter de multiples approches comme le tourisme alternatif. Ce modèle touristique consiste à mettre en place différentes formes de tourisme, comme l'écotourisme, le tourisme communautaire ou encore le tourisme responsable. Cela va permettre aux destinations de réduire leurs impacts liés au tourisme intensif et de tendre vers une meilleure répartition des retombées économiques (Laliberté, 2005). Par exemple, le tourisme communautaire est un

modèle qui permet l'implication des habitants dans la gestion des ressources touristiques et qui constitue un modèle capable de générer des revenus significatifs pour les populations locales tout en préservant l'environnement. L'engagement des communautés dans ce type de tourisme renforce leur résilience face aux changements économiques et environnementaux (Bagus, 2019). Par exemple, en Afrique du Sud, des initiatives de tourisme communautaire ont été prises comme la mise en tourisme d'un site d'art rupestre situé dans la région de Kimberley qui a permis d'améliorer la gestion des ressources naturelles tout en renforçant la cohésion sociale des communautés (Gauchon, 2022). Cependant, il existe des débats concernant les retombées de ce type de tourisme. En effet, certaines études comme celles de Bucoy et Moreno (2024) ou encore celle de Girard et Schéou (2012) ont relevé que les retombées économiques générées par le tourisme communautaire, ne profitaient pas toujours de manière équitable aux communautés locales. D'autres points importants s'ajoutent à cela, comme le fait que la mise en place de ce type de tourisme peut contraindre les communautés locales, n'ayant pas toujours les compétences nécessaires pour une gestion optimale des projets, à une dépendance envers des acteurs externes. Pour finir, il arrive que le tourisme communautaire conduise à une instrumentalisation des enjeux sur les territoires, notamment lorsque les programmes mettent en avant des labels de « tourisme communautaire » à des fins marketing (Mensah et Afenyo-Agbe, 2022). Girard et Schéou (2012) expliquent les limites de ce phénomène, notamment à travers l'exemple du Bénin qui a accueilli un projet de tourisme solidaire mené par une association française, qui a finalement débouché sur une illusion participative et culturaliste, sur des tensions internes, mais également sur une dépendance envers les acteurs externes (Girard et Schéou, 2012).

Les initiatives de pratiques de tourisme durable sont donc essentielles et l'approche de Gestion intégrée des zones côtières (GIZC) est un exemple de cadre qui combine la conservation de l'environnement et le développement économique, en impliquant toutes les parties prenantes, y compris les communautés locales (N. M. Rimaud et J. Piriou, 2013). L'approche de Gestion intégrée des zones côtières plus communément appelée GIZC, vise à concilier la protection des écosystèmes côtiers avec le développement touristique. Il est nécessaire de prendre en compte l'importance de cette approche lorsque l'on évoque la résilience des communautés côtières face aux impacts du tourisme (Baijot, 2013). Cette approche reconnaît l'interdépendance existante entre les différents acteurs, ressources et impacts environnementaux. Dans le contexte du tourisme en Afrique, cette dernière permet d'évaluer les impacts sur les destinations en identifiant et en évaluant les effets du tourisme

sur les écosystèmes côtiers, notamment l'érosion, la pollution et la perte de biodiversité. Cette approche permet également un accès simplifié à une planification participative qui implique les communautés locales, les autorités gouvernementales ainsi que les acteurs du secteur touristique dans les processus de décision afin d'assurer une gestion durable des ressources (N. M. Rimaud et J. Piriou, 2013). La GIZC valorise la conservation des écosystèmes tout en mettant en place des mesures afin de protéger les habitats naturels comme les mangroves et les dunes, qui jouent un rôle crucial dans la résilience face aux transitions climatiques. Elle favorise des pratiques touristiques respectueuses de l'environnement, comme l'écotourisme, afin de réduire l'empreinte écologique et de promouvoir la durabilité économique. Pour finir, elle élabore des stratégies d'adaptation pour faire face aux impacts du changement climatique, comme la montée du niveau de la mer (Baijot, 2013). La GIZC permet donc une gestion proactive et intégrée des zones côtières et tente de faire en sorte que le développement touristique soit à la fois bénéfique pour l'économie locale et respectueuse de l'environnement.

Par ailleurs, il est pertinent de porter une attention particulière à l'adaptabilité des entreprises touristiques. En effet, cette notion simplifie la capacité des acteurs à innover et à s'adapter aux crises (Walker et Salt, 2012). Afin de tendre vers une capacité d'adaptabilité pour la majorité des acteurs dans une destination, il est primordial de former et de sensibiliser les acteurs locaux et les touristes sur les enjeux de durabilité. En effet, cette pratique constitue un levier important à incorporer dans la planification touristique des pays d'Afrique (Otundo Richard, 2024). Cette adaptabilité peut aussi s'illustrer à travers la mise en place de certifications durables telles que Green Key ou EarthCheck incitant les entreprises à adopter des pratiques durables. La plupart du temps, ces certifications aident à construire une réputation positive aux destinations, mais également à attirer des touristes soucieux de l'environnement (Spenceley, 2005). Elles constituent une reconnaissance internationale pour les destinations, mais se confrontent cependant à plusieurs limites comme des référentiels parfois déconnectés des réalités socio-environnementales du continent, une confrontation à un manque de ressources, ou encore une stigmatisation des pays qui n'y ont pas accès. Par ailleurs, des programmes éducatifs en faveur de la conservation et de la biodiversité, comme ceux mis en place dans certaines réserves naturelles en Tanzanie, permettent de sensibiliser les visiteurs tout en créant un sentiment d'appartenance chez les résidents (Mgonja et *al.*, 2017). Cependant, il est important de préciser qu'une majeure partie de ces programmes est mise en place et est pensée par des acteurs étrangers qui n'établissent pas toujours de réelles

connexions avec les communautés locales. En effet, le risque principal lié à ce type de pratique est dû au fait que les parties prenantes impliquées dans ces projets, peuvent tendre à imposer une vision occidentale de la conservation et de la nature aux résidents de la destination dans laquelle ils agissent. Cela peut amener à un sentiment de dépossession des terres et des ressources naturelles ressenti par les locaux, notamment à travers des bénéfices économiques inégalement ou mal reversés aux populations locales (Harvey, 2010). L'implication active des populations locales dans ce type de projet est donc nécessaire, auquel cas, cela peut rapidement mener à de nouvelles formes de contrôle et de surveillance vis-à-vis des populations locales, de la part des acteurs étrangers (Goldman, 2003).

La gouvernance touristique de certaines destinations africaines s'établit à travers des programmes et des projets encadrés afin de mettre en place des mesures plus globales pour que les acteurs touristiques améliorent leurs capacités de résilience. Des cas concrets illustrent la manière dont certaines destinations mettent en place des stratégies de résilience formelles. Par exemple, à Madagascar, le Programme de protection et d'utilisation durable des ressources naturelles (PAGE2) mis en place sous la tutelle du Ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD) dans la région de Makira a permis de renforcer la capacité des communautés à gérer leurs ressources naturelles, tout en générant des revenus par le biais de l'écotourisme (Andrianarimisa et *al.*, 2014). Ce modèle a non seulement contribué à faciliter la conservation des écosystèmes, mais également à améliorer la sécurité économique des locaux. En effet, la mise en place dans la zone touristique d'initiatives de reforestation et de protection de la biodiversité a permis de transformer le territoire en une destination phare de l'écotourisme.

Ces efforts ont, dans un premier temps, permis de renforcer la résilience environnementale, mais ont également permis de stimuler le développement économique local (Ratel, 2014). En effet, le Programme de protection et d'utilisation durable des ressources naturelles (PAGE2) a permis d'optimiser la gestion communautaire des ressources naturelles, notamment grâce au transfert de gestion encadré par l'État, ce qui a généré des revenus alternatifs liés en grande partie à l'écotourisme. La résilience des écosystèmes a donc été renforcée et les acteurs ont été amenés à pratiquer leur exploitation de manière plus durable (Andrianarimisa et *al.*, 2014). Ce modèle possède donc de nombreux avantages, mais il est important tout de même d'en exprimer les limites. En effet, comme pour les initiatives et les programmes cités précédemment, le problème récurrent est souvent le même, celui de la répartition inéquitable des retombées économiques qui ne profite pas pleinement aux communautés locales (Poudyal

et *al.*, 2016). Par ailleurs, il semble que les structures de gouvernance soient parfois trop complexes pour les communautés locales, ne leur permettant pas de participer pleinement et de manière autonome aux projets mis en place. Cela vient donc accentuer les problèmes déjà existants de coordination et, comme pour les programmes éducatifs, des problématiques liées à la marginalisation du savoir écologique des locaux peuvent exister. En effet, les logiques techniques des acteurs externes priment parfois sur l'avis et les connaissances des locaux, malgré le fait que ces derniers aient bien évidemment une connaissance plus développée des réalités du terrain (IAFD, 2006). Certains habitants perçoivent donc ce type de programme de manière nuancée. Cela s'explique en partie par le fait qu'ils perçoivent ces dynamiques comme une perte de contrôle sur leurs pratiques traditionnelles (Andrianarimisa et *al.*, 2014).

La résilience des acteurs touristiques en Afrique semble donc confrontée à de multiples enjeux, parfois accentués davantage par des priorités économiques divergentes. Une recherche menée par Ido (2020) montre que les politiques gouvernementales sont souvent orientées vers l'augmentation des revenus du tourisme, ce qui peut mener à une exploitation excessive des ressources naturelles. Cela est particulièrement préoccupant dans un pays comme le Sénégal dans lequel l'écosystème côtier est déjà fragile. Les décisions relatives à l'urbanisation, à la construction d'infrastructures ou encore à la régulation des activités touristiques doivent à de nombreuses reprises se confronter à des intérêts économiques immédiats (Ndoumou, 2016). Cette dynamique représente également le risque pour la destination de tendre à un manque de planification sur le long terme qui contraindrait les acteurs du tourisme à choisir entre la nécessité de maximiser les profits à court terme et la réalité des impacts environnementaux existants à long terme. Pour des cas comme celui-ci, des réévaluations de priorité politique suggérant un véritable équilibre entre développement économique et durabilité peuvent être nécessaires (Tambaktis, 2016).

La résilience touristique dans les pays d'Afrique comme le Sénégal représente donc un enjeu vital pour la pérennité de leur économie locale et pour la préservation de leur patrimoine naturel. Adopter des stratégies d'implication communautaire, de durabilité, d'adaptabilité et de sensibilisation, permet donc à ces pays d'assurer une transition plus fonctionnelle de leur économie touristique afin de faire face aux défis actuels. Cependant, ces stratégies possèdent des limites qui peuvent redéfinir la capacité des acteurs à faire preuve de résilience face aux enjeux environnementaux. Dans le cadre de ce mémoire, nous nous intéresserons à l'impact que peut avoir la gouvernance touristique sur la gestion de l'environnement et sur la

résilience des acteurs touristiques. L'utilisation des concepts présentés dans cette section va permettre de mieux appréhender le poids des considérations économiques dans certaines décisions gouvernementales, parfois en dépit d'un véritable engagement envers la préservation écologique.

### 2.3 Résilience environnementale et territoriale face aux pressions exercées par le tourisme dans le contexte sénégalais

Lorsque l'on prétend vouloir étudier la capacité de résilience des acteurs dans une destination, il est impératif de considérer de manière globale les pressions exercées sur les ressources et sur le territoire (Adger, 2000). Les différentes dimensions de la résilience explicitées plus tôt permettent d'introduire des notions pertinentes comme les pressions environnementales exercées par le tourisme, la consommation excessive des ressources, ou encore l'urbanisation touristique accélérée. Afin de mieux comprendre les enjeux qui poussent les acteurs de la destination de Saly à faire preuve de résilience formelle et/ou informelle face aux enjeux environnementaux, nous introduirons d'autres notions comme celle du fort flux touristique qui engendre par ailleurs une forte pression sur les ressources locales et nous étudierons le caractère spécifique des nombreux enjeux environnementaux existant dans la destination. Ces notions amèneront à une réflexion sur le potentiel rôle du tourisme en tant que facteur de pressions environnementales et sur le rôle de la résilience dans la gestion de ces enjeux.

#### 2.3.1 Pressions environnementales exercées par le tourisme au Sénégal

Les impacts environnementaux du tourisme sont plutôt variés et parfois dévastateurs pour les destinations (Becken et Johan, 2010 ; Gravari-Barbas et Jacquot, 2014 ; Diombera, 2011). Par exemple, l'augmentation du trafic automobile et aérien lié au tourisme contribue de manière significative à la pollution de l'air et des eaux. Les émissions de gaz à effet de serre et la pollution sonore provenant des transports, affectent sensiblement la qualité de vie des résidents locaux et des visiteurs (Boubaker, 2007). Les destinations touristiques et plus précisément les stations balnéaires génèrent d'importantes quantités de déchets solides qui sont souvent mal gérés et qui finissent par se retrouver dans les océans et dans les paysages alentours, entraînant ainsi des conséquences néfastes sur la faune marine et terrestre (Kane, 2014). Les déchets produits par les touristes constituent une préoccupation majeure, notamment dans un cadre où ces derniers incluent différents types d'objets plus ou moins

polluants. Il existe les déchets plastiques qui s'apparentent aux bouteilles, aux sacs et aux emballages rarement recyclés qui polluent les plages et les océans. Les destinations balnéaires d'Afrique de l'Ouest font face à des niveaux alarmants de pollution plastique, notamment liée aux objets cités précédemment (Kane, 2014). Ensuite, il existe les déchets alimentaires, dus en général à la surconsommation ainsi qu'au gaspillage de nourriture dans les restaurants et dans les infrastructures touristiques qui peuvent entraîner des problèmes de gestion des déchets organiques (Boukar, 2023). Les déchets humains qui se traduisent par les rejets liés aux pratiques quotidiennes des touristes posent également un problème. Lorsque ces rejets sont trop nombreux ou s'accumulent, la gestion des eaux usées devient un défi déterminant pour les destinations touristiques. Des systèmes de traitement inadaptés ou insuffisants peuvent compromettre la santé des écosystèmes aquatiques et des populations locales à cause des contaminations des ressources en eau (Rodriguez-Alcantara *et al.*, 2024). Pour finir, les déchets électroniques fleurissent en même temps que l'émergence des nouvelles technologies, se traduisant notamment par des déchets numériques générés par les touristes, dont la gestion pose des défis environnementaux et sanitaires importants (Satoguina, 2010). La pollution générée par les activités touristiques peut donc affecter les infrastructures locales et le paysage touristique, augmentant ainsi les coûts liés au nettoyage et à la maintenance dans la destination (Coly, 2011). Cette pollution, qu'elle soit due à des déchets solides ou à des produits chimiques, peut nuire activement à la biodiversité de la destination, menaçant ainsi des espèces locales et perturbant les chaînes alimentaires (Kane, 2014) La gestion des déchets représente donc un enjeu environnemental important dans les destinations touristiques, notamment au Sénégal. Parallèlement, la surfréquentation de certains sites naturels comme les plages ou les parcs nationaux entraîne une dégradation significative des écosystèmes. En effet, le piétinement des sols, accompagné de l'érosion et de la destruction de la végétation, sont des conséquences qui découlent directement de l'afflux quotidien de visiteurs. En général, les récifs coralliens ou les zones humides qui représentent des habitats de type fragiles, sont particulièrement vulnérables face à ces pressions. La dégradation des paysages naturels causée par la fréquentation touristique peut avoir des effets à long terme sur l'attractivité des zones touristiques de la destination. Un environnement dégradé est moins susceptible d'attirer les touristes en quête de paysage agréable, ce qui peut avoir des répercussions économiques pour les communautés qui dépendent du secteur touristique.

Dans ce contexte, il semble pertinent de définir la notion de tourisme de masse qui est importante à saisir lorsque l'on établit une recherche concernant les dégradations environnementales liées en partie au tourisme. Malgré le fait que la destination de Saly ne soit pas caractérisée officiellement comme une destination qui fait face à ce phénomène, nous allons quand même définir cette notion car elle constitue un cadre analytique essentiel lorsque l'on évoque le développement durable des destinations. Le tourisme de masse se définit par un modèle de développement touristique caractérisé par l'afflux important de visiteurs dans des destinations spécifiques, généralement au cours de périodes de pointe (Zaoual, 2007). Ce phénomène est fréquemment associé à des infrastructures de grandes échelles qui répondent à une demande élevée de la part des touristes. De nombreuses destinations se sont vu transformées en congrès de consommation à cause du modèle de tourisme de masse entraînant par ailleurs des conséquences variées sur les environnements locaux à proximité (Daghri et El Omari, 2015). Ce phénomène a émergé en même temps que la démocratisation des voyages et que la montée du tourisme à l'international. La standardisation des offres touristiques a permis au fil des années d'accueillir un plus grand volume de visiteurs, entraînant ainsi une transformation des territoires touristiques (Zaoual, 2007 ; Tambakis, 2016). Ce modèle, tourné vers la rentabilité ainsi que la consommation excessive, privilégie une concentration spatiale et saisonnière, parfois illustrée comme étant à l'opposé des valeurs du tourisme durable (Cazes, 1998). Par ailleurs, la notion de surtourisme, quant à elle, se réfère davantage à une situation dans laquelle le nombre de visiteurs dépasse la capacité d'accueil d'une destination, venant ainsi créer des tensions sur les ressources locales et une dégradation de l'expérience globale des visiteurs. La notion de dépassement de la capacité écologique sociale et culturelle est centrale lorsque l'on parle de surtourisme. La dégradation des infrastructures et la perte de l'authenticité culturelle peuvent également être des enjeux liés au surtourisme dans certaines destinations touristiques (Honey et Frenkiel, 2021). Par ailleurs, d'autres impacts peuvent émerger de ce modèle touristique, comme ceux concernant la stabilité des infrastructures, la qualité de vie des habitants, ou encore l'expérience touristique elle-même (Spenceley, 2005). Dans ce contexte, les habitants peuvent être confrontés à des conflits d'usages, à une hausse significative des coûts de la vie ou encore à une réduction de l'authenticité du territoire (Honey et Frenkiel, 2021).

Maintenant que nous avons introduit ces deux notions, il est important de préciser que le Sénégal n'est pas encore un pays exposé de manière frontale au tourisme de masse, notamment lorsque l'on se réfère au nombre de touristes que le pays reçoit par année. En

effet, les données les plus complètes que nous avons trouvées datent de 2023 et nous informent que cette année-là, 1,8 million de visiteurs s'étaient rendus dans le pays (ANSD, 2023). Cela représente donc une augmentation notable par rapport aux années précédentes, car en 2018, le pays avait reçu environ 1,4 million de visiteurs (ANSD, 2018). Malgré cette augmentation, ces chiffres ne parviennent pas à faire de Saly une destination confrontée au tourisme de masse. Cependant, il est important de noter que cette dernière reçoit tout de même un nombre important de visiteurs, ce qui nécessite une planification spatiale et environnementale rigoureuse (Diombera, 2020). Également, la plupart des infrastructures de la destination restent relativement limitées en capacité et l'afflux de touristes reste concentré sur certaines zones délimitées et ne s'étant pas à un niveau national (Diombera, 2020 ; Doquet, 2016).

La destination de Saly qui fait partie du territoire sénégalais et qui constitue l'objet d'étude de ce mémoire, ne semble donc pas concerné par ces notions à première vue, mais montre tout de même des caractéristiques plutôt similaire à celle du tourisme de masse comme les déséquilibres fonciers, l'augmentation du coût de la vie pour les populations locales, la pression sur les infrastructures, la standardisation de l'offre ou encore la croissance visée par les politiques touristiques sénégalaises (Plan Sénégal Émergent, 2024). Dans ce cadre-là, il semblait pertinent d'évoquer ces notions, afin d'avoir les outils nécessaires pour analyser les différents modèles de développement touristique. Il est important de considérer que même si le phénomène de tourisme de masse et de surtourisme ne sont pas généralisés à l'échelle nationale, les effets localisés qui s'y apparentent doivent tout de même être analysés pour anticiper leur émergence à plus grande échelle (Brasseur et Leroux, 2014 ; Spenceley, 2005).

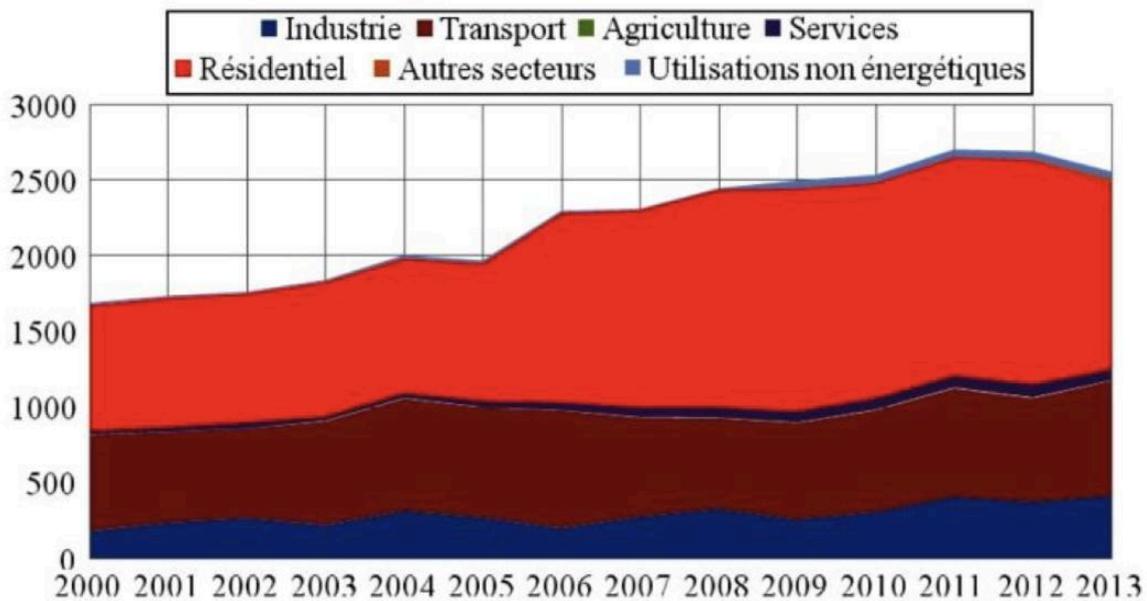
### 2.3.2 Consommation excessive des ressources dans le cadre du tourisme à Saly

La destination de Saly au Sénégal fait face à des pressions importantes exercées sur ses ressources dans le cadre du tourisme. La notion d'empreinte écologique constitue un indicateur permettant d'obtenir une vision d'ensemble sur l'impact des activités humaines sur l'environnement. Elle permet de quantifier les surfaces aquatiques et terrestres afin de produire l'analyse des ressources consommées et de la capacité à absorber les déchets générés. Dans le secteur touristique, cette méthode inclut l'évaluation de l'impact des visiteurs et des infrastructures touristiques sur l'écosystème de la destination (Thomas, 2024). Le secteur du tourisme a tendance à entraîner une demande accrue en eau, en énergie et en nourriture, pour pouvoir répondre aux attentes et aux exigences des touristes (Coly, 2011).

Cela appuie une pression considérable sur les ressources locales et dans de nombreuses destinations. Cette consommation excessive peut entraîner des pénuries critiques qui affectent la vie quotidienne des résidents, comme un accès limité aux ressources en eau ou en électricité.

Prenons l'exemple de la consommation excessive en eau dans la destination de Saly. L'habitude qu'ont pris certains touristes qui consiste à consommer de nombreux litres d'eau pour leurs activités quotidiennes, existe souvent au sein d'infrastructures inadéquates et inadaptées, venant ainsi créer des tensions entre les besoins des touristes et ceux des communautés locales (Ido, 2020). Par exemple, on observe qu'un touriste séjournant dans la destination, a tendance à consommer environ le double de sa consommation habituelle en eau, ce qui représente par ailleurs, 6 fois la consommation quotidienne d'un habitant sénégalais. En effet, il a été répertorié que la consommation moyenne en eau d'un touriste étranger au Sénégal était d'environ 300 litres par jour, en comparaison avec celle des populations locales, qui en consomment en moyenne 50 litres par jour selon l'OMS (OMS, 2019). Des disparités significatives sont donc mises en lumière lorsqu'on observe la différence de consommation en eau entre un touriste et un habitant, notamment dans un contexte où le rapport du GIEC (2023) nous apprend qu'un touriste peut consommer quotidiennement, en moyenne, jusqu'à trois fois plus d'eau que les habitants de la destination dans laquelle il s'établit. Les hôtels et complexes touristiques consomment souvent des quantités d'eau disproportionnées, que ce soit pour leurs piscines, leurs jardins ou leurs services, entraînant une compétition accrue pour les ressources hydriques entre les touristes et les populations locales (Ido, 2020). Les ressources en eau sont donc surexploitées dans le cadre du tourisme dans la destination, mais d'autres ressources sont également impactées par ce secteur, notamment les énergies fossiles illustrées dans la figure 2.

**FIGURE 2 : Évolution de la consommation totale d'énergie fossile au Sénégal**



Sources : Bertrand Tchanche (2018) *Revue des Énergies Renouvelables*

La figure 2 illustre la place importante occupée par le secteur résidentiel dans l'utilisation des énergies fossiles dans le pays. En effet, on voit qu'entre 2000 et 2013, près de la moitié des énergies à disposition dans le pays ont été accaparées par le secteur résidentiel (Tchanche, 2018). En effet, au Sénégal et dans la destination de Saly, il existe une consommation intensive des énergies fossiles, notamment à travers des installations comme l'éclairage, la climatisation, ou encore la pollution liée aux transports de produits alimentaires importés afin de satisfaire les exigences des touristes internationaux. Il arrive que les grands hôtels de la côte proposent des buffets totalement en décalage avec les consommations alimentaires locales, ce qui implique une exportation depuis l'étranger de certains produits et engendre de nombreuses émissions de gaz à effet de serre (GIEC, 2023 ; Sokamte, 2024). La notion de consommation excessive des ressources engendrée en partie par le tourisme soulève des questions cruciales sur la durabilité et la viabilité à long terme de la destination. Cette notion est inhérente à l'analyse de la capacité de résilience des acteurs dans la destination, notamment dans un cadre où les ressources naturelles deviennent limitées et où les pressions exercées exigent des stratégies d'adaptation durables (Coly, 2011).

La concentration des touristes dans une destination comme Saly, située au sein d'un écosystème fragile, peut donc mener à une surconsommation des ressources. Cependant, cette concentration dans les zones touristiques peut réduire la pression sur d'autres zones moins fréquentées et des stratégies de gestion adaptées peuvent être mises en place pour canaliser

les flux de touristes, permettant ainsi de réduire l'impact environnemental dans les zones sensibles (Daghri et Omari, 2015). Cette concentration a des conséquences notables sur les territoires, car le développement de la destination de manière saturée peut engendrer des nuisances pour les résidents et une dégradation des ressources locales, même dans les zones non touristiques (Mowforth et Munt, 2015 ; Honey et Frenkiel, 2021). En d'autres termes, les impacts environnementaux du tourisme sont multiples et la pollution, la dégradation des écosystèmes et la consommation excessive des ressources représentent des défis majeurs qui nécessitent des réponses concertées et organisées de la part des acteurs du tourisme (Daghri et Omari, 2015). En adoptant des pratiques de gestion durable et en sensibilisant les acteurs locaux et les visiteurs aux enjeux environnementaux, il est envisageable de minimiser ces impacts afin de préserver l'intégrité des destinations touristiques pour les générations futures.

### 2.3.3 Résilience territoriale et urbanisation touristique dans la destination de Saly au Sénégal

Afin de compléter notre cadre conceptuel, nous allons nous pencher sur l'urbanisation touristique existante dans la destination de Saly et tenter de comprendre comment cette notion s'articule avec la résilience territoriale. En effet, l'urbanisation touristique est un processus par lequel des espaces naturels ou peu anthropisés subissent une transformation afin de répondre aux besoins de développement du secteur touristique. Cela entraîne généralement des changements importants dans l'organisation spatiale, mais également dans la structure socio-économique des territoires concernés (Bondarenko et *al.*, 2019). Ce phénomène se définit par une dynamique faisant émerger des infrastructures hôtelières, des restaurants, ou encore des zones de loisirs dédiées au tourisme dans le territoire concerné. Cela modifie donc le paysage socio-économique des destinations et introduit des dynamiques urbaines globalisées dans des espaces touristiques parfois fragiles (Sy, 1999).

C'est au cours des années 1970 que la ville de Saly est passée d'un village de pêcheurs à une destination touristique importante. En effet, la destination représente bien les impacts territoriaux que le tourisme peut avoir sur des territoires côtiers autrefois ruraux (Ciss, 1989). La station balnéaire est en partie devenue ce qu'elle est par le biais de la Société d'Aménagement et de Promotion de la Petite Côte (SAPCO) qui a mis en avant le développement touristique durable dans la destination (APIX, 2016). L'urbanisation de cette région s'est principalement articulée autour de transformations de l'espace et d'une évolution vers des infrastructures touristiques de plus grande envergure, qui ont redéfini totalement

l'organisation spatiale ainsi que le mode de vie local d'origine (Diombera, 2017). Ce processus s'inscrit donc dans une dynamique de mise en tourisme vue comme un mode de développement qui implique de multiples transformations dans des territoires devenus touristiques (Kadri et *al.*, 2018). Selon Cazes (1992), ces transformations peuvent être considérées comme une subversion de l'espace, étant donné que ces dernières sont généralement matérielles, culturelles, politiques et qu'elles modifient symboliquement l'espace. Dans le cadre de l'urbanisation touristique à Saly, une inadéquation des normes importées du tourisme international coexiste avec les pratiques sociales locales, ce qui mène à des tensions et à une redéfinition parfois globale des modes de vie. Les espaces dédiés au tourisme deviennent donc porteurs de caractéristiques urbaines, même lorsqu'ils sont hors du tissu urbain traditionnel. Innovation architecturale, nouvelles formes d'interaction sociale et mobilité s'articulent donc dans le territoire et donnent lieu à des « laboratoires d'urbanité » (Coëffé, 2010). De ce fait, la destination a vu apparaître au fil du temps des dualités dans l'espace. En effet, on observe d'un côté, des infrastructures touristiques très modernes comme des hôtels, des résidences secondaires ou encore des villas ayant une architecture luxueuse, s'opposant à des quartiers traditionnels et beaucoup plus culturels comme Saly Joseph, où vivent des habitants majoritairement catholiques, qui pratiquent l'agriculture vivrière, ou encore Saly Niakhniakhal situé à proximité du centre touristique, qui contraste avec ses habitations typiques et des traditions locales en partie conservées (Sakho, 2023). Il existe donc un contraste important au sein de la ville touristique de Saly et cela est dû notamment à la mise en place de deux Unités d'aménagement touristique (UAT) qui ont accentué la modification du paysage de la destination qui, à l'origine, était rurale, agricole et s'est vu transformé en zone de service dédié au tourisme (Diombera, 2018).

L'urbanisation accélérée, bien qu'elle permette une évolution considérable des pratiques touristiques dans la destination, est donc aussi à l'origine d'une forte spéculation immobilière. Au fil des années, le prix des biens sur la petite côte a augmenté significativement, venant ainsi dérégler les prix du marché (Saly Immo, 2024). En effet, en 2012 le prix du mètre carré à Saly s'élevait à environ 5000 Franc CFA dans la monnaie locale, ce qui équivaut à environ 12 dollars canadiens alors qu'en 2025, le prix moyen du mètre carré a augmenté en se positionnant à 930 000 Franc CFA, équivalant à environ 2065 dollars canadiens (Agence DÉKK, 2025). Certains locaux subissent des pressions foncières dues à des prix en perpétuelle évolution. Le prix d'achat des terrains a fortement augmenté et certains d'entre eux, initialement dédiés aux activités agricoles ainsi qu'à la pêche se sont

progressivement transformés pour servir au développement hôtelier et touristique. Ces conflits fonciers sont à l'origine d'autres enjeux comme la concurrence entre les autorités étatiques et communales notamment en ce qui concerne la légalisation des droits fonciers, mais également l'instrumentalisation du droit, lorsque l'on observe des changements de statut juridique des terres ou des superpositions de droits. En ce qui concerne le changement de statut juridique des terres, certaines passent de terres rurales à zones urbaines ou touristiques. Ce mécanisme est souvent utilisé afin de contourner les réglementations existantes. L'instrumentalisation du droit dans le secteur touristique et urbain dans la destination, devient donc une stratégie utilisée par les acteurs puissants afin d'avoir un accès privilégié au foncier, tout cela au détriment des populations locales qui sont parfois ignorées. C'est dans ce cadre qu'une résilience stratégique s'opère de la part de certains acteurs comme les agriculteurs, les chefs coutumiers, ou encore, les populations locales. Ces derniers mettent en place des alliances avec les ONG ou saisissent les juridictions locales afin de s'opposer à cette instabilité juridique (Philippe, 2023). Par ailleurs, la réaffectation des sols est également un des défis liés à l'essor touristique ainsi qu'à l'urbanisation accélérée. Ce phénomène a pour conséquence de créer une marginalisation des populations locales, parfois contraintes de rejoindre les périphéries ou de vendre leurs terres. En effet, lors d'une urbanisation touristique intensive, nombreuses sont les terres agricoles et communautaires qui se voient transformées en zones de loisirs, en zones hôtelières ou résidentielles et cela sans concertation directe avec les populations locales (Philippe et Daouda, 2023 ; Diombera, 2017). Cela crée une pression importante sur les populations locales. Ces dernières recherchent dorénavant des services à des coûts plus raisonnables étant donné la hausse des prix liée à cette urbanisation rapide et décident souvent de vendre leurs terres. Cette marginalisation économique et spatiale vient impacter profondément l'équilibre social existant, notamment à cause d'une perte d'identité territoriale, d'une destruction de la solidarité locale existante et d'une baisse des revenus agricoles. Afin de faire face à cette précarisation, certains acteurs mettent en place des mesures de résilience territoriale, comme la diversification économique qui se traduit par la restauration, l'hébergement local, ou encore la vente de produits artisanaux, mais également d'autres méthodes comme la création de coopératives ou de valorisations foncières. (Diombera 2020).

La gestion de l'espace menée sans réelle planification intégrée peut amener à une transformation du paysage touristique et local, mettant parfois en danger les ressources naturelles ainsi que les structures sociales locales (Diombera, 2017). Une urbanisation

touristique incontrôlée risque de poser des dommages potentiellement irréversibles pour la zone côtière. Des transformations profondes sont donc omniprésentes à Saly. L'analyse des méthodes de résilience territoriale mise en place par les acteurs de la destination afin d'instaurer des stratégies d'aménagement, de mettre en place une organisation touristique maîtrisée et d'avancer vers une gestion intégrée et participative, nous permettra de répondre en partie à notre question de recherche. Pour ce faire, voici un tableau synthétisant le cadre conceptuel de ce mémoire.

**TABLEAU 1 : Cadre conceptuel du mémoire**

<b>RÉSILIENCE</b>	Concepts principaux	Concept secondaire	sous concepts ou notions	Definitions, exemples ou manifestations	
	<b>Résilience :</b> Capacité à s'adapter aux changements	<b>Résilience touristique :</b> désigne l'adaptabilité du système touristique. Reconstruction, diversification post-crise (Concept central du mémoire)		Résilience territoriale	Adaptabilité et capacité d'absorption du territoire face aux pressions touristiques
				Résilience environnementale	Adaptabilité et capacité d'absorption des écosystèmes et de la planification face à la pression touristique
				Résilience managériale	Capacité des gestionnaires touristiques à s'adapter aux défis (privés/publics)
				Résilience sociale	Réactions et mobilisations des populations locales face aux enjeux
		Différentes natures de la résilience :		Résilience formelle	Réponse institutionnelle, planifiée et encadrée aux perturbations
				Résilience informelle	Réponse spontanée et communautaire aux perturbations
	<b>Durabilité :</b> Objectif vers lequel tend la résilience	<b>Développement durable :</b> Application opérationnelle, durable et politique du concept de durabilité		Problématiques environnementale	Conséquences liées à l'absence de durabilité dans le tourisme : Érosion, pollution, surexploitation des ressources
				Responsabilité sociale	Engagement des acteurs touristiques et gouvernementaux à respecter les droits humains, l'environnement et l'équité sociale dans leurs pratiques
				Justice environnementale	Elle croise les enjeux sociaux et environnementaux : objectif d'une répartition équitable des bénéfices et des nuisances environnementales entre la population
<b>Tourisme durable :</b> Forme de mise en oeuvre sectorielle de la durabilité			Écotourisme	Limitation des impacts environnementaux négatifs dans la planification touristique	
			Tourisme responsable	Sensibilisation des voyageurs à l'impact de leurs comportements sur la destination	
			Tourisme communautaire	Pratiques touristiques visant à générer des retombées économiques locales	
<b>Gouvernance :</b> Dimension de la résilience et levier structurel qui influence la capacité de résilience	<b>Gouvernance touristique :</b> Ensemble des acteurs et mécanismes de coordination dans la gestion touristique			Peut renforcer ou affaiblir la résilience	
	<b>Politiques publiques :</b> Outils concrets de planification (liés à la gouvernance)			Zonage, fiscalité, aménagement	
	<b>Urbanisation touristique :</b> Sous-produit de la gouvernance touristique et de la durabilité mal maîtrisées			Spéculation immobilière, déséquilibre territorial	
<b>Perception :</b> Indicateur de la résilience, influencent les réponses des acteurs et leur capacité d'adaptation face aux enjeux	Perception du tourisme				
	Perception de la durabilité et des enjeux environnementaux				
	Perception des acteurs, des locaux et des touristes				
	Perception de la capacité de résilience des politiques publiques				

Sources : Maya Yacine Josiane Gueye, 2025.

Le tableau 1 permet une vision synthétique du cadre conceptuel afin d'analyser au mieux la manière dont les acteurs du tourisme sénégalais font preuve de résilience à Saly. Ce chapitre, à travers un cadre théorique pertinent, nous a permis de mettre en lumière les principaux

concepts qui s'articulent autour de notre question de recherche. En effet, ce cadre conceptuel offre des pistes intéressantes de recherche. L'articulation des différents concepts, comme celui de la résilience dans ces diverses dimensions, de durabilité, de tourisme durable, ou encore de gouvernance touristique, vont permettre d'explorer de manière approfondie les défis auxquels font face les acteurs touristiques dans la destination de Saly. Grâce à ce cadre conceptuel, nous sommes maintenant en mesure de nous diriger vers la méthodologie de recherche de cette étude qui sera présentée dans le chapitre suivant.

## CHAPITRE III : MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre d'une recherche en tourisme, établir une méthodologie de recherche permet de garantir sa rigueur scientifique (Denzin et Lincoln, 2011). Ce cadre méthodologique est essentiel afin d'assurer la transparence du processus de recherche tout en considérant les phénomènes complexes ancrés dans le contexte socioculturel de notre terrain de recherche (Yin, 2014).

### 3.1 Méthodologie de la collecte de données

La méthodologie de recherche permet d'établir un cadre de collecte et d'analyse de données. Les données empiriques recueillies permettent de répondre à la question de recherche et les choix méthodologiques renforcent l'analyse (Fossey et *al.*, 2002). L'approche utilisée pour la collecte de données et le terrain de recherche permettent de comprendre comment s'articule la résilience des acteurs du tourisme à Saly. Par ailleurs, la réalisation des entretiens semi-directifs s'établit dans un cadre méthodologique incluant une méthode d'échantillonnage, un processus de recrutement et de codage, mais également des critères d'inclusion et d'exclusion liés aux participants.

#### 3.1.1 Présentation du terrain de recherche

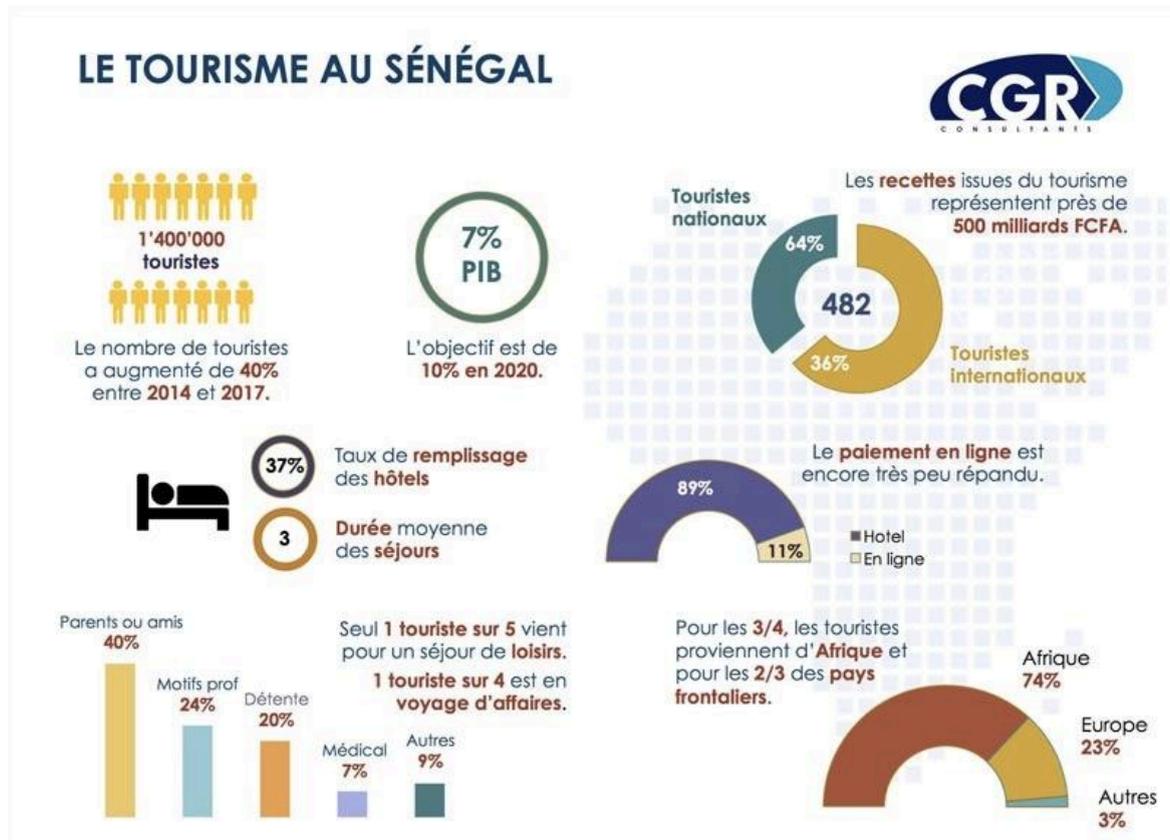
Le terrain de recherche de ce mémoire est la destination de Saly Portudal au Sénégal (Diombera, 2020). La destination est classée parmi les premières les plus prisées à l'échelle nationale, il s'agit donc d'une station balnéaire majeure dans le pays. Une étude de la CAPMAD (2024) nous informe qu'en 2019, le tourisme représentait déjà 7 % du PIB sénégalais, chiffre qui est resté à peu près le même jusqu'en 2024, car dans la destination, le secteur génère en moyenne 800 millions de dollars américains par année, ce qui équivaut à 1,090 milliards de dollars canadiens. Sa situation géographique lui permet une accessibilité intéressante, notamment par la route nationale, étant donné qu'elle se situe à environ 80 km au sud de Dakar et à un peu moins de 30 km de l'aéroport de Dakar Blaise Diagne (DSS). Il s'agit d'une région côtière en bordure de l'océan Atlantique qui bénéficie d'un climat tropical et de littoraux sableux. Le territoire qui était un village de pêcheurs avant les années 1980, est depuis devenu une station touristique attractive (Niang et *al.*, 2020 ; Diagne, 2001). Ces

dernières années, la population locale de la ville de Saly a observé une croissance démographique importante liés à l'urbanisation résidentielle et touristique (Mohamadou, 2009). Le secteur touristique est inhérent à la croissance économique du Sénégal. Depuis plusieurs années, ce secteur offre des emplois à plus de 150 000 personnes annuellement et se positionne comme la deuxième source de devises, juste après l'industrie de la pêche. À Saly, avant la pandémie de COVID-19, environ 79,1 % des emplois de la localité étaient liés au secteur du tourisme. Juste après la pandémie de COVID-19, le nombre de touristes a considérablement augmenté, d'environ 40 %, ce qui a également fait augmenter l'occupation des emplois du secteur touristique (CAPMAD, 2024 ; Diombera, 2021). L'économie locale de la destination repose en grande partie sur ce secteur qui se positionne juste après celui de la pêche et cela crée une dualité socio-économique entre l'économie touristique structurée, souvent étrangère et l'économie informelle locale (Coly, 2001 ; Diombera, 2020). En effet, Saly abrite un grand nombre de résidents permanents expatriés qui sont généralement des retraités européens. Ces derniers influencent donc les dynamiques économiques et urbaines du territoire, créant parfois des tensions foncières, des conflits d'usage ou encore des inégalités socio-économiques (Ciss, 2016).

Dans ce contexte, le modèle touristique de la destination s'inspire des modèles de tourisme balnéaire internationaux, notamment du tourisme occidental, avec de nombreux hôtels, villas et résidences privées (Diagne, 2001). Saly regroupe un grand nombre d'acteurs touristiques qui interviennent dans le développement de la destination. Les acteurs institutionnels, comme la mairie, les ministères ou encore les agences de promotion régulent et planifient le tourisme et la gestion environnementale dans la destination (APIX, 2018). Les acteurs privés comme les agences, les chaînes hôtelières ou les opérateurs immobiliers sont inhérents au développement ainsi qu'à l'exploitation touristique. Les communautés locales, qui représentent les habitants de la ville et des villages voisins, sont beaucoup plus vulnérables face au secteur touristique. En effet, elles peuvent participer à l'évolution du secteur touristique, mais il arrive qu'elles subissent les enjeux liés à ces pratiques. Leur accès à la gouvernance touristique est parfois limité et leur parole dans les prises de décision ne pèse pas toujours aussi lourd que celle des investisseurs étrangers (Sall, 2009 ; Diagne, 2001). Pour finir, les partenaires internationaux et les ONG permettent de mettre en place des projets pilotes dans la destination, afin de faciliter la transition vers une durabilité touristique (Niang *et al.*, 2020).

La destination observe depuis plusieurs années une fréquentation importante constituée de touristes africains et internationaux majoritairement européens. En effet, il est difficile d'obtenir le nombre précis de visiteurs que Saly a accueilli ces dernières années, mais une figure de la presse locale AuSénégal (2018), nous explique que le pays a reçu plus de 1400 000 touristes en 2017, dont 23 % venaient d'Europe.

**FIGURE 3 : Données clés du secteur touristique sénégalais en 2018**



Sources : ANSD (2017), Jumia (2018), Min. Tourisme (2018)

La figure 3 met en évidence l'importance du tourisme au Sénégal et illustre les dynamiques touristiques existantes sur le territoire. Ce secteur représente une part importante du PIB du pays et son offre touristique reste concentrée autour de pôles structurés. En effet, les recettes liées à ce secteur représentaient environ 50 milliards de francs CFA en 2018, ce qui équivaut à un peu plus de 118 millions de dollars canadiens. L'essor de ce secteur dans la destination peut s'expliquer par l'offre touristique diversifiée, mais concentré qui inclut diverses infrastructures comme les hébergements, les agences, les excursions ou encore les loisirs, mais aussi par la modernisation de ces infrastructures qui ont évolués au fil des années (Diombera, 2018).

Cette évolution du secteur s'est accompagnée d'enjeux environnementaux importants liés aux pratiques touristiques dans la destination. Saly est touchée par une érosion côtière sévère, qui menace ses plages, ses infrastructures et sa biodiversité. En effet, la destination constitue l'un des territoires les plus touchés par ce phénomène à l'échelle nationale (Niang *et al.*, 2020). Ces enjeux s'expliquent en partie par plusieurs facteurs. Dans un premier temps, le développement touristique de la destination s'est accompagné d'une bétonisation excessive des zones proches de la côte, ce qui a fortement perturbé l'équilibre écologique (Diombera, 2018). Parallèlement, l'augmentation du flux touristique exerce des pressions notables sur les ressources naturelles. L'accès aux ressources en eau et la gestion encadrée des déchets devient beaucoup plus difficile lorsque les infrastructures ne sont pas adaptées et que les clients ne sont pas sensibilisés (Ministère de l'environnement et de la protection de la nature, 2011). Dans ce contexte, les acteurs réagissent et la destination constitue un lieu d'expérimentation pour des projets publics et privés, visant à moderniser le littoral à travers une dynamique de durabilité (Niang *et al.*, 2020). La destination, en pleine transition, tente de trouver un équilibre entre attractivité touristique et enjeux de durabilité.

Le contexte dans lequel s'établit la destination fait de cette dernière un terrain d'analyse intéressant. En effet, la destination emblématique de Saly illustre parfaitement les enjeux existants au sein des destinations dans les pays en voie de développement et représente également bien le modèle touristique sénégalais dans sa globalité. Les fortes pressions environnementales existantes vont nous permettre d'analyser à l'échelle du territoire, la capacité de résilience des acteurs du tourisme. Par ailleurs, la destination offre une bonne représentativité des acteurs du tourisme existants à l'échelle nationale et permet, grâce à sa situation géographique, des déplacements facilités afin d'entreprendre les démarches nécessaires au terrain de recherche.

### 3.1.2 Une approche méthodologique qualitative

Cette recherche est basée sur une méthodologie dialectique, qui permet de rechercher un consensus qui puisse répondre en partie à notre question de recherche (Yin, 2014). Elle s'inscrit dans le champ des sciences sociales, car elle mobilise des outils sociologiques, de la science politique, mais également des études environnementales. La sociologie va être mobilisée afin d'analyser les pratiques des acteurs touristiques de la destination, ainsi que leurs capacités de résilience face aux pressions environnementales (Macé, 2011). La science

politique permettra de mieux comprendre les logiques de politiques publiques et de gouvernance qui s'articulent dans la destination. Nous verrons donc à différentes échelles comment les jeux d'acteurs touristiques s'articulent aux institutions publiques, aux collectivités et aux ONG (Lascoumes, 2004). Cette étude apportera un regard croisé sur la durabilité qui placera notre analyse dans un contexte global de transition écologique.

Les jeux d'intérêt existants entre acteurs publics, privés et communautaires font du développement touristique un enjeu politique. L'approche sociologique et sociopolitique permet de saisir les processus par lesquels sont élaborés les politiques locales dans le cadre de la gestion des dégradations environnementales dans la destination (Dehoorne et Diagne, 2008). Ce cadre méthodologique nous permettra de comprendre pour quelle raison et de quelle manière certains acteurs influencent plus fortement les trajectoires de développement touristiques et durables et comment s'articulent les logiques politiques, économiques et sociales dans la destination (Lascoumes, 2004).

Pour finir, la recherche se définit par une approche méthodologique en deux volets, combinant entretiens semi-directifs et collecte documentaire. L'articulation entre les données primaires et les données secondaires a permis d'arriver à une triangulation méthodologique qui renforce la portée de nos résultats (Denzin, 2017). En effet, d'un côté, les entretiens semi-directifs ont rendu possible l'accessibilité à des témoignages nuancés, situés, mais également révélateurs des pratiques touristiques et environnementales de la destination étudiée. De l'autre, la collecte documentaire a complété ces données grâce à une mise en contexte institutionnel, à des documents historiques et politiques et des rapports officiels, qui ont renforcé les données déjà existantes et élargi le champ de l'analyse.

Afin de recueillir un maximum de données documentaires pertinentes sur la gestion des impacts environnementaux dans le secteur du tourisme à Saly, des démarches ont été entreprises auprès de divers organismes publics et privés. La mairie de Saly a permis d'obtenir des documents relatifs aux politiques locales de développement touristique et des informations directement liées aux initiatives de durabilité mises en place dans la région. Ces démarches ont par ailleurs permis l'accès à des rapports sur les projets en cours et sur les partenariats établis avec des ONG. De plus, les ressources proposées par le Ministère du tourisme et des loisirs, ainsi que le Ministère de l'environnement détiennent des données et des études précieuses sur les impacts du tourisme sur les écosystèmes côtiers et sur les

stratégies nationales de promotion touristique durable. Grâce à ce socle documentaire, il a été possible d’approfondir l’analyse des institutions locales. Parallèlement, des rapports d’organisations internationales et des études de cas offrant des perspectives sur les pratiques en matière de gestion environnementale ont été explorés. La lecture d’ouvrages, d’articles scientifiques et de presses locales est venue compléter les données déjà récoltées. S’appuyer sur des bases de données académiques a permis de recueillir des articles scientifiques pertinents, des thèses et des rapports d’organisations non gouvernementales axés sur le tourisme durable et sur la conservation environnementale au Sénégal. Voici donc un tableau regroupant les principales sources documentaires consultées.

**TABLEAU 2 : Présentation des types de sources documentaires consultées**

TYPES DE SOURCES	AUTEURS	TITRES
Rapports officiels	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (2016)	Rapport des enquêtes sur l’offre et la demande touristiques au Sénégal
	Banque Mondiale (2016)	Revue de l’urbanisation : Villes émergentes pour un Sénégal émergent
	Gouvernement du Sénégal (2020)	Cadre de gestion environnementale et sociale (PDTE)
	République du Sénégal (2016)	Cadre de politique de réinstallation des plages de Saly
	République du Sénégal (2014)	Diagnostic sur l’emploi des jeunes au Sénégal
Articles scientifiques	Ministère de l’Environnement et DEEC (2011)	Étude sur la vulnérabilité du secteur touristique à Saly
	Diombera, M. (2020)	Dynamique territoriale et développement touristique à Saly
	Diombera, M. (2018)	La station balnéaire de Saly : développement ou déséquilibre ?
	Diagne, A. K. (2001)	Impacts of coastal tourism development and sustainability : A geographical case study of Saly in the Senegalese Petite Côte
	Diagne & Yamamura (2000)	Tourism Development and Environmental Coast Laws in Senegal : The Case of the Petite Côte
	Dehoorne & Diagne (2008)	Tourisme, développement et enjeux politiques : l’exemple de la Petite Côte
	Ciss, G. (1989)	Saly-Portudal, un village sénégalais face au tourisme international
	Niang et al. (2020)	L’économie circulaire, quels enjeux de développement pour les territoires ?
	Gaye, A. (2020)	Le caractère ambivalent de la relation entre tourisme et patrimoine en pays Bassari (Senegal)
	Yade, D. (2022)	Érosion côtière et stratégies d’adaptation face à la variabilité climatique sur la petite-côte sénégalaise : cas des communes de Mbour et de Saly Portudal
	Rimaud & Piriou (2013)	La GIZC et le développement touristique : enjeux d’un principe organisateur pour la durabilité des stations littorales atlantiques
	Santoro, P. (2019)	The sustainability of institutions : An instable condition
	Spenceley, A. (2005)	Tourism certification initiatives in Africa
	Ndoumou, M. M. (2016)	Durabilité et dignité : quel enjeu pour l’Afrique?
	Ouvrages	Fall, P. S. (2021)
Harvey, D. (2010)		Géographie et capital : Vers un matérialisme historico-géographique
Becker, H. S. (2002)		Les ficelles du métier : comment conduire sa recherche en sciences sociales ?
Fortin & Gagnon (2022)		Fondements et étapes du processus de recherche : méthodes qualitatives et quantitatives
Walker & Salt (2006)		Resilience thinking: sustaining ecosystems and people in a changing world.
Campehouth & Quivy (2017)		Manuel de recherche en science sociale
Mémoires / Thèses	Diombéra, M. (2011)	Aménagement et gestion touristiques durables du littoral sénégalais de la petite côte et de la basse-Casamance
	Mohamadou, S. (2009)	Nouvelle économie résidentielle à Saly Portudal
	Thiaw, D. (2016)	Adaptation territoriale à Mbour, Saly et Malicounda
	Diouf, B. S. (1987)	Le tourisme international : étude géographique de son impact sur la petite côte et en basse- Casamance (Sénégal)
	Hayat, L. (2006)	Tourisme à Saly-Portudal (Sénégal) ou la rencontre de deux imaginaires
	Sy, B. (1999)	Environnement et aménagement touristique : influence des réceptifs hôteliers sur les unités paysagères de Saly-Portudal à Nianing
	Thiaw, D. (2016)	Vulnérabilité et adaptation des territoires aux effets du changement climatique. Incitations globales, stratégies locales. Perspective pour un développement territorial, axé sur un suivi de l’utilisation de l’espace et des ressources dans les communes de Mbour, Saly et Malicounda (Sénégal)
	Coly, A. (2001)	Étude sur la vulnérabilité du secteur touristique à Saly et de ses implications socioéconomiques sur l’économie locale au niveau de la station touristique
	Diouf, F. S. (2015)	Saly Portudal : une station balnéaire, vu la nuit, essai d’une géographie littorale au Sénégal
Presse spécialisée	Agence de Presse Sénégalaise (2023)	Sénégal-Tourisme-Budget : Hausse de 8,20 % du budget 2024 du ministère du Tourisme et des Loisirs
	Saly Immo (2024)	L’impact du tourisme sur le marché immobilier à Saly
	Au-Sénégal (2019)	Fréquentation touristique du Sénégal : les vrais chiffres
Blog / Web	Cinyabuguma & Valdivia (2015)	Érosion du littoral au Sénégal – Banque Mondiale Blogs

Sources : Maya Yacine Josiane Gueye, 2025.

Le tableau 2 présente les différents types de sources consultées dans le cadre de la collecte de données documentaires de manière non exhaustive. Suite à cette collecte de données, des entretiens semi-directifs ont été effectués. Afin de maximiser la collecte d'informations, ces entretiens ont été réalisés avec différents types d'acteurs du tourisme local occupants des postes comme ceux de responsable d'hébergement, chef de service, agent de réception, employé de restauration, membre du personnel technique en charge de la maintenance, ou encore guide touristique en partenariat avec les hôtels. Cette approche a nécessité un déplacement en septembre 2024 dans la destination de Saly Portudal et traduit donc d'un investissement personnel notable. Dans ce contexte, nous attendons de cette recherche qu'elle enrichisse les études déjà existantes sur les mesures de résilience mises en place par les acteurs du tourisme afin de limiter les impacts du tourisme et sur le degré d'importance accordé à la durabilité dans les pays en voie de développement.

### 3.1.3 Utilisation des entretiens semi-directifs

Dans le cadre de ce mémoire, la collecte de données primaires se définit par des entretiens semi-directifs réalisés dans la destination. Les entretiens semi-directifs sont une méthode de recherche permettant de recueillir des données détaillées à partir de la parole des participants. Contrairement aux entretiens strictement structurés, ces derniers laissent place à la flexibilité, qui permet aux participants de développer librement leurs réponses et au chercheur de poser des questions complémentaires pour approfondir certains points. En effet, les entretiens semi-directifs permettent des réponses plus vastes et plus ouvertes de la part des enquêtés que des entretiens directs classiques (Yin, 2014).

C'est dans cinq établissements hôteliers reconnus de la destination de Saly que se sont déroulés les entretiens. Ces hôtels ont été sélectionnés pour leur capacité d'accueil, leur représentativité concernant le fonctionnement touristique dans la destination, mais également par rapport à leur ancienneté dans le paysage touristique local. Pour ce faire, les entretiens semi-directifs ont été réalisés sur 6 participants travaillant dans le secteur du tourisme à Saly issus des différentes infrastructures hôtelières sélectionnées pour la recherche. La méthode d'échantillonnage de cette recherche qualitative sur la gestion environnementale dans la région touristique de Saly au Sénégal est celle de l'échantillonnage non-probabiliste (Yin, 2014). Dans ce cadre, nous pouvons jouir d'une meilleure accessibilité des participants. En

effet, il peut être difficile d'obtenir un échantillon aléatoire représentatif en raison de contraintes logistiques ou d'un manque de disponibilité des participants, mais cette méthode non-probabiliste facilite l'accès aux acteurs du tourisme sénégalais. Dans sa recherche, Bilitis Berthiaume nous explique qu'une méthode non probabiliste repose sur le fondement du chercheur afin de sélectionner les unités d'échantillonnage (Berthiaume, 2015). L'utilisation de cette méthode a permis d'améliorer la flexibilité dans le choix des participants. Chokri Cherni (2011) nous explique que la méthode d'échantillonnage non-probabiliste est utilisée lorsqu'il est impossible de constituer une liste nominative et exhaustive des individus de la population.

En ce qui concerne le processus de recrutement, une identification des acteurs principaux du tourisme à Saly a été réalisée afin d'obtenir des entretiens variés et nuancés. Afin de recruter ces acteurs au sein des hôtels de la côte, il a été nécessaire d'établir la communication avec les responsables de ces infrastructures pour obtenir leur accord et leur coopération. Les salariés ont ensuite été démarchés en respectant les critères d'inclusion et d'exclusion, sous forme de demande de rendez-vous. Des critères d'inclusion ont donc été établis afin de sélectionner les participants aux entretiens semi-directifs. Ces derniers doivent être des acteurs du tourisme sénégalais qui travaillent à Saly, doivent avoir une expérience minimale de six mois dans le secteur du tourisme et être âgés de 18 ans et plus. Parallèlement, les critères d'exclusion sont les suivants. Les individus ne sont pas éligibles aux entretiens s'ils ne travaillent pas directement dans le secteur du tourisme à Saly, s'ils ne résident pas dans la région de Saly ou dans les régions voisines, ou s'ils ont quitté leur emploi dans le secteur du tourisme depuis plus d'un mois. Voici un tableau synthétisant les différents groupes d'acteurs interviewés lors des entretiens semi-directifs, accompagné d'informations pertinentes comme le nombre d'entrevues réalisées avec chacun de ces groupes d'acteurs, l'intitulé de leurs postes, ou encore la durée approximative des échanges.

**TABLEAU 3 : Présentation des groupes d’acteurs interviewés lors des entretiens semi-directifs à Saly Portudal**

Groupe d’acteurs	Intitulés des postes concernés	Nombre d’entrevues	Commentaires sur le guide utilisé
Cadres et responsables	Guide touristique (P1) Responsable d’hébergement (P6)	2	Entretien semi-directif basé sur un guide de 14 questions réparties en 4 thématiques. Guide d’entretien utilisé dans son intégralité. Durée approximative : 30–40 min
Personnel intermédiaire et de gestion	Chef de service (P3) Personnel technique en charge du tri et de la maintenance (P5)	2	Entretien semi-directif basé sur un guide de 14 questions réparties en 4 thématiques. Guide d’entretien utilisé dans son intégralité, discussions approfondies sur les pratiques internes et la coordination. Durée approximative : 35 à 40 min
Employés opérationnels	Agent de réception (P2) Employé en restauration (P4)	2	Entretien semi-directif basé sur un guide de 14 questions réparties en 4 thématiques. Réponses plus concises, certaines sous-questions ont été adaptées selon le poste occupé. Durée approximative : 25 à 30 min

*Sources : Maya Yacine Josiane Gueye, 2024.*

Grâce aux acteurs présentés dans le tableau 3, nous tenterons d’obtenir une compréhension transversale du fonctionnement et de la planification des structures hôtelières de la destination, notamment à travers une analyse de la perception des enjeux de durabilité et des stratégies mises en place par ces acteurs. Ces entretiens semi-directifs nous offrent un échantillon représentatif de la plupart des acteurs du tourisme dans la destination de Saly, ce qui permettra d’effectuer une analyse poussée des mécanismes de résilience de ces derniers.

Les entretiens semi-directifs ont été guidés par un ensemble de 15 questions touchant aux thématiques suivantes : la perception des impacts environnementaux du tourisme, les initiatives en cours pour atténuer ces impacts, les collaborations entre les acteurs publics et privés du secteur, mais aussi les défis rencontrés dans la mise en place de pratiques durables. Le guide d’entretien regroupant l’ensemble des questions posées aux acteurs du tourisme est présenté en annexe (Voir Annexe 1 du mémoire : Gueye, 2024). Ces questions ont été préalablement préparées par le chercheur et ont servi de cadre à la conversation. Par la suite, les entretiens ont été retranscrits et codés afin de rendre anonymes les réponses des différents participants. Ces entretiens ont permis d’obtenir une vision d’ensemble sur le fonctionnement

touristique de la zone, mais également sur les législations mises en place. Ils ont été conçus pour être flexibles, permettant ainsi aux répondants d'exprimer leurs points de vue de façon claire et libre tout en suivant un guide d'entretien préétabli. Malgré l'intérêt manifesté par les participants, la collecte de données primaires a été confrontée à plusieurs limites sur le terrain. En effet, les contraintes de temps et de disponibilité de certains interlocuteurs ont restreint le nombre d'entretiens réalisés qui s'est rendu au nombre de six. De plus, certaines réticences à partager des informations sensibles ou confidentielles ont limité la profondeur des réponses obtenues.

Dans le cadre de cette approche qualitative, l'articulation de la collecte de données primaires et secondaires a permis l'accès à une analyse pertinente et détaillée. La combinaison de ces deux méthodes offre une vision complète et nuancée des pratiques des acteurs du tourisme sénégalais face aux défis environnementaux. Les limites rencontrées lors des entretiens sont complétées par des éléments documentaires, ce qui facilite une réflexion critique concernant les dynamiques en cours dans le secteur, les défis à surmonter ainsi que les opportunités à saisir pour un développement touristique durable au Sénégal.

### 3.2 Traitement des données

Dans une démarche de recherche qualitative, le traitement des données est une étape fondamentale qui permet de donner sens aux informations recueillies (Campenhoudt et Quivy, 2017). Cette étape de la recherche apparaît à la suite de la collecte de données primaires et secondaires, et inclut des opérations analytico-réflexives comme le codage, la catégorisation ou encore l'interprétation. Cette recherche est basée sur une approche rigoureuse qui permet la fiabilité et la validité interprétative des entretiens semi-directifs et des documents secondaires (Paillé et Mucchielli, 2021). Afin d'identifier les régularités, les divergences ou encore les enjeux propres à notre terrain de recherche, l'analyse thématique a été privilégiée (Braun et Clarke, 2006). Par ailleurs, cette recherche s'est établie dans un cadre éthique strict garantissant aux acteurs touristiques un anonymat et une transparence dans les démarches de recherche (CRSH, 2022).

### 3.2.1 Méthodologie d'analyse des données

Suite à l'obtention des données primaires et secondaires, l'analyse permet de répondre à la question de recherche. Le logiciel d'analyse NVivo a été utilisé afin de codifier les entretiens semi-directifs des six acteurs touristiques sénégalais identifiés de P1 à P6. Dans une démarche d'analyse thématique, l'utilisation de ce logiciel permet de structurer les données qualitatives issues des transcriptions faites lors des entretiens. Ce type de démarche est particulièrement adapté à l'exploration de données complexes et variées. Cela a permis d'identifier et d'analyser les thématiques récurrentes dans les documents, qui ont un lien direct avec la résilience face aux enjeux environnementaux liés en partie au tourisme à Saly. Afin d'obtenir une vision plus claire des discours recueillis, un premier codage ouvert a facilité l'identification des unités de sens principales. Par la suite, un codage axial a permis le regroupement des éléments sous forme de catégories en lien avec les objectifs et les thématiques du mémoire. Les principaux codes correspondent à la perception des enjeux environnementaux, à la planification hôtelière et aux formes de résilience mises en place.

Afin d'articuler convenablement toutes ces catégories avec les dimensions clés de notre analyse, nous avons fini par effectuer un dernier codage. Cette approche, inspirée des travaux de Braun & Clarke (2006) et de Miles et *al.* (2014), permet une compréhension transversale des dynamiques perçues par les acteurs du tourisme dans la destination de Saly, en présentant également les leviers et les obstacles à l'adoption de pratiques durables face aux défis environnementaux dans la destination. L'utilisation de cette méthode favorise la prise en compte des divergences dans les perspectives des différents acteurs, ce qui enrichit l'analyse en mettant en lumière des points de vue variés.

Concernant les données secondaires collectées, une approche qualitative toujours fondée sur la méthode d'analyse thématique a permis d'analyser les documents recueillis. Cela s'est traduit par une lecture approfondie de ces derniers, comprenant des rapports d'organismes publics et privés, des publications académiques et des études de cas. Ces lectures ont facilité la familiarisation avec le contenu car elles ont constitué une première vague d'informations riches en pertinence. Elles ont permis la notation des points clés et le dégagement des principales thématiques abordées. Un soin particulier a été apporté à faire des annotations et des commentaires marginaux afin de capturer les premières impressions et idées.

Le processus de classement des données a consisté à identifier des unités d'informations significatives et à les organiser en catégories. Pour ce faire, un cadre basé sur des thèmes prédéfinis en lien avec la problématique de recherche a été mis en place. Ces thèmes incluent la perception des impacts environnementaux, à savoir la manière dont les différents acteurs perçoivent les conséquences du tourisme sur l'environnement ; les initiatives et stratégies, c'est-à-dire les initiatives pour atténuer les impacts négatifs ; les défis et obstacles, qui représentent les principaux enjeux auxquels font face les acteurs dans la mise en œuvre de pratiques durables ; et les partenariats et collaborations, autrement dit la manière dont les acteurs du secteur public et privé collaborent pour faire preuve de résilience et promouvoir un tourisme durable. Les thématiques dégagées sont donc significativement les mêmes que celles mises en place dans le cadre du traitement des données primaires. Suite au classement de ces informations, nous les avons regroupées en thèmes plus spécifiques encore afin de structurer l'information de manière cohérente. Cette étape d'analyse thématique permet de dégager des motifs récurrents et d'établir des relations entre les différentes catégories. Par la suite, nous avons élaboré une synthèse mettant en lumière les conclusions clés de l'analyse afin de répondre de manière concise et claire à notre question de recherche.

Les résultats de l'analyse de la résilience des acteurs font partie intégrante de cette recherche et favorisent la compréhension des pratiques de gestion durable dans le secteur touristique sénégalais. Une attention particulière a été portée aux contextes socio-économiques et politiques qui influencent les pratiques des acteurs, afin de fournir une interprétation riche et nuancée des résultats. Cette approche systématique permet non seulement d'identifier les enjeux environnementaux majeurs, mais aussi de comprendre les dynamiques qui sous-tendent les stratégies de résilience et de durabilité dans le tourisme sénégalais. L'ensemble de ce processus d'analyse a permis une exploration rigoureuse et structurée des données collectées et permettra d'obtenir une vision approfondie des interactions entre le secteur du tourisme et les préoccupations environnementales, tout en mettant en lumière les pratiques actuelles ainsi que les perspectives d'amélioration pour un développement touristique durable au Sénégal.

### 3.2.2 Cadre éthique de la recherche

Cette recherche qualitative concernant le tourisme à Saly peut soulever plusieurs questions et défis éthiques à prendre en considération tout au long du processus de recherche. Il a été important de s'assurer que tous les participants comprennent pleinement la nature de la recherche, son objectif et la manière dont les données seront utilisées. Dans ce cadre, ils ont consenti librement à y participer sans contraintes ni influences indues. Dans un contexte où leurs opinions ou critiques à l'égard des politiques ou des pratiques gouvernementales et touristiques pourraient être exprimées, une attention particulière a été portée à la protection de l'identité des participants et à la confidentialité de leurs réponses.

Avant d'entreprendre cette recherche, il a été important d'étudier sa faisabilité. Ce projet ne s'accompagnait pas de contraintes réglementaires visibles à première vue dans la réalisation des entretiens semi-directifs et cela est dû au fait que cette recherche ne traite pas d'informations sensibles et qu'elle n'implique pas de mineurs ou de personnes vulnérables. Les entretiens ont été réalisés avec des adultes pleinement consentants, ce qui a permis de ne pas avoir à suivre de procédures institutionnelles complexes en dehors de celles liées au certificat d'approbation éthique délivré par le Comité d'éthique de la recherche avec des êtres humains. Aucun risque lié à la participation à cette recherche ne semble être à prendre en compte. En effet, aucun risque de stigmatisation ou de répercussions négatives pour avoir exprimé des opinions critiques n'aura lieu dans un contexte où les entrevues resteront anonymes. Par ailleurs, une attention particulière a été portée aux méthodes de recrutement, afin qu'elles ne privilégient pas injustement certains groupes au détriment d'autres ou qu'elles n'excluent pas des individus déjà marginalisés du processus de recherche. Toujours dans cette dynamique éthique, il est important de porter un profond respect à la culture de la communauté interrogée. Étant donné la diversité culturelle au Sénégal et les différentes perceptions du tourisme et de ses impacts, une attention particulière a été portée au respect des normes, des valeurs et des croyances culturelles des participants.

Grâce à son éthique, il est possible que cette recherche permette de sensibiliser les acteurs du tourisme sénégalais à la préservation de l'environnement ainsi qu'à l'importance qu'elle revêt. Les entretiens ont permis à certains participants de répondre à des questions qu'ils ne se seraient pas forcément posés s'ils n'avaient pas participé à cette recherche. La participation à cette étude constitue donc une expérience intéressante pour les interrogés dû à

l'importance que représente une recherche en tourisme. Cependant, il est important de souligner que quelques obstacles ont pu être rencontrés au niveau de la collecte de données primaires et de la fiabilité des informations. Notamment dans un cadre où les réponses données peuvent être influencées par une volonté de préserver l'image des établissements malgré l'anonymat, ou dans le cas de documents institutionnels indisponibles de manière centralisée et actualisée.

Ce chapitre a permis de mettre en lumière la méthodologie adoptée dans ce travail afin de répondre à la question de recherche portant sur la résilience touristique des acteurs dans la destination de Saly. En effet, en articulant la collecte de données documentaires approfondie à nos entretiens semi-directifs, enrichissants par leur contenu, nous avons pu recueillir un bon nombre de données qualitatives permettant de surmonter certaines lacunes présentes dans la littérature existante. Cette méthodologie permet de pallier un manque de données qualitatives, notamment en ce qui concerne la perception des acteurs du tourisme sénégalais qui avait été observée dans le chapitre de revue de littérature. Le recueil de données en deux parties permet d'éviter certaines contraintes et limites parfois liées à l'utilisation exclusive d'entretiens semi-directifs. Cette méthodologie constitue un pilier solide, car elle permet de structurer l'information à l'aide de thématiques classées et étudiées comme la perception des impacts environnementaux, les initiatives de résilience mises en place, ou encore les défis rencontrés lors de leur mise en œuvre. La transition vers le chapitre suivant s'opère naturellement dans un cadre où les résultats obtenus lors de nos recherches y seront présentés de manière approfondie.

## CHAPITRE IV : RÉSULTATS ET ANALYSE

Ce chapitre présente les résultats obtenus lors de notre collecte de données documentaires et de nos entretiens semi-directifs. Grâce aux résultats obtenus lors de ces démarches, nous allons aborder les multiples stratégies de résilience mises en place par les acteurs du tourisme dans la destination afin de promouvoir un tourisme durable, notamment à travers des programmes et des projets pilotes. Dans une première section, nous analyserons la perception des populations locales, des acteurs touristiques et des touristes vis-à-vis de la durabilité, des enjeux environnementaux liés en partie au tourisme, mais également concernant les mesures de résilience mise en place afin de réagir face à ces enjeux. Nous tenterons de comprendre de quelle manière cette perception peut influencer la capacité de résilience des acteurs. Dans ce cadre, nous étudierons le rôle de la sensibilisation des populations et des visiteurs ainsi que du transfert des compétences dans les infrastructures touristiques. Dans une seconde section, nous analyserons quelles sont les réelles mesures de résilience mises en place par les acteurs du tourisme, quelle est leur nature et comment elles parviennent à s'articuler dans un cadre institutionnel fragile. Cela permettra de comprendre l'influence que peuvent avoir certains cadres législatifs dans la préservation des ressources naturelles et comment les populations locales et certains acteurs mettent en place des mesures de résilience informelles afin de répondre aux enjeux. Dans le but de mettre en lumière les enjeux structurels existants au sein de la gouvernance touristique de la destination, nous verrons de quelle manière des enjeux comme l'urbanisation touristique, les financements externes qui appuient une logique de dépendance et de domination, une gouvernance touristique fragmentée, ou encore les jeux d'acteurs qui s'opèrent dans ce secteur, peuvent parfois fragiliser la résilience des acteurs. Ce chapitre va donc aborder de façon approfondie, les mesures de résilience touristique, les accords internationaux et les lois se rapportant au tourisme durable, afin de mieux comprendre les engagements pris par les différents acteurs.

### 4.1 Perceptions environnementales et impact sur la résilience face aux enjeux

Dans cette section, nous tenterons d'en apprendre davantage sur la perception des acteurs du tourisme au sujet de la durabilité, des enjeux environnementaux associés au développement

touristique et des politiques publiques mises en place. Dans le cadre d'une étude qualitative comme celle-ci, la perception se définit par la manière dont les individus interprètent ou ressentent un enjeu ou une situation en fonction de leurs expériences personnelles, du contexte social dans lequel ils ont évolué ou des valeurs qui leur sont propres (Fortin et Gagnon, 2022 ; Fossey et *al.*, 2002). La perception influence la reconnaissance des risques et des enjeux, elle conditionne les réactions et les stratégies adoptées et elle modèle la capacité d'apprentissage et d'adaptation des acteurs du tourisme. Elle est inhérente à la résilience puisqu'elle permet d'obtenir un éclairage essentiel et un approfondissement de la capacité d'adaptation des acteurs et qu'elle constitue une composante et un indicateur de la dynamique de résilience. (Kieu et Senanayake, 2023). En effet, Adger (2000) nous explique dans son étude sur la résilience, que cette dernière dépend de la manière dont les individus perçoivent les risques, les vulnérabilités, mais également leurs habiletés d'adaptation. Nous tenterons d'explorer dans quelles mesures la perception des acteurs peut influencer de façon directe ou indirecte les pratiques de gestion des impacts environnementaux. Il sera pertinent de voir dans quel contexte s'établissent des points de convergence et de divergence concernant les perceptions et les approches des acteurs touristiques.

#### 4.1.1 Perception des acteurs vis-à-vis du secteur touristique

Lorsque l'on se penche sur la perception des acteurs du tourisme concernant la durabilité et les enjeux environnementaux, il est pertinent de comprendre dans un premier temps quel rapport ces derniers entretiennent avec le secteur touristique. En effet, la perception des acteurs vis-à-vis du secteur touristique influence directement les politiques et les stratégies de développement du tourisme (Bhote, 2016). Un consensus est visible entre la plupart des répondants aux entretiens qui soulignent les bienfaits économiques qui découlent du tourisme et de l'urbanisation touristique (Entretiens, septembre 2024). L'un des répondants que l'on nommera P2, nous explique que pour lui, l'urbanisation liée au tourisme représente un moteur économique très positif pour la destination. Ce dernier nous explique que grâce à l'émergence et à la création de toutes ces infrastructures, beaucoup de résidents locaux ont pu trouver des emplois dans le secteur touristique, ce qui n'était pas aussi simple auparavant (Entretien P2, septembre 2024). P4 nous explique également que ces nouvelles infrastructures touristiques attirent une nouvelle clientèle, rendant donc plus large le marché touristique à Saly. Pour finir, il nous dit « que sans le tourisme et ses infrastructures, l'économie locale aurait

sûrement subi des conséquences catastrophiques sur le long terme » (Entretien P4, septembre 2024).

On observe donc que les acteurs du tourisme perçoivent le secteur comme une forme de stabilité économique pour les populations locales, permettant la création d'emplois au sein des infrastructures émergentes et générant une explosion des activités commerciales. La stabilisation économique apportée par le secteur touristique peut être vue comme un mécanisme de résilience par certains acteurs, surtout lorsqu'il permet aux communautés de mieux faire face aux enjeux sociaux et économiques (Watson et Deller, 2022). Cette stabilité, même si elle s'articule à de nombreux enjeux, permet tout de même la consolidation d'un tissu socio-économique. Le tourisme a permis de rebondir face à certaines crises, notamment celles qui ont eu lieu dans le secteur de la pêche. La destination a fait face à des baisses notables de prises pour les pêcheurs artisanaux en 1990, à la suspension temporaire des accords de pêche avec l'Union européenne en 2006, mais également à la fin de l'accord de pêche avec l'Union européenne en 2024 (Aubert, 2008). La destination a donc fait preuve de résilience face à l'instabilité des ressources traditionnelles et à leur raréfaction dans le secteur de la pêche, car lorsque ce secteur a connu des bas le tourisme a permis à certains locaux de retrouver un emploi rapidement et de saisir les opportunités liées à ce nouveau secteur économique (Bocoum, 2024 ; Diagne, 2001). P3 soutient cette idée en exposant que « le tourisme et ses infrastructures sont une source de revenus vitale pour la ville de Saly » (Entretien P3, septembre 2024). La plupart des participants arrivent donc à un consensus pour reconnaître que le tourisme et les activités s'articulant à ce secteur contribuent à des retombées économiques significatives pour la destination. Ces derniers reconnaissent donc les bénéfices du tourisme, notamment la création d'emplois ou le développement des infrastructures. Parmi les acteurs du tourisme, il existe une certaine acceptation de l'urbanisation touristique, malgré les effets néfastes que ce phénomène peut avoir. En effet, les acteurs y voient tout de même un tremplin économique ainsi qu'un générateur d'opportunités pour les populations locales (Entretiens P3, P2 et P4, septembre 2024).

Cependant, certains acteurs relèvent que les avantages économiques liés au secteur du tourisme dans la destination s'accompagnent également de défis écologiques importants. La destination de Saly est confrontée à un développement touristique en expansion et cette dynamique de croissance est marquée par des conséquences environnementales qui attirent depuis plusieurs années l'attention des chercheurs et des professionnels en tourisme

(Diombera, 2018). Dans ce contexte et maintenant que nous avons compris comment les acteurs perçoivent le tourisme dans la destination, il est important d'étudier de quelle manière la perception des acteurs, des locaux et des touristes vis-à-vis de la durabilité et des enjeux environnementaux constitue un indicateur clé à prendre en compte afin d'étudier leur capacité de résilience. Dans certaines destinations d'Afrique de l'Ouest, il existe un manque de sensibilisation et de prise en compte de l'environnement de la part des communautés locales, des acteurs touristiques ou encore des structures gouvernementales (Yusuf et al., 2024). La perception est donc importante à prendre en compte, car elle va définir l'importance que portent les populations locales aux différents enjeux liés à ce secteur. En effet, une étude de Adebayo (2025) portant sur la résilience des pays d'Afrique face aux défis écologiques, explique qu'il existe un lien entre un manque de formation et de sensibilisation aux enjeux environnementaux ainsi qu'à la durabilité, et la disposition de résilience des destinations. Dans ce cadre, il est important de comprendre quelle est la perception de la durabilité et des enjeux environnementaux des acteurs touristiques de la destination de Saly, afin de comprendre l'impact que cela peut avoir sur leur capacité de résilience.

#### 4.1.2 Impact de la perception des acteurs vis-à-vis de la durabilité sur la résilience environnementale de la destination

Lors des entretiens, la durabilité semblait être perçue de manière ambivalente par les acteurs du tourisme. En effet, l'un des participants nommé P2 nous a expliqué que les avantages économiques liés au tourisme dans la destination de Saly étaient non négligeables et n'a pas évoqué les enjeux environnementaux qui y sont liés lors de l'entretien. Ce dernier n'a pas mentionné explicitement la dégradation des écosystèmes côtiers ou tout autres types de dégradations environnementales existantes à Saly (Entretien P2, septembre 2024). Cela ne signifie pas nécessairement que l'engagement de cet individu envers la durabilité n'est pas présent, mais le fait qu'il ne l'ait pas mis en avant lors de sa réponse traduit tout de même un manque de sensibilisation aux enjeux de durabilité. Cela s'explique notamment par un manque de programme éducatif systémique portant sur la durabilité ou sur la gestion et la préservation des ressources naturelles dans les infrastructures touristiques (Sy, 2013 ; Thiaw, 2016). Bien que certains acteurs aient accès à ces informations, d'autres individus inhérents à ce secteur comme les employés au sein des infrastructures touristiques comme les cuisiniers, les femmes de chambre, ou encore les agents d'accueil, n'ont pas toujours la possibilité de recevoir cette sensibilisation. En effet, P6 nous explique qu'il existe dans certains hôtels des

réunions internes qui abordent ces enjeux environnementaux, mais que cela n'est pas toujours destiné à l'ensemble des équipes, ce qui limite la portée de ces initiatives qui dépendent souvent de la bonne volonté des responsables locaux (Entretien P6, septembre 2024). Selon P1, la plupart des formations reçues dans le domaine touristique concernent le guidage touristique, la gestion hôtelière, ou encore la mise en avant du patrimoine culturel et local, mais n'incluent pas nécessairement une approche structurée sur la durabilité environnementale (Entretien P1, septembre 2024). P5 s'accorde avec cette réponse en nous expliquant que malgré le fait que des initiatives soient mises en place, comme le tri sélectif ou encore le recyclage, ces mesures ont parfois du mal à s'implanter clairement dans les pratiques touristiques sur la durée, car elles n'évoluent pas dans un cadre de formation solide et ne sont pas toujours soutenus institutionnellement (Entretien P5, septembre 2024).

Il existe donc un manque de formation spécifique lié à la durabilité, observable chez une bonne partie des acteurs touristiques. Plusieurs études comme celle de Coly (2005) ou Diombera (2020) mettent en avant la nécessité d'améliorer la sensibilisation et la connaissance des enjeux dans la destination de Saly. D'après P1, P6, et P5, ce manque est visible notamment à travers une absence de formation approfondie en durabilité, même si certains d'entre eux soulignent tout de même l'existence d'une sensibilisation ponctuelle mise en place par les gestionnaires (Entretiens P1, P6 et P5, septembre 2024). P4 nous explique que, malgré la rareté des formations en durabilité, il existe dans certaines infrastructures, de la sensibilisation faite par les gestionnaires eux-mêmes. Cela afin de limiter le gaspillage et d'adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement, aussi bien pour les employés que pour les clients. Il s'agit donc d'initiatives personnelles, qui peuvent à l'échelle locale permettre une évolution des pratiques de durabilité (Entretien P2, septembre 2024). Parallèlement, P6 nous explique que, malgré l'insuffisance de sensibilisation des employés dans certains hôtels, un effort remarquable est mis en place afin de sensibiliser les employés et les touristes aux dégradations environnementales qu'ils pourraient engendrer lors de leur séjour (Entretien P6, septembre 2024). On observe donc qu'une perception des enjeux environnementaux tend à se développer dans la destination, notamment à travers des pratiques individuelles qui pourraient permettre sur le long terme une prise en compte plus globale des enjeux. En effet, les initiatives locales mises en place à petite échelle par les acteurs touristiques peuvent avoir un impact significatif sur la résilience des destinations, en évoluant à une échelle plus large (Dangi et Jamal, 2016).

Concernant les enjeux environnementaux liés au tourisme, un consensus est visible entre la majorité des intervenants pour déclarer que le tourisme dans la destination de Saly est à l'origine de certains impacts environnementaux, à travers différents niveaux de considération (Entretiens P1, P5, P6, P3 et P4, septembre 2024). L'un des répondants que l'on nommera P1 explique que « le tourisme a apporté de bonnes choses dans la zone [...] mais cela peut nuire à l'environnement, notamment au niveau des plages publiques où la pollution est omniprésente ». Selon lui, le tourisme dans la destination de Saly représente des enjeux de durabilité qui grandissent en même temps que l'évolution du secteur (Entretien P1, septembre 2024). D'autres répondants comme P5 et P6 avancent les mêmes propos, mais appuient tout de même davantage sur les aspects positifs liés au tourisme (Entretiens P5 et P6, septembre 2024). Cette nuance dans la prise en compte de l'impact environnemental du tourisme illustre le caractère flexible de la gestion en matière de durabilité dans la destination.

Dans ce contexte, nous avons remarqué que les types d'enjeux environnementaux les plus mentionnés étaient la pollution, la gestion des déchets et des plages et l'érosion côtière. P5, nous explique que « la région de Saly connaît des problèmes importants de pollution, mais aussi d'autres problèmes liés aux plages publiques et au déversement d'eaux usées dans la mer » (Entretien P5, septembre 2024). Cette observation est également soutenue par P6, qui nous explique que « les plus grands défis pour la durabilité du tourisme à Saly sont la gestion des plages et des côtes, car ce sont les endroits les plus touchés par la pollution » (Entretien P6, septembre 2024). Par ailleurs, la durabilité semble être asymétrique dans la destination. En effet, en ce qui concerne l'écosystème de la côte et des plages, P5 nous explique que « les plages publiques sont souvent polluées parce que les déchets des plages privées finissent par s'y retrouver ». Cela traduit donc un décalage dans l'application de la durabilité au sein d'une même destination. La gestion des plages privées leur permet généralement une propreté indétrônable et pourrait témoigner à première vue d'une bonne gestion de l'écosystème, mais on observe finalement que c'est la qualité des plages publiques, davantage occupée par les locaux qui finit par être impactée (Entretien P5, 2024). La majorité des intervenants portent donc un intérêt vis-à-vis de la durabilité et des enjeux environnementaux en évoquant l'aspect parfois destructeur du tourisme pour les écosystèmes locaux et les enjeux de durabilité de la destination. Cependant, P2 ne mentionne aucun exemple concret faisant référence aux impacts environnementaux et aux problèmes écologiques rencontrés dans la destination (Entretiens P2, 2024).

La perception de la durabilité et des enjeux environnementaux dans la destination présente donc des limites et semble être en partie dépendante de la volonté individuelle des acteurs. En effet, une étude de Paradas (2006) portant sur la perception du développement durable par les acteurs touristiques, nous explique que la compréhension du concept de durabilité dépend fortement de leur volonté individuelle, de leur motivation personnelle ou encore de leurs préoccupations. Cela démontre que les expériences et les valeurs propres à chacun des acteurs influencent la perception qu'ils ont de la durabilité et des enjeux environnementaux dans la destination. P5 souligne cependant que même si toutes les infrastructures ne répondent pas toujours aux codes du développement durable, certaines actions isolées permettent tout de même de faire un pas vers une durabilité touristique (Entretien P5, 2024).

Les réponses aux entretiens témoignent donc d'un intérêt de la part de certains acteurs visant à faire appliquer le modèle de durabilité dans la destination. Cela reflète l'existence de modèles de résilience fondés sur l'adaptation locale, malgré le fait que la durabilité soit encore peu institutionnalisée. Dans ce cadre-là, on observe que les acteurs du tourisme mettent en avant une nécessité de prendre en compte les enjeux côtiers dans la mise en tourisme et que leur perception des activités touristiques est tournée vers une reconnaissance des problèmes existants tout en ne mettant pas de côté le caractère avantageux du tourisme pour la destination. Cela témoigne d'une perception collective concernant la fragilité des écosystèmes côtiers, ne traduisant pas nécessairement une articulation entre prise de conscience et actions concrètes et généralisées. En effet, les réponses de plusieurs répondants ont souligné un manque de formation spécifique au sujet des pratiques de durabilité dans le secteur du tourisme à Saly (Entretiens, septembre 2024).

Dans un contexte dans lequel les acteurs du tourisme semblent prendre en compte la durabilité dans leur réflexion touristique, il est important de comprendre que le rapport à la durabilité n'est pas toujours le même dans des pays comme le Sénégal en voie de développement, que dans des destinations touristiques occidentales issues généralement de pays développés. En effet, une étude de Tawiah et al. (2021) suggère que les pays en voie de développement sont davantage confrontés à des enjeux structurels qui limitent leurs capacités de résilience et leurs actions en faveur de la durabilité, contrairement aux pays développés. Les pays en voie de développement sont parfois confrontés à des enjeux de grande envergure comme la pauvreté, le manque d'accès à l'eau ou encore tout type d'urgence prioritaire qui fait de la durabilité environnementale un objectif de second plan. Les priorités socio-économiques diffèrent selon le niveau de développement des pays, ce qui influe

directement sur la perception et l'importance accordée à la durabilité. Dans une destination comme le Sénégal, la durabilité est parfois perçue de manière plus pragmatique que normative. En effet, ce modèle est mis en avant, avant tout, pour répondre à des enjeux de première nécessité comme assurer la survie ou encore l'obtention d'emploi pour les populations locales (Guedes-Neto, 2017).

#### 4.1.3 Sensibilisation des populations locales aux enjeux environnementaux et au concept de durabilité

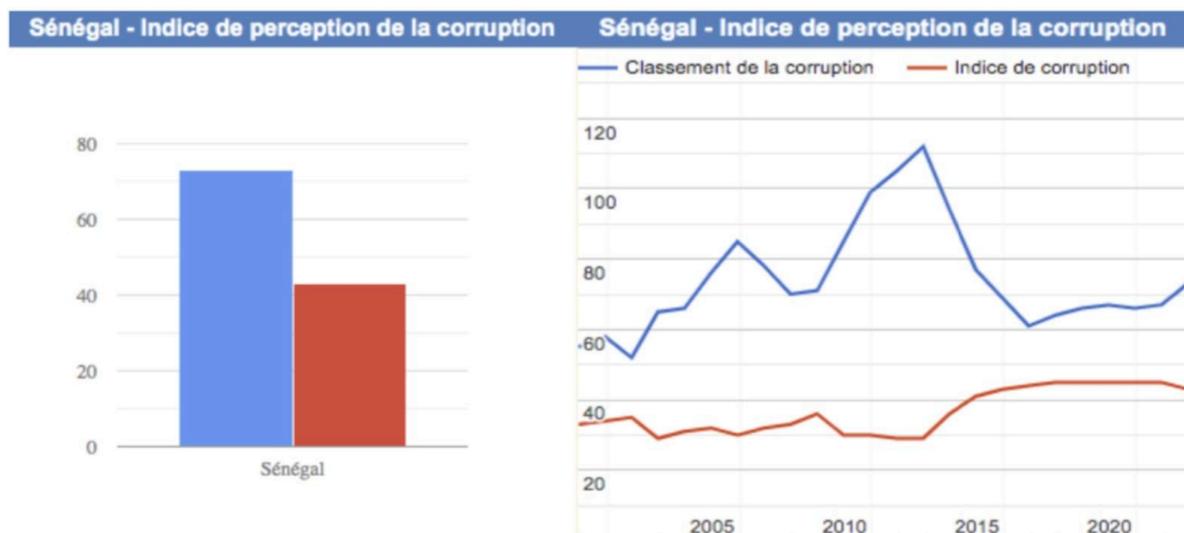
Cet intérêt envers la durabilité de la part des acteurs dans la destination, pousse à s'interroger sur la sensibilisation des locaux, notamment lorsque P3 évoque une sensibilisation existante auprès de la clientèle des infrastructures touristiques alors que l'on sait qu'en 2017 au Sénégal, 64 % des touristes étaient des touristes nationaux (Entretiens P3, septembre 2024 ; ANSD, 2017). Une étude réalisée sur un échantillon de 650 personnes par Sharma et Bhat (2023) montre que la perception et l'engagement des communautés locales dans une destination permet de favoriser l'innovation environnementale pour se diriger vers un développement du tourisme durable. Il est donc important de connaître la perception des populations locales vis-à-vis de la durabilité et des enjeux environnementaux, afin de voir l'impact que cela peut avoir sur la capacité de résilience des acteurs touristiques dans la destination.

Le répondant P1 note que « la population locale ne perçoit pas toujours clairement les impacts environnementaux et donc ces enjeux ne sont pas toujours inclus dans les décisions, même si ce ne sont pas les locaux qui ont le plus grand poids décisionnel » (Entretiens P1, septembre 2024). Par ailleurs, toujours P1 et P6 expliquent que les locaux ne sont pas constamment sensibilisés à la durabilité et que cela peut s'expliquer par un manque de verbalisation des termes liés à la durabilité par les acteurs gouvernementaux (Entretiens P1 et P6, 2024). Les populations locales peuvent sembler être moins sensibilisées aux conséquences environnementales, attribuant souvent ses problèmes à d'autres facteurs indirectement liés au tourisme. Ces observations concordent donc avec les idées que nous avons citées, en lien avec la perception des impacts environnementaux qui, on le sait, peut varier considérablement en fonction du niveau d'implication des acteurs et de la sensibilisation permettant une compréhension collective (Diombera, 2020).

Un manque de stratégies de communication sur le climat et sur la durabilité peut amener les populations locales à être moins sensibilisées à ces problématiques. Cela peut avoir comme conséquence de freiner leur implication dans les projets mis en place et contribuer à une faible appropriation des enjeux environnementaux par ces populations locales (Climates Action Tracker, 2022). On observe donc un décalage entre les politiques durables affichées et leur appropriation par les populations concernées.

Toujours dans cette dynamique, certains répondants semblent témoigner de l'existence de corruption structurelle qui pourrait constituer un frein à la perception et à l'assimilation de la durabilité par les locaux. P1 nous explique à ce sujet qu'« il y a beaucoup de projets qui parlent de la durabilité, mais pas toujours explicitement et sur le terrain c'est parfois autre chose, il paraît qu'avec les bons contacts, il est possible de construire ». Ce témoignage illustre un décalage existant entre la durabilité mise en avant par certains acteurs et les réels processus d'attribution de terrain ou d'autorisation de construction (Entretiens P1, septembre 2024).

**FIGURE 4 : Évolution de l'indice de perception de la corruption au Sénégal entre 2005 et 2020**



Source : *countryeconomy* (2021)

La figure 4 illustre l'indice de perception de corruption (IPC) qui est un indicateur mis en place au Sénégal en 1998 afin de mesurer la corruption (Crétois, 2024). Ici, on observe que l'indice de perception de la corruption au Sénégal à évoluer au fil des années et cette

découverte est essentielle pour évaluer l'impact que peut avoir la corruption sur la perception des locaux vis-à-vis des enjeux environnementaux et donc sur la capacité de résilience des acteurs. En effet, la corruption représente un risque pour la résilience environnementale des destinations. Une corruption systémique dans le secteur touristique peut compromettre la gouvernance environnementale et réduire les possibilités de résilience des acteurs gouvernementaux et des acteurs touristiques (Tacconi et Williams, 2020). Par ailleurs, une mauvaise utilisation des financements climatiques, des abus de procédure, ou encore l'utilisation du Green Washing dans les solutions climatiques sont autant d'enjeux qui peuvent être introduits directement par la corruption (Chan et *al.*, 2023). Sur la figure, on observe qu'il y a eu une fluctuation notable du classement de la corruption entre 2010 et 2020 qui décroît sensiblement, tandis que l'indice de perception, lui, augmente légèrement au cours de cette période. Ce graphique reflète donc l'existence d'un écart entre les perceptions internes et les évolutions globales. En effet, la corruption dans la destination semble avoir augmenté, bien que le graphique illustre une confiance plus importante des communautés locales envers les gouvernements. Comme nous l'avons expliqué précédemment, la faible utilisation de termes en lien avec la durabilité par les acteurs gouvernementaux lors de leur prise de parole par exemple, réduit la perception et la capacité d'implication des locaux envers la durabilité et les enjeux environnementaux (Climates Action Tracker, 2022). Cela est encore plus problématique dans un contexte où l'indice de classement de la corruption semble être en décalage avec l'indice réel de la corruption.

Ces données confirment que les problématiques soulevées, notamment la perception peu développée de la durabilité chez les communautés locales et la faiblesse dans l'application des législations en faveur de l'environnement, constituent de réels enjeux pour la destination (Countryeconomy, 2021). En effet, une étude de Cozma (2023) nous explique que l'interaction entre la corruption, les dégradations environnementales et le tourisme peuvent avoir un impact sur la perception des populations locales vis-à-vis de la durabilité, mais également sur la mise en place de résilience pour se diriger d'un développement durable du tourisme. Cette vision de la durabilité locale parfois déconnectée des attentes globale peut ralentir l'intégration des Objectifs du Développement Durable (ODD) dans la planification sans une intégration commune de l'ensemble des acteurs locaux au sein de la gestion durable et d'une mobilisation cohérente des parties prenantes (Hugon, 2016).

Malgré ces obstacles gouvernementaux qui peuvent impacter la perception, les populations locales démontrent tout de même un intérêt envers la durabilité, à travers des pratiques externes au secteur du tourisme, dans les domaines agricoles par exemple. Même si ces initiatives ne s'articulent pas directement à la planification touristique, elles peuvent avoir un impact sur la résilience des acteurs concernant la durabilité de la destination. Par exemple, les campagnes de compostage qui se sont établies dans des jardins communautaires dans des régions voisines de Saly comme la Basse Casamance ont permis de maintenir la qualité des terres cultivables. Ces pratiques d'agroécologie permettent de maintenir une gestion durable des sols, offrant ainsi un terrain plus propice à la résilience environnementale pour les acteurs touristiques (Diatta, 2019). Ces initiatives mises en place par les locaux sont souvent renforcées grâce à des échanges de savoir-faire venant d'experts en écologie ou encore d'ONG. Il est important de rappeler que ces techniques restent rares et doivent être adaptées au contexte local afin de maximiser leurs résultats en matière de durabilité (Sene et *al.*, 2018).

Les populations locales témoignent d'une perception faible de la durabilité et des enjeux, cependant certains résidents entreprennent des projets environnementaux et touristiques individuels et informels, qui naissent parfois d'une collaboration entre les populations locales et les acteurs locaux. Cela s'illustre notamment à travers le tourisme éducatif, qui est un type de tourisme centré sur les enjeux environnementaux, culturels et sur la sensibilisation à la durabilité dans la région. En effet, P1 nous explique qu'avec deux connaissances, ce dernier est parvenu à mettre en place une visite guidée incluant spécifiquement des informations sur les enjeux environnementaux (Entretiens P1, septembre 2024). Également, P5 nous a expliqué que même si cela était peu fréquent, des excursions éducatives avaient lieu afin d'offrir aux locaux et aux visiteurs une vision plus poussée de la faune et de la flore locale et de les sensibiliser à l'importance des écosystèmes côtiers (Entretien P4, septembre 2024). Il existe donc une volonté de la part des acteurs touristiques de renforcer la perception de la durabilité et des enjeux chez les populations locales et les touristes. Ce modèle touristique permet grâce à des partenariats établis entre les locaux, les acteurs du tourisme local et parfois même les ONG, de mettre en place des programmes éducatifs afin de sensibiliser les visiteurs aux problèmes liés à l'érosion côtière, à la conservation de la biodiversité et à la gestion des déchets (Gaye et *al.*, 2011). Tout comme le modèle écotouristique, ce type de programme permet de créer des visites guidées dans des zones naturelles protégées et de faire intégrer des activités éducatives dans certaines infrastructures hôtelières comme des ateliers sur l'importance de la conservation de la biodiversité marine (Ministère du Tourisme et des

Loisirs, 2023). Les offres touristiques sont donc diversifiées et ces pratiques qui découlent de la perception de certains locaux envers les enjeux environnementaux permettent de renforcer la durabilité et la résilience environnementale des acteurs du tourisme (Sharma et Bhat, 2023 ; SGF, 2017).

Ces innovations environnementales peuvent attirer les jeunes touristes étrangers qui ont, pour certains, grandi dans une société où la durabilité a émergé et a été mise en avant rapidement face aux changements climatiques. Cela est pertinent lorsque l'on sait que les jeunes européens constituent une part importante des touristes dans la destination, et que la durabilité peut influencer leurs décisions de voyage (ANSD, 2017 ; Buffa, 2015). Grâce à ce modèle, on observe un renforcement des compétences pour les guides locaux qui sont pour certains formés aux enjeux écologiques et qui sensibiliseront probablement les plus jeunes générations et leurs futurs remplaçants, dans le cadre du transfert des compétences (Thiaw, 2016). Cela se traduit par des acteurs locaux qui accumulent des connaissances et des compétences en gestion durable et qui les transfèrent ensuite aux futurs employés. Cependant, ces compétences ne s'inscrivent pas toujours dans un cadre formel (Diombera, 2021). Le rôle du transfert des compétences ne s'arrête pas seulement au fait de former les employés dans les infrastructures touristiques. En effet, P1 nous explique que cette initiative s'applique également aux communautés locales afin de donner la portée la plus large possible aux connaissances en durabilité (Entretiens P1, 2024). Dans ce contexte, les communautés locales deviennent plus aptes à se prémunir face aux changements climatiques ainsi qu'aux pressions du secteur touristique. Les locaux peuvent donc davantage percevoir les effets de la dégradation environnementale et cela les pousse parfois à participer à des opérations coup de poing comme le reboisement ou le nettoyage de certaines parties du territoire, notamment dans l'objectif d'être impliqué dans l'engrenage de la gestion durable (Thiaw, 2016 ; Gaye et al., 2011). La plupart des connaissances en durabilité s'articulant au transfert des compétences correspondent à la réduction des déchets, à la gestion des ressources, à la préservation de la biodiversité locale, ou encore à l'utilisation de l'énergie renouvelable (Baggio et Cooper, 2010). Cependant, quand on observe de plus près à quoi correspondent les réelles compétences qui se transmettent dans le secteur touristique de la destination de Saly, il s'agit plutôt de gestion des tâches opérationnelles comme des notions en accueil ou en service, qui n'ont pas de réelles articulations avec la durabilité (Diombera, 2021). Cela a été mis en avant lors des entretiens, notamment lors des interventions de P3 et de P4, qui ont ajouté que cette lacune crée finalement un écart entre la volonté des acteurs a contribué à la

préservation et leur capacité à mettre en place des pratiques avancées de durabilité (Entretiens P3 et P4, septembre 2024).

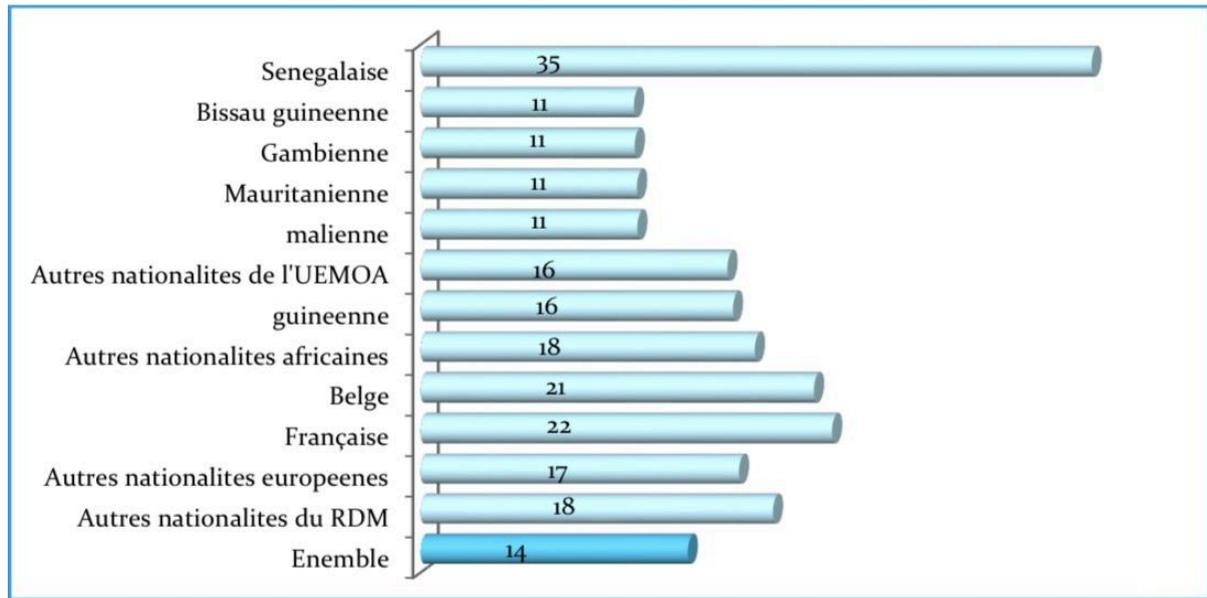
Il est important de préciser que cela peut mener à une différence générationnelle dans la perception de la durabilité. En effet, les métiers de guide touristique ou d'hôtellerie sont généralement réservés à des jeunes, beaucoup plus exposés que les personnes âgées au discours sur la durabilité et sur les conséquences du changement climatique. Par ailleurs, les opérations de préservation de l'environnement sont souvent relayées sur les réseaux sociaux, ce qui limite l'accès à l'information pour les anciens. En effet, l'inégalité technologique peut engendrer l'exclusion des personnes âgées lors de l'organisation de certaines initiatives (Testoura, 2022). P4 évoque également certaines inégalités d'accès à la durabilité et à la résilience lorsqu'il nous dit que « ces actions de sensibilisation doivent vraiment être renforcées et toucher plus de monde » (Entretien P4, septembre 2024). Il importe aussi de souligner que ce répondant appuie particulièrement sur la bonne volonté des acteurs locaux et des acteurs gouvernementaux dans une démarche de sensibilisation des locaux, et qu'il explique les obstacles lors de la mise en place de législations environnementales plutôt à travers une insuffisance de ressources. Afin de prendre plus d'ampleur, il pourrait donc être pertinent que ces programmes écologiques s'intègrent beaucoup plus tôt dans l'éducation des populations locales, notamment dans les écoles ou encore dans des projets éducatifs permanents qui permettraient aux jeunes générations d'agir davantage en faveur de l'environnement et de faire passer le message aux anciennes générations qui les entourent.

#### 4.1.4 Impact de la perception des enjeux environnementaux par les touristes sur la capacité de résilience de la destination

La perception de la durabilité et la sensibilisation des visiteurs est primordiale à prendre en compte dans un contexte où le secteur du tourisme est le deuxième secteur le plus important au Sénégal et que les touristes ont une responsabilité importante dans les changements environnementaux (Mouhamadou et *al.*, 2022).

Le tourisme est une cause de développement économique pour la destination de Saly, mais engendre un flux de passage important se traduisant par des touristes qui séjournent parfois pour des courtes périodes et qui peuvent donc avoir une sensibilisation ou un attachement peu développé à la préservation de la destination.

**FIGURE 5 : Durée moyenne de séjours selon la nationalité en 2017**



Sources : ANSD (2017)

En effet, cette figure nous montre que les seuls touristes qui effectuent de longs séjours sont les touristes nationaux sénégalais. Les touristes étrangers, eux, ont tendance à s'établir dans la destination pendant une durée moyenne de maximum 22 jours. Dans ce cadre, il est pertinent de voir de quelle manière est perçue la notion de durabilité par les touristes en transit dans la destination. Une étude de Oklevik et *al.* (2021) nous explique que les courts séjours sont fréquemment liés à des profils moins soucieux de l'environnement ainsi qu'à une empreinte environnementale plus forte. L'auteur suggère que les touristes en cours séjour disposent de moins de temps pour s'informer et pour s'engager, consomment rapidement et en grande quantité, ont des attentes plutôt tournées vers le divertissement et ont une perception et une prise en compte moins importante des enjeux environnementaux liée au tourisme. Lorsque les touristes ont une perception faible ou inexistante de la durabilité et des enjeux environnementaux, cela peut mener à une surconsommation des ressources, réduisant ainsi la capacité de résilience des acteurs, dans un cadre où les ressources s'amointrissent et se raréfient. La consommation des touristes présente des enjeux concernant l'utilisation en eau et en électricité dans les infrastructures hôtelières. En effet, malgré certaines sensibilisations, les acteurs touristiques n'ont pas le pouvoir de poser des restrictions en ce qui concerne les consommations des touristes. Ces derniers, n'étant que de passage, ont donc tendance à surconsommer, ce qui accentue encore davantage la pression sur les ressources déjà existantes. En effet, P6 nous dit que « les établissements hôteliers essayent de gérer cette

pression en limitant l'utilisation de l'eau et de l'électricité, mais vu que cela ne peut pas constituer d'obligation pour les touristes et ne s'applique qu'à une partie du littoral, les efforts restent insuffisants et les touristes ne sont pas toujours réceptifs aux messages » (Entretien P6, septembre 2024).

Selon les données de l'Étude sur la vulnérabilité du secteur touristique de 2011, l'évolution croissante du nombre de visiteurs au fil des années sur le territoire de Saly amène à une surconsommation de certaines ressources, notamment de l'eau. Il existe également une difficulté notable dans le traitement des eaux usées dans un contexte où les infrastructures ne sont à la base pas prévues pour un flux de personnes aussi important, ce qui a accentué la pollution marine et impacter la pêche locale qui est le premier secteur économique au Sénégal (Ministère de l'Environnement et de la protection de la nature, 2011). L'exemple de Sharm el-Sheikh, une destination touristique égyptienne largement impactée au niveau écologique par le tourisme, est intéressant dans ce contexte. Cette destination est comparable à Saly en ce qui concerne les problèmes de gestion environnementale locale et la vulnérabilité face aux changements climatiques et à l'érosion côtière. La ville a vu émerger un grand nombre de touristes intéressés en partie par les sites de plongée ainsi que des plages aux eaux cristallines. Suite à cette émergence du tourisme, la destination a vu apparaître un grand nombre d'infrastructures touristiques sur les côtes et cela est venu directement impacter l'écosystème des récifs coralliens de la mer Rouge (Maia, 2022). La proximité des touristes avec cette biodiversité s'articulant au manque de sensibilisation de ces derniers face aux problèmes environnementaux a engendré de graves problématiques pour la destination. Dans ce cadre-là, il a été difficile pour la destination de réduire l'évolution et l'augmentation constante des infrastructures touristiques naissantes sur la côte. La destination est donc toujours confrontée à des défis environnementaux importants (Maia, 2022).

Ce parallèle est pertinent dans un contexte dans lequel P5 témoigne d'avoir déjà surpris des touristes à avoir des comportements irresponsables comme l'abandon des déchets, parfois même en faveur de la dégradation des plages et des côtes (Entretiens P5, septembre 2024). Cet exemple de destination égyptienne permet de montrer que le peu de sensibilisation et une faible perception des enjeux environnementaux par les touristes peuvent nuire au développement touristique durable de la destination ainsi qu'à la résilience des acteurs. En effet, une étude de García-Buades et al. (2022) montre que le comportement des touristes affecte la résilience des destinations touristiques. Les auteurs soulignent le fait que les

comportements irresponsables de certains voyageurs appuient des pressions supplémentaires sur les ressources et sur les infrastructures et entraînent une dégradation de l'environnement. Dans ce cadre, la résilience des acteurs est impactée notamment à travers un affaiblissement de la cohésion entre touristes et résidents, des coûts supplémentaires liés au réaménagement et au nettoyage, ou encore des dégradations encore plus importantes de l'environnement naturel. Mais également, par les pratiques des touristes qui semblent elles-mêmes être impactées par la perception qu'ils ont des enjeux dans les destinations. Saly n'est pas la seule destination confrontée à ces enjeux environnementaux et d'autres pays, particulièrement ceux en voie de développement, font face aux mêmes problématiques.

Le répondant P6 nous explique que malgré le fait que des panneaux d'affichage informatifs se multiplient dans les hôtels, cela ne change pas radicalement les pratiques des touristes, mais permet à toute petite échelle d'éduquer les consciences (Entretien P1, 2024). Certains répondants évoquent cependant des améliorations locales, notamment P3 qui met en avant la propreté dans les hôtels et la rénovation des infrastructures, tandis que d'autres comme P1 et P6 appuient plutôt leur témoignage sur une dégradation des plages publiques, une urbanisation croissante et des rejets d'eau usées encore trop polluants (Entretiens P1, P3 et P6, septembre 2024). Il existe donc une inégalité spatiale de gestion environnementale qui s'est illustrée lors des entretiens et qui représente un phénomène souvent observé dans les stations balnéaires du Sud (Diombera, 2021 ; Diagne et Yamamura, 2000).

La perception nuancée, parfois fragile des enjeux environnementaux et de la durabilité dans la destination de Saly, articulée à la complexité des dynamiques territoriales s'explique donc par un manque de sensibilisation au sein de la planification touristique, un manque de coordination entre acteurs et par l'existence d'enjeux gouvernementaux structurels. Cela s'inscrit dans une configuration socio-politique où les jeux d'acteurs reflètent des rapports de pouvoir asymétriques (Diombéra, 2020). Cela ne permet pas toujours d'offrir un cadre optimal aux acteurs touristiques afin qu'ils fassent preuve de résilience face aux défis environnementaux. Selon le répondant P1, il arrive que des législations soient mises en place, mais que ce soit certains acteurs directement dans les infrastructures qui limitent leur application (Entretien P1, septembre 2024). De ce fait, il va être intéressant de comprendre de quelle manière les acteurs du tourisme mettent-ils en place des mesures de résilience en faveur de la préservation de l'environnement, face à ces perceptions nuancées, face aux enjeux de gouvernance structurels, et face aux enjeux de durabilité.

## 4.2 Pratiques de résilience des acteurs touristiques

Cette section va permettre, grâce aux résultats obtenus lors de la collecte de données et de la littérature existante, d'approfondir l'analyse concernant les enjeux de résilience environnementale liés au développement du tourisme dans la destination de Saly. Nous verrons comment la résilience des acteurs s'articule aux différents enjeux structurels dans la destination, donnant parfois naissance à des formes de résilience informelle. Dans ce contexte, nous verrons comment la perception des acteurs vis-à-vis des politiques publiques peut avoir un impact sur la capacité de résilience des acteurs. Ensuite, nous analyserons les mesures de résilience mises en place afin de limiter les enjeux environnementaux, face à différents enjeux comme l'urbanisation touristique accélérée, les failles institutionnelles, le manque de coordination entre les différents types d'acteurs ou encore la dépendance aux financements étrangers.

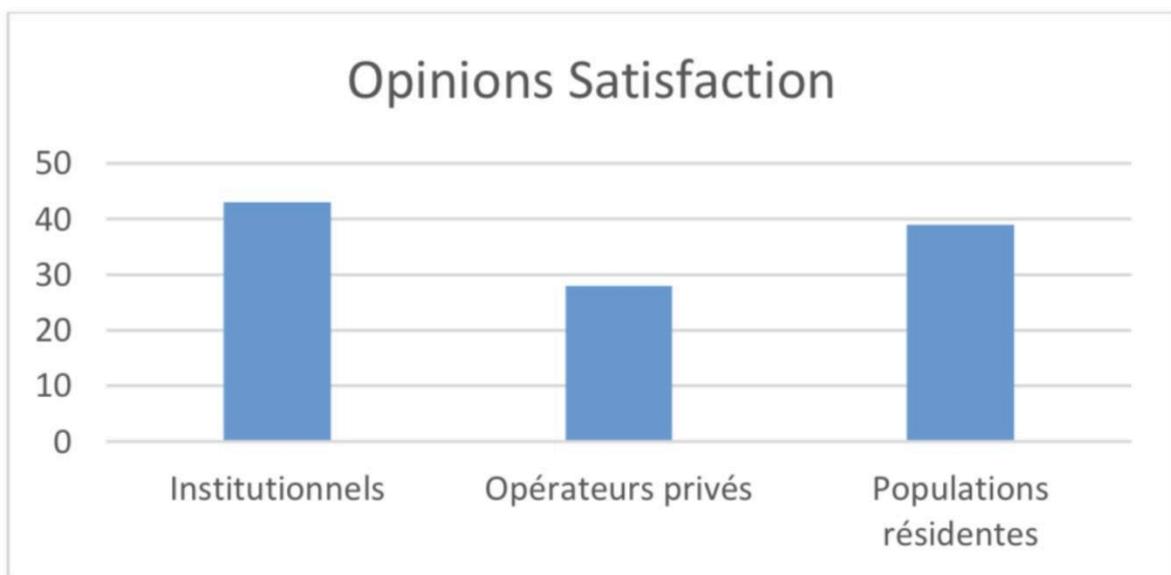
### 4.2.1 Rôles perçus des politiques publiques

Cette partie se base sur les réponses obtenues lors des entretiens effectués dans la destination de Saly, afin d'explorer les retours des acteurs touristiques concernant les mesures de résilience environnementale mises en place dans la destination. L'objectif est de comprendre quelle perception ont ces acteurs vis-à-vis des politiques publiques et comment cela peut influencer leur capacité de résilience dans la destination. Les disparités existantes entre certaines infrastructures touristiques et les difficultés rencontrées par certains acteurs du tourisme à Saly permettront de comprendre dans quel cadre l'application effective des législations peut faire face à des obstacles, limitant ainsi la portée de la résilience dans le secteur. En effet, une étude de Aguinis et *al.* (2023) expose l'importance des politiques publiques, afin de coordonner, d'inciter, mais également d'encadrer la résilience dans le secteur touristique. La disposition de résilience des acteurs touristiques dans la destination dépend de plusieurs facteurs et ne s'appuie pas seulement sur les moyens matériels et humains dont elle dispose. En effet, la perception des politiques publiques joue un rôle important dans l'adhésion, l'engagement ou encore le désengagement des acteurs vis-à-vis des mises en place durables. La perception différenciée des politiques publiques peut avoir un impact direct sur la capacité des acteurs à agir localement. Plus la déconnexion est forte entre les acteurs touristiques et les décisions politiques, moins ces derniers s'inscrivent dans une logique de résilience collective. En effet, la capacité de résilience des acteurs dépend parfois

de la proximité et du sentiment d'appartenance que ces derniers ressentent vis-à-vis des mesures de gouvernance des politiques publiques (Subedi et Kubickova, 2024).

Afin d'entamer cette réflexion, il est pertinent d'analyser la satisfaction des différents types d'acteurs face aux politiques publiques et à leurs mises en place touristique et environnementale. Voici donc une figure illustrant le niveau de satisfaction des acteurs du tourisme à Saly vis-à-vis des politiques en faveur du développement durable.

**FIGURE 6 : Niveau de satisfaction des acteurs du tourisme à Saly vis-à-vis des politiques en faveur du développement durable (sur une échelle de 0 à 50)**



Sources : Mamadou Diombera (2021), *Revue Africaine des Sciences Sociales et de la Santé Publique* (2021)

La figure 6 illustre une étude de satisfaction des politiques de développement durable mises en place à Saly, réalisée sur un échantillon de 12 acteurs institutionnels, 11 promoteurs touristiques et 12 habitants locaux de la région. Les acteurs institutionnels sont ceux qui semblent afficher le plus haut niveau de satisfaction, là où les opérateurs privés, eux, semblent être les moins satisfaits. Cette divergence existante entre les deux types d'acteurs reflète d'un clivage existant dans la perception des politiques publiques. Cela est étroitement lié à l'émergence du tourisme intensif dans la région ainsi qu'à l'adoption compliquée de modèles durables, notamment dans un cadre où les acteurs privés sont souvent insuffisamment soutenus (Diombera, 2018). Par ailleurs, les populations locales paraissent partiellement satisfaites car il existe des retombées économiques positives, mais que ces

dernières s'accompagnent également d'une hausse des prix du foncier et de changements sociaux (Diombera, 2021). En effet, ces changements se traduisent par la modification des structures familiales et des modes de vie, ou par des tensions intergénérationnelles et des conflits de valeur, souvent liés au fait que les jeunes générations soient attirées par les opportunités liées au tourisme. Par ailleurs, ces changements sont aussi représentés par des stratégies de contournement. En effet, des frustrations sociales se créent parfois à cause des emplois du secteur touristique et de la hausse du foncier, ce qui pousse certains acteurs locaux à développer des formes de résilience sociale informelle grâce à des réseaux de solidarité (Bocoum, 2024). Cette forme de résilience qui évolue en dehors d'un cadre institutionnel, découle souvent d'un manque de confiance envers les politiques publiques, mais également d'un désengagement vis-à-vis de leur décision ou de leur mise en place. En effet, une étude de Espinoza Figueroa et *al.* (2025) illustre de quelle manière la résilience informelle émerge à la suite d'une perception négative vis-à-vis des politiques publiques. Lorsque les politiques publiques sont jugées comme étant trop centrée sur la relance ou peu structurantes, les habitants ont tendance à prendre leur autonomie à travers des réseaux de solidarité ou des efforts individuels, afin de mettre en place des stratégies informel, davantage adaptées aux besoins structurels des communautés.

Lors des entretiens, les personnes interrogées ont exprimé leur avis sur le rôle des politiques publiques dans la préservation environnementale. P1 a expliqué que le maintien de l'attractivité touristique est souvent central dans la motivation liée à l'adoption de pratiques durables (Entretien P1, septembre 2024). Ce dernier explique d'ailleurs qu'afin d'accentuer leur attractivité et l'image de la destination, certaines politiques publiques optent pour ce modèle un modèle de développement modulant l'expérience touristique et augmentant la qualité des services, sans se focaliser sur les résultats réels en matière de durabilité. En effet, le répondant P5 nous explique que « l'amélioration de l'environnement est devenue une stratégie nécessaire pour attirer et fidéliser les clients » (Entretien P5, septembre 2024). Cependant, il souligne que les efforts effectués par les politiques publiques dépendent fortement des ressources et des capacités à leur disposition.

Les interrogés s'entendent pour la plupart à reconnaître que les politiques publiques en tourisme possèdent autant de points positifs que de points négatifs en matière de durabilité. P3 soulignent que les problèmes principaux sont liés à la gouvernance, aux priorités économiques, mais également à la formation et à la sensibilisation qui n'est pas toujours

accessible à l'ensemble des employés des hôtels de la côte. Il nous explique aussi que malgré le fait que des initiatives soient prises en interne, ces dernières manquent souvent de soutien institutionnel, d'une planification applicable à l'ensemble du secteur, mais aussi d'une coordination entre les acteurs (Entretiens P3, septembre 2024). Concernant l'impact des mesures de résilience prises face aux enjeux environnementaux, P4 nous explique que les mesures prises permettent partiellement de sensibiliser les employés des hôtels. En effet, selon leur poste, ils auront plus ou moins accès à une sensibilisation sur la durabilité qui leur permettra par la suite d'avoir les outils ou non pour agir de la meilleure manière en faveur de l'environnement (Entretien P2, septembre 2024). Il existe donc un manque de sensibilisation dans les politiques publiques qui empêche une diffusion large des pratiques de résilience environnementale ainsi qu'une amélioration des compétences individuelles (Astawa et *al.*, 2024). Dans ce contexte, les interrogés P1 et P6 suggèrent que la destination de Saly nécessite une approche plus intégrées, articulant les acteurs privés, les acteurs publics, le gouvernement, ainsi que les organisations non gouvernementales afin de développer des partenariats structurés, de faciliter la formation en durabilité et de rendre plus accessible l'application des lois mises en place (Entretiens P1 et P6, septembre 2024).

La perception des politiques publiques semble nuancée, notamment dans un cadre où la mise en œuvre des pratiques durables présente un manque d'uniformité qui s'explique notamment par l'absence d'un encadrement public clair et cohérent. Dans ce contexte, un climat d'incertitude est alimenté et les pratiques mises en place en faveur de l'environnement se transforment davantage en choix stratégique individuel plutôt qu'en un impératif collectif (Espinoza Figueroa et *al.*, 2025). Ces limites perçues dans l'action publique peuvent être à l'origine de manques de coordination qui incitent les acteurs livrés à eux-mêmes à mettre en place des stratégies fragmentées. Ces enjeux traduisent d'un manque de vision collective adoptée par l'ensemble des acteurs du territoire et encouragée par les pouvoirs publics. Ces pratiques ne sont donc pas universelles, car elles sont différentes et propres à chacun des hôtels, elles ne remplissent pas toujours les mêmes critères et ne s'appliquent pas sous l'ordre d'une autorité commune (Entretiens P6, septembre 2024). Cette adaptation individuelle ne remplace donc pas une stratégie collective et coordonnée qui permettrait d'uniformiser et de mesurer plus simplement les effets de la durabilité sur la destination.

#### 4.2.2 Stratégies de résilience des acteurs touristiques

Dans le contexte du tourisme à Saly et pour mieux comprendre les mécanismes de résilience qui s'opèrent dans la destination, il est pertinent de se pencher sur la résilience des acteurs publics, privés et locaux afin de mieux comprendre les défis auxquels le secteur du tourisme est confronté en matière de durabilité. Nous allons analyser les différents niveaux d'implication des différents types d'acteurs et les approches de chacun vis-à-vis de l'environnement. Cette section explore les différentes formes de résilience mises en place à Saly dans le but de promouvoir un tourisme durable. Cette dernière met en lumière les initiatives en analysant les dispositifs législatifs, les politiques de gestion environnementale, mais également les projets collaboratifs en vigueur dans la destination. Cette analyse va permettre de mieux comprendre de quelle manière s'articule la résilience touristique et environnementale de la destination et comment ces initiatives peuvent être influencées par divers cadres législatifs, nationaux et internationaux.

Afin de faire preuve de résilience environnementale dans la destination de Saly au Sénégal, une multitude d'acteurs jouent un rôle dans la préservation de l'environnement. Afin de mieux comprendre de quelle manière s'articule le fonctionnement des différents niveaux de gouvernance, nous allons les présenter en allant du général vers le particulier. Pour commencer, au niveau national le Ministère du tourisme des loisirs, le Ministère de l'environnement et du développement durable, l'Agence sénégalaise de promotion touristique, et l'Agence pour la promotion des investissements et des grands travaux, travaillent main dans la main afin d'établir une stratégie nationale touristique, de mettre en place des programmes nationaux, ou encore de mobiliser des financements étatiques afin de promouvoir la destination du Sénégal à l'international (Ministère du tourisme et des transports aériens, 2023 et Baijot *et al.*, 2013). Concernant les acteurs au niveau régional, ces derniers sont souvent des gouverneurs de région ou des services déconcentrés du Ministère du tourisme. Ces derniers aspirent à relayer les directives nationales à échelle régionale, d'assurer un suivi administratif et logistique des projets établis, mais également d'établir une planification territoriale, régionale et touristique afin d'assurer un dialogue cohérent entre collectivité locale et État central (Diombera, 2011). Pour finir, au niveau local, on observe les collectivités territoriales, souvent des communes, qui délivrent des permis de construire, appuient les initiatives touristiques, ou encore réglementent en partie les activités touristiques sur le territoire. Parallèlement, les mairies participent activement à des projets de

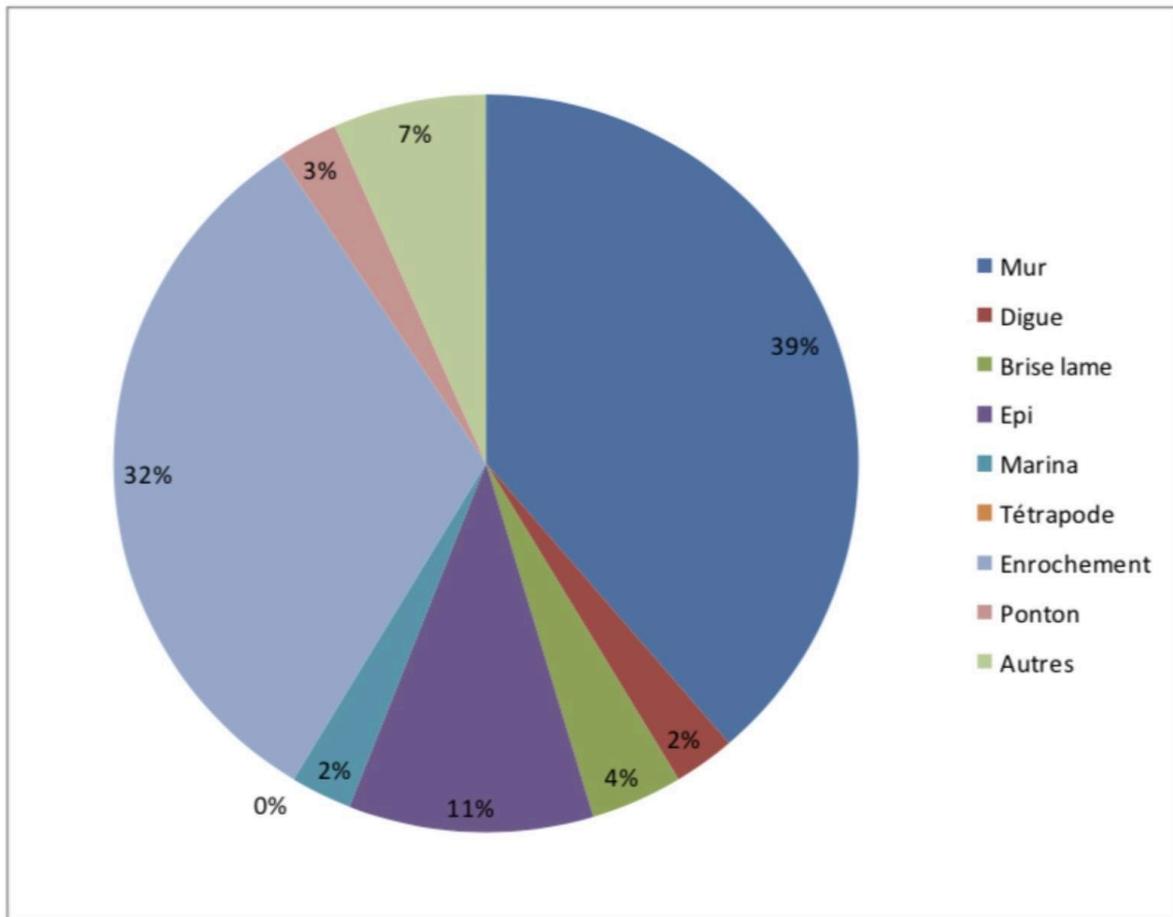
réhabilitation environnementale souvent mis en place en collaboration avec des ONG ou l'État. La gouvernance au niveau local permet donc de soutenir les initiatives communautaires, de délivrer des autorisations et des permis, d'encourager la concertation locale notamment dans le cadre des enjeux sociaux et environnementaux du tourisme et de gérer l'aménagement local des espaces touristiques (Ndongo, 2010). Ces parties prenantes travaillent également en collaboration avec des partenaires, des acteurs de coordination comme les ONG locales et internationales ou des partenaires techniques et financiers comme la Banque mondiale ou le PNUD.

Lorsque l'on parle de résilience dans la destination de Saly, il est important de considérer les cadres législatifs et réglementaires qui constituent un fondement juridique. Les réglementations pour la gestion du littoral au Sénégal se définissent principalement par le Domaine public maritime (DPM). En effet, cette notion décrit le littoral comme étant un bien public, venant ainsi limiter son occupation anarchique, mais également sa privatisation (GOPA, 2013). Dans ce cadre-là, une loi sur le littoral datant de 2011 nommé « Loi Littoral » applique des restrictions précises ainsi que des interdictions concernant les constructions dans une bande de 100 mètres le long des côtes dans la destination (Ministère de l'Environnement et de la Production de la Nature, 2011). Cependant, l'un de nos répondants nommé P1 nous a expliqué lors des entretiens que cette loi était parfois contournée ou appliquée différemment dans certaines parties du territoire, en fonction des intérêts économiques (Entretien P1, septembre 2024). La manière dont certaines lois sont contournées peut conditionner de manière quasi directe la capacité de résilience des acteurs, car cela peut freiner les initiatives locales, accentuer le sentiment d'impuissance institutionnel ou encore décourager les investissements. À l'inverse, lorsqu'un cadre législatif est respecté, il peut constituer un levier structurant qui facilite la résilience des acteurs, notamment au sein de projets touristiques durables (Diagne et Yamamura, 2000 ; Lessault, 2023 ; Bocoum, 2024).

Afin d'atténuer les enjeux liés à l'application partielle de certaines lois, le gouvernement sénégalais ainsi que les autorités locales sont à l'initiative de projets de grande envergure se définissant, par exemple, par la protection des plages ou encore des actions de restauration d'infrastructures soutenu par les institutions publiques (Niang, 2020). Ces projets s'établissent en général dans le cadre du Plan Sénégal émergent (PSE) et sont soutenus et financés en partie par la Banque Mondiale. Le projet du Plan Sénégal émergent (PSE) s'inscrit dans une démarche de sauvegarde du littoral sénégalais. En effet, des structures de

protection comme des murs ou des marinas sont construites afin d'atténuer l'érosion côtière (Cinyabuguma, 2015).

**FIGURE 7 : Répartition des types d'ouvrages utilisés pour faire face à l'érosion à Saly**



Sources : ministère de l'environnement et de la protection de la nature, INTAC (2011)

La figure 7 met en lumière la répartition des multiples types d'ouvrages utilisés à Saly afin de lutter contre l'érosion côtière. En effet, on observe que les murs représentent les initiatives les plus présentes avec 39 % des structures mises en place, suivis des marinas qui elles représentent 32 %, suivis des digues avec 11 %. Concernant les autres ouvrages comme les épis, les brise-lames ou encore les enrochements, ces derniers sont moins utilisés malgré le fait qu'ils jouent tout de même un rôle important dans la protection du littoral. Conformément aux initiatives comme le Plan Sénégal Émergent (PSE) cette diversité de structures traduit donc des efforts de résilience environnementale mis en place par les acteurs publics et privés afin d'atténuer les impacts de l'érosion (INTAC, 2011). La préservation des ressources naturelles ainsi que la sauvegarde du littoral sénégalais sont donc au centre de ce projet et

illustre bien la capacité des initiatives publiques à avoir un impact positif sur la durabilité de la destination et sur la capacité de résilience des autres acteurs touristiques (World Bank, 2017). Cependant, ce type d'initiatives, comme les digues ou les enrochements, ne découlent pas nécessairement sur une durabilité globale. En effet, la durabilité s'articule à des paramètres bien plus complexes, comme une gestion à long terme, une gouvernance inclusive envers les acteurs locaux, ou encore une prise en compte plus poussée des impacts sociaux et environnementaux (Diombera, 2020). La durabilité est donc beaucoup plus complexe car elle nécessite bien plus que des mises en place d'infrastructures. Dans ce cas précis, l'aménagement ne rime donc pas nécessairement avec la durabilité, car des effets secondaires peuvent découler de ces mises en place comme des inégalités territoriales ou encore une érosion déplacée, mais pas traitée à la source (Baijot, 2013). Dans ce contexte, il peut être important de se tourner vers une gouvernance multi acteurs, mettant en évidence l'importance des populations locales face à l'action publique seule (Ndongo, 2010).

Il importe aussi de mentionner que la mise en œuvre de ces projets publics comporte souvent plusieurs défis, notamment ceux relevés par la Banque mondiale, comme le manque de mécanisme de suivi adapté pour évaluer les impacts à long terme sur les communautés (Projet Pilote, 2021). En effet, ce manque de mécanisme de suivi se traduit notamment par des systèmes d'indicateurs absents ou mal appliqués ainsi que par des projets qui ne sont pas toujours réévalués suite à la phase de financement initiale (Ndongo, 2010). Puisque les projets sont souvent mis en place grâce à des fonds internationaux et sans stratégie locale d'autofinancement, une dépendance aux financements extérieurs est également observée, ce qui amène à un risque potentiel d'abandon si les bailleurs décident de se retirer. Le manque de moyens autonomes durables est donc existant et cela engendre des risques liés à la mise en œuvre de politiques de gestion côtière (Baijot, 2013). La résilience qui s'articule à ce type de projet est donc parfois fragilisée par certains facteurs extérieurs.

L'émergence du tourisme dans la destination de Saly s'est accompagnée de pression importante s'appuyant sur les espaces naturels et de nombreuses infrastructures ont parfois été construites sur des zones fragiles du littoral, venant accentuer la sensibilité écologique de ces zones (Niang, 2020 ; Diombera, 2017). Afin de remédier à cela, des politiques de zonage ont été mises en place afin de réguler l'utilisation des espaces naturels, mais également de créer un équilibre entre protection de l'environnement et besoin économique dans le cadre du secteur touristique. Lors de nos recherches, nous avons pu observer que ces politiques de

zonage qui concernent les zones écologiquement sensibles sur le littoral pouvaient avoir une influence sur la préservation des espaces naturels (Baijot, 2013). Le rapport GOPA rédigé en 2013 qui porte sur la Gestion intégrée des zones côtières (GIZC) met en avant le caractère nécessaire d'un plan de zonage renforcé et structuré afin de protéger au mieux les zones sensibles. Ce rapport nous apprend également que les pressions anthropiques et les changements climatiques que subit la destination de Saly pourraient être amoindrie grâce à une gestion davantage intégrée des zones côtières (GOPA, 2013). En effet, un plan de zonage correctement défini permet de mieux délimiter les zones dédiées à l'écotourisme, en établissant par exemple des réserves naturelles ou des sentiers écologiques. Cela permet à la longue d'encourager des pratiques touristiques respectueuses de l'environnement, tout en valorisant des zones naturelles protégées. Cette approche de Gestion intégrée des zones côtières (GIZC) s'inscrit donc dans un principe de durabilité et de résilience face aux pressions anthropiques (Baijot et *al.*, 2013 ; Diombera, 2020). Le Plan de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) est un programme financé par l'Union européenne sous l'initiative Global Climate Change Alliance (GCCA) qui a pour but de venir effacer le manque de coordination existant dans les actions de gestion des ressources côtières afin d'en faire une utilisation durable (Baijot, 2013). Les objectifs de ce plan vont être principalement d'encourager divers types d'acteurs comme les entreprises touristiques, les communautés locales, ou encore l'administration locale, à coordonner leurs initiatives de gestion durable afin de favoriser le développement économique, la préservation de l'environnement, mais également leurs capacités de résilience respectives. Dans ce cadre-là, l'accent est mis sur une bonne gestion des ressources côtières et sur une réponse aux menaces urgentes comme le changement climatique et l'érosion (GOPA, 2013). Le programme s'articule autour de trois objectifs principaux. Dans un premier temps, il se définit par une analyse poussée des cadres juridiques et institutionnels de la destination, ensuite, la mise en place de plans locaux de gestion intégrée pour plusieurs sites pilotes, notamment la destination de Saly. Pour finir, la création d'un système de suivi du littoral par Système d'information géographique (SIG) permet de surveiller les changements côtiers significatifs et de mieux les interpréter (Baijot, 2013). Cela permet donc de renforcer la résilience des acteurs en leur donnant des outils supplémentaires afin de répondre aux enjeux environnementaux dans la destination. L'un des intervenants aux entretiens nommé P6 nous avait d'ailleurs expliqué que le système d'information géographique permettait d'établir un suivi très précis concernant l'érosion côtière et qu'il était ainsi beaucoup plus simple d'ajuster les stratégies de protection des plages et des infrastructures côtières (Entretien P6, septembre 2024).

La GIZC permet le renforcement de la résilience de la destination en structurant des interventions sur le littoral qui limite au maximum l'impact des activités humaines, en mettant en place des interdictions de construction qui permettent de faciliter le reboisement et en introduisant des lignes directrices pour la protection de certaines zones spécifiques comme les dunes ou les mangroves (Baijot, 2013). Nos entretiens ont cependant montré que ce plan de gestion possède des limites, notamment en termes de coordination et de contraintes financières (Entretiens, septembre 2024). P1, P6 et P3 s'accordent à expliquer ces limites à travers un manque de coordination entre acteurs public et privé. P6 met également en avant le fait que la durabilité est davantage appliquée dans les infrastructures, mais peine parfois à être gérée en dehors de ces infrastructures (Entretiens P1, P6 et P3, septembre 2024). En ce qui concerne les contraintes financières, P6 nous explique que « certains obstacles économiques existent » et il complète en expliquant que les acteurs manquent parfois de moyens pour aller plus loin. Cela peut s'expliquer par le fait que la plupart de ces projets sont liés à l'État et aux ONG, ce qui signifie qu'ils dépendent de budgets limités ou discontinus (Entretiens P6, septembre 2024 ; Baijot et *al.*, 2013). Pour finir, P1 et P3 ont relevé une mise en œuvre inégale selon les zones, notamment en ce qui concerne le clivage existant entre les plages publiques et les plages privées, mais également une difficulté à maintenir les effets à long terme, avec une évolution négative sur les plages extérieures malgré les efforts existants (Entretiens P1 et P3, septembre 2024). Cela traduit donc une résilience fragmentée, qui ne s'opère pas de la même manière sur l'ensemble du territoire de la destination.

Le rôle des autorités locales et du Ministère du tourisme est donc déterminant dans l'incitation à adopter des pratiques respectueuses des écosystèmes et dans la sensibilisation aux pratiques de durabilité. Des programmes comme « Taamu Sénégal » lancé en 2020 par l'Agence sénégalaise de promotion touristique (ASPT) sont pertinents, car ils appuient leur résilience en mettant en avant un tourisme durable qui encourage la participation des citoyens dans la gestion du tourisme et de l'environnement (Destination Sénégal, 2020). Cependant, l'enjeu rencontré par ce type de programmes est qu'ils sont souvent appliqués seulement aux zones touristiques et que leur évolution positive dans le temps n'est pas garantie, car le suivi à long terme n'est pas toujours optimal. Face à ces enjeux d'autres initiatives de résilience formelle voient le jour comme le projet SEN'eau ou encore le Projet COAST (Actions collaboratives pour le tourisme durable), né d'une initiative internationale, lancée conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) ainsi que le

Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). Il est également en vigueur dans d'autres pays d'Afrique et permet la collaboration entre plusieurs acteurs afin de réduire les impacts négatifs du tourisme sur l'environnement côtier, sans affecter les bénéfices économiques des communautés locales (United Nations, 2023). Le projet COAST permet, grâce à sa portée significative, d'inclure les bailleurs de fonds internationaux, les communautés locales, mais également le gouvernement sénégalais dans les initiatives collaborative qui en découlent, initialement misent en place à une échelle internationale (DE Africa, 2020 ; (ministère de l'Environnement et de la protection de la nature, 2010).

Une des initiatives pertinentes qui découlent directement de ce projet COAST est nommée Système de gestion environnementale (SGE). Dans le cadre de ce projet, le SGE permet aux infrastructures touristiques ainsi qu'aux hôtels qui le souhaitent de minimiser leurs impacts écologiques. Les pratiques mises en avant vont être par exemple, l'écocertification, la formation pour le personnel hôtelier ou encore une meilleure gestion des déchets (Ministère de l'environnement et de la protection de la nature, 2010).

Le SGE est encadré par le Ministère du Tourisme et des Loisirs (MTL) et l'Agence Sénégalaise de Promotion Touristique (ASPT) en étroite collaboration avec l'État sénégalais, a été implanté dans la destination afin de réduire la pollution des sols, d'améliorer la gestion des déchets, mais également de lutter contre les dégradations causées par le tourisme (Projet Pilote Sénégal, 2023). Ce projet découlant d'un soutien financier et technique par l'Union européenne (UE) est appliqué à de nombreux acteurs privés comme les hôtels, les résidences touristiques ou encore les restaurants et prestataires de services touristiques. Cela permet aux hôtels situés dans des zones fragiles de respecter une bonne gestion des ressources à travers des normes strictes, et en instaurant des pratiques comme la certification des plages, l'éco-étiquetage, ou encore le développement de pratiques d'écotourisme, ce qui permet de limiter les impacts environnementaux, tout en organisant les activités touristiques dans les zones appropriées (Thiaw, 2016). Les acteurs privés dans leur globalité se définissent donc par des efforts structurés dont l'objectif est d'arriver à une capacité de résilience importante qui instaure des standards durables sur le long terme dans la destination de Saly (Sénégal Projet Pilote, 2021). Cependant, il est important de mentionner que l'un des répondants aux entretiens, explique que la SGE peine parfois à appliquer ces réglementations à l'ensemble des acteurs touristiques, notamment dans un cadre où les petites entreprises touristiques n'ont pas toujours les moyens d'adopter les mêmes pratiques que les grands hôtels (Entretien P6, septembre 2024).

Afin d'aider ces petites entreprises à faire preuve de résilience, certains acteurs institutionnels et opérationnels sont impliqués dans le développement durable de la destination. Cela passe notamment par des ONG ou des coopérations. Par exemple, l'Agence de voyage réceptive sénégalaise Sael Découverte évoquée par l'un des entretiens est spécialisée dans la valorisation du patrimoine, l'éducation à l'environnement, mais également l'écotourisme et permet de rendre plus accessible la sensibilisation environnementale notamment pour les jeunes et les touristes. En renforçant les connaissances locales et la perception des enjeux environnementaux, ce type d'organisation permet l'adaptation des pratiques aux pressions touristiques et renforce donc la capacité de résilience des acteurs touristiques (Sahel Découverte, 2025 ; Entretiens P1, septembre 2024). Par ailleurs, l'acteur spécialisé dans la gouvernance locale participative ENDA Écopop qui a porté le Projet de développement du tourisme et des entreprises (PDTE) développe des projets de résilience communautaire afin de lutter contre l'érosion côtière. Ces projets renforcent donc la résilience environnementale et sociale en améliorant la concertation territoriale et en permettant de renforcer certaines mises en place citées plus tôt comme la GIZC (ENDA, 2025).

**TABLEAU 4 : Typologie des dispositifs institutionnels, réglementaires et opérationnels qui favorisent la résilience touristique dans la destination de Saly**

Catégorie principale	Sous-catégorie	Nom	Lien avec la résilience
Cadres législatifs et réglementaires	Textes de loi nationaux	Domaine public maritime (DPM)	Encadrement des zones côtières pour éviter les abus fonciers
	Stratégies nationales de développement	Plan Sénégal Émergent (PSE)	Cadre stratégique global renforçant les politiques de durabilité
Outils de planification territoriale	Plans de gestion territoriale	Gestion intégrée des zones côtières (GIZC)	Approche intégrée pour anticiper et réduire la vulnérabilité côtière
		Zonage touristique	Maîtrise de l'usage touristique du sol
	Société d'aménagement touristique	SAPCO	Organisation et coordination de l'espace touristique
	Mesures physiques de protection	Ouvrages de protection côtière (digues, murs, épis)	Réduction des impacts physiques de l'érosion
Programmes et politiques publiques ciblées	Programme régional durable	Projet COAST (Collaborative Action for Sustainable Tourism)	Promotion du tourisme durable et communautaire
	Programme de valorisation touristique	Programme Taamu Sénégal	Valorisation du patrimoine et durabilité locale
	Programme d'accès aux services	Projet SEN'Eau	Accès durable à l'eau pour les populations locales et les touristes
Instruments de gestion environnementale	Cadre réglementaire environnemental	Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES)	Intégration de mesures concrètes dans les projets
	Normes et standards environnementaux	Systèmes de gestion environnementale (SGE)	Amélioration continue des performances environnementales
	Dispositifs expérimentaux	Projets pilotes environnementaux	Test et validation d'approches innovantes
Acteurs institutionnels et opérationnels	Acteurs publics nationaux	Ministère de l'Environnement	Élaboration et application de politiques environnementales
		Ministère du Tourisme et des Loisirs	Définition de stratégies de tourisme durable
	Agences gouvernementales	Agence Sénégalaise de Promotion Touristique (ASPT)	Mise en oeuvre opérationnelle de la promotion touristique durable
	Partenaires financiers internationaux	Banque mondiale	Financement de projets résilients
		PNUD	Soutien aux politiques de durabilité
	ONG et coopération	Sahel Découverte	Tourisme solidaire et soutien communautaire
ENDA Ecopop		Aménagement côtier et développement local	

Sources : Maya Gueye (2025)

Le tableau 4 illustre la typologie des dispositifs institutionnels, réglementaires et opérationnels que nous venons de citer et qui participent à la résilience touristique dans la destination de Saly. Les différents types d'acteurs semblent présenter différents types d'engagement en matière de durabilité et de responsabilité environnementale au sein du secteur touristique dans la destination de Saly au Sénégal. Il existe une pluralité d'acteurs qui interagissent dans des dynamiques d'aménagement sur la petite côte et qui ont chacun des intérêts divergents (Diombera, 2020 ; Dehoorne et Diagne, 2008). Cela complique l'optimisation d'une gestion intégrée et P6 nous l'explique bien, lorsqu'il nous dit qu'« il

existe une dualité entre les hôtels bien entretenue et les zones publiques négligés, c'est surtout dû à la privatisation des plages et au fait que les acteurs ne se mettent pas toujours d'accord entre eux dans la planification [...] ça n'aide pas à la durabilité » (Entretiens P6, septembre 2024). En effet, les actions au sein des établissements hôteliers sont souvent dispersées et le manque d'encadrement par une stratégie territoriale cohérente, reflète donc d'un manque de gouvernance intégrée qui ne permet pas toujours d'atteindre les objectifs fixés (Camus et *al.*, 2010). Afin de limiter les impacts liés à ces articulations d'acteurs, P5 a expliqué que certains hôtels mettent en place des initiatives internes, comme le compostage, les panneaux solaires, ou encore l'incitation au tri sélectif (Entretiens P5, septembre 2024). L'engagement écologique des établissements hôteliers est souvent effectué de manière isolée, sans connexion directe avec les initiatives publiques (Diombera, 2020 ; Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature, 2011). Leurs mises en place montrent une réelle volonté d'adopter des pratiques durables, mais le faible niveau d'intégration des populations locales dans leurs actions et leurs choix en matière de durabilité vient parfois limiter leurs portées. Concernant les autorités publiques, ces dernières opèrent souvent des projets de grandes envergures, mais ne sont pas toujours coordonnées avec les acteurs privés et la population.

On observe dans l'ensemble une prise en compte des enjeux environnementaux et de la durabilité importante par les acteurs à différentes échelles dans la destination, parfois affectée par un manque de coordination entre les trois grands groupes qui affaiblit l'impact de ces mesures. Les mises en place des acteurs de la destination afin de faire preuve de résilience face aux enjeux environnementaux sont donc nombreuses et prouvent à quel point des projets concrets peuvent émerger d'engagements internationaux cependant leur portée reste parfois marginale (Cadre de Gestion Environnementale et Sociale, 2020). Dans ce cadre, il va être pertinent de voir quelles mesures de résilience informelles les acteurs touristiques mettent en place afin de maintenir leur capacité de résilience dans le cadre d'enjeux structurels (Diombera, 2018).

#### 4.3 Les logiques de résilience dans un contexte institutionnel fragile

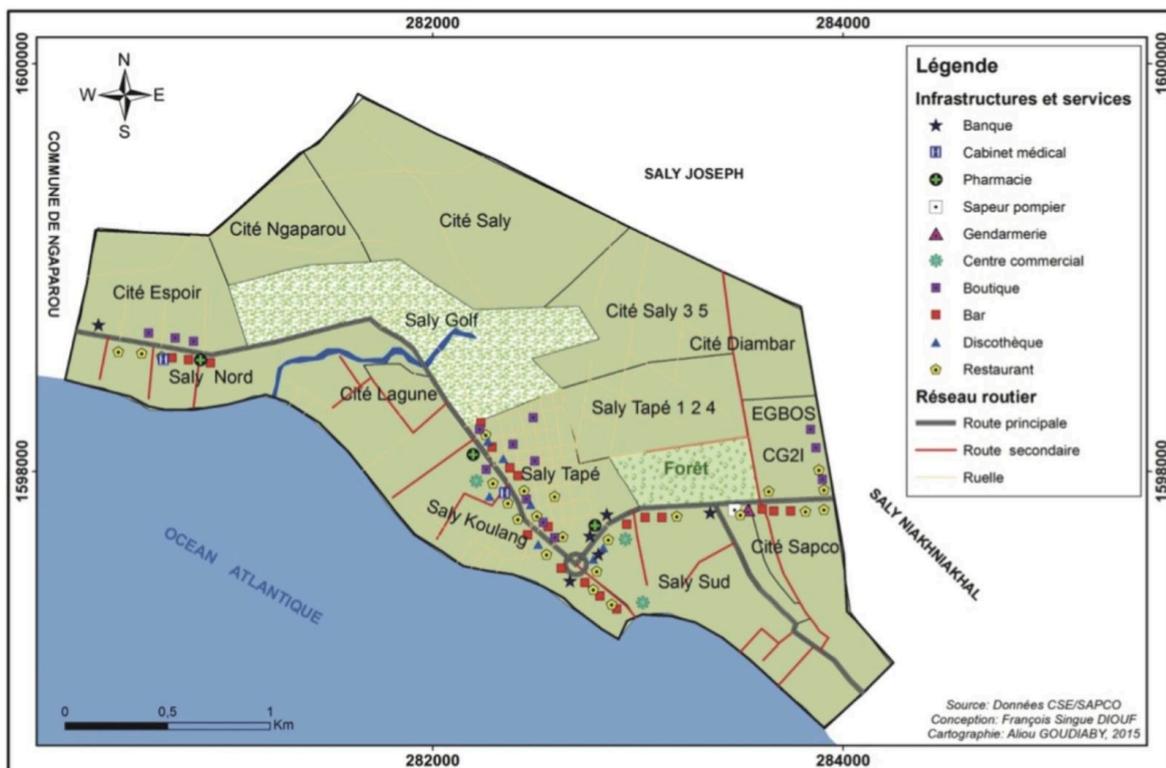
Face aux limites existantes dans les dispositifs institutionnels formels, les acteurs du tourisme local mettent en place des formes de résilience informelle. Ces initiatives illustrent une adaptation contextuelle ancrée dans la réalité locale. La résilience informelle permet de

maintenir la cohésion sociale, de répondre à des besoins immédiats, ou encore de réduire les effets de l'inertie administrative (Roche et *al.*, 2022 ; Otundo, 2024). Dans un contexte institutionnel fragile, ces pratiques peuvent répondre en partie aux enjeux immédiats.

#### 4.3.1 Urbanisation touristique, pression foncière et transformation du territoire

La croissance fulgurante du secteur touristique dans la destination de Saly depuis plusieurs années a mené à une occupation intensive de l'espace côtier se traduisant par des constructions massives d'infrastructures, accélérant ainsi l'érosion des côtes (Niang et *al.*, 2020 ; Diombera, 2017). Dans ce contexte, Diombera (2020) explique que l'émergence du secteur touristique au Sénégal dans les années 1970 s'est progressivement illustré par une surcharge de l'espace côtier se traduisant par une urbanisation rapide, une pression importante sur les ressources naturelles, ou encore une aggravation de l'érosion, appuyée par certains acteurs internationaux comme les investisseurs, les tour-opérateurs, ou encore les propriétaires privés, parfois peu soucieux de la durabilité environnementale ainsi que du bien-être des populations locales. La figure 8 illustre les changements territoriaux à travers les infrastructures récentes dans la destination de Saly en 2015.

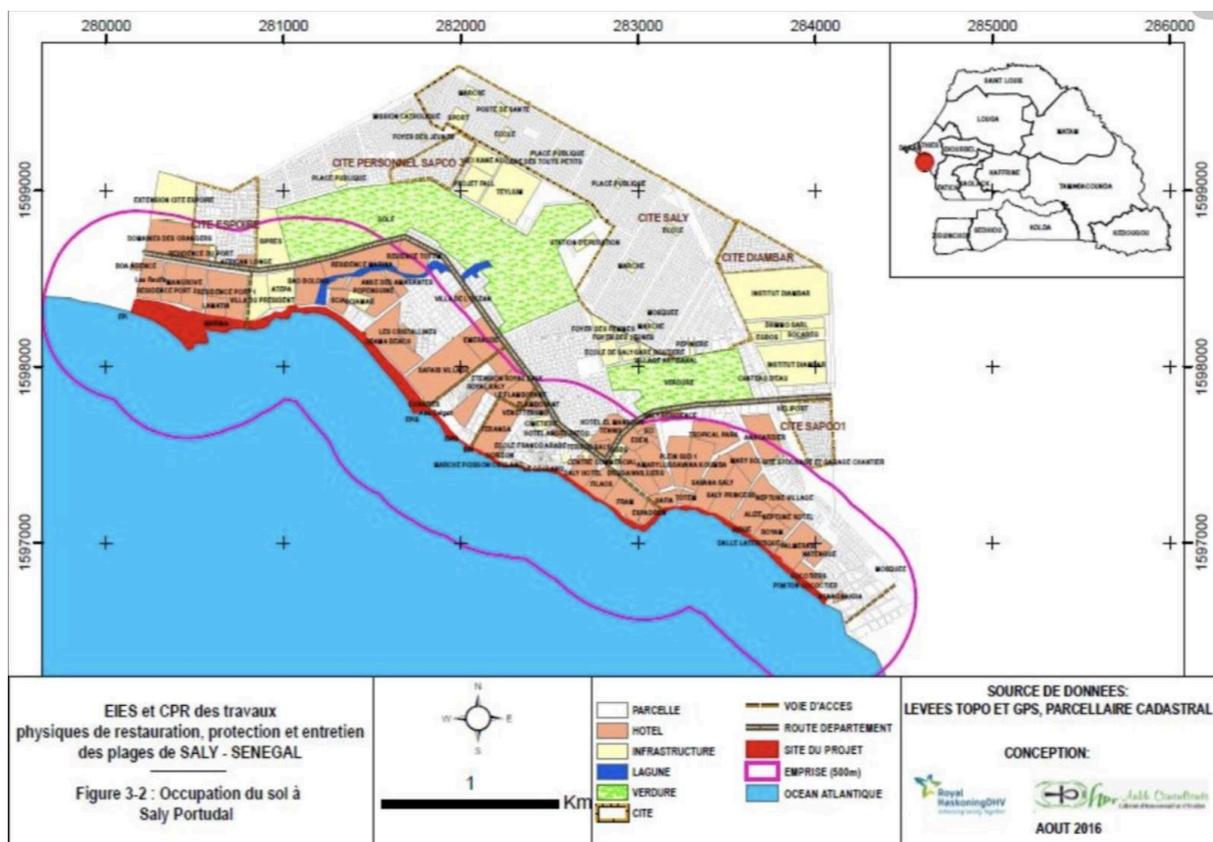
**FIGURE 8 : Les infrastructures et les services à Saly Portudal en 2015**



Sources : Données CSE et SAPCO, Aliou Goudiaby (2015)

La figure 8 montre comment s’articulait déjà l’organisation spatiale de Saly en 2015. On observe la forte urbanisation touristique à travers des quartiers modernes comme Saly Nord, Saly Golf ou encore Cité Diambar, au sein desquels coexistent des hôtels, des résidences secondaires, mais aussi des services touristiques tels que les restaurants, les bars et les discothèques. Le développement illustré sur cette carte nous montre comment l’espace a été redéfini, en passant d’une zone rurale à une destination touristique majeure. L’impact du tourisme sur l’écosystème et le paysage local est bien représenté à travers la dualité visible entre espaces modernisés et zones plus traditionnelles comme Saly Tapé 123 (Goudiaby, 2015). Afin de mieux comprendre ce phénomène, la figure 9 illustre la manière dont s’articule l’occupation du sol et du territoire à Saly.

**FIGURE 9 : Occupation du sol et du territoire à Saly Portudal**



Sources : Royal HaskoningDHV, Cabinet d’Eco-conseil et d’étude Ankh Consultants (2016)

On observe une nouvelle fois la forte urbanisation liée au développement touristique, visible notamment dans un cadre où les terres agricoles et les terres de pêche ont été remplacées par des hôtels ou des infrastructures imposantes qui dominent le littoral. Selon Cazes (1992), ces transformations peuvent être considérées comme une subversion de l’espace, étant donné que ces dernières sont généralement matérielles, culturelles, politiques et modifient

symboliquement l'espace. Dans le cadre de la destination de Saly au Sénégal, une inadéquation des normes importées du tourisme international coexiste avec les pratiques sociales locales, amenant donc à des tensions, ainsi qu'à une redéfinition parfois globale des modes de vie. Les espaces dédiés au tourisme deviennent donc porteurs de caractéristiques urbaines, même lorsqu'ils sont hors du tissu urbain traditionnel. Innovation architecturale, nouvelle forme d'interaction sociale et mobilité s'articulent donc dans le territoire et donne lieu à des « laboratoires d'urbanité » (Coëffé, 2010). De ce fait, la destination a vu apparaître au fil du temps des dualités dans l'espace. En effet, nous pouvons observer d'un côté, des infrastructures touristiques très modernes comme des hôtels, des résidences secondaires ou encore des villas ayant une architecture luxueuse, s'opposant à des quartiers traditionnels et beaucoup plus culturels comme Saly Joseph, où vivent des habitants majoritairement catholiques, qui pratiquent l'agriculture vivrière, ou encore Saly Niakhniakhal situé à proximité du centre touristique, qui contraste avec ses habitations typiques (Sakho, 2023). Il existe donc un contraste important au sein de la ville touristique de Saly et cela est dû notamment à la mise en place de deux Unités d'Aménagement Touristique (UAT) qui ont accentué la modification du paysage de la destination qui, à l'origine, était rurale, agricole et s'est vu transformé en zone de service dédié au tourisme (Diombera, 2018).

Ce contraste appuie une pression sur les ressources, surtout dans les zones à fort potentiel économique. Il arrive parfois que certains grands projets touristiques qui visent à favoriser la destination économiquement, bénéficient d'un assouplissement des législations en matière de zonage et qu'à cause de cela, des constructions apparaissent sur le littoral, parfois dans des zones protégées ou encadrées par des lois qui, pourtant, l'interdisent. P3 nous a notamment confirmé cela lors de nos entretiens en nous expliquant que la pression exercée sur le littoral par les grandes infrastructures touristiques impactait directement les zones protégées et les limitait dans leur capacité à faire preuve de résilience face à l'érosion côtière (Entretien P3, septembre 2024). Cette pression nuit donc de manière considérable aux efforts de conservation mis en place, mais également à la crédibilité des législations en matière de durabilité (Thiaw, 2016). En effet, les recherches existantes illustrent d'un manque de contrôle au niveau de l'aménagement du territoire, notamment dans des espaces autrefois protégés (Sy, 1998). L'émergence de certaines infrastructures touristiques a souvent été accompagnée d'une supervision limitée concernant les impacts environnementaux. Ce phénomène émergent, résulte d'une difficulté de la part des autorités à mettre en place des règles strictes afin d'encadrer cette expansion. Des zones autrefois protégées font l'objet

d'une régulation environnementale instable qui confronte la destination à un manque de contrôle dans l'aménagement du territoire. Les défaillances institutionnelles présentes au sein de la gestion de l'espace de la petite côte sont en partie responsables de ce manque de contrôle (Diombera, 2017). La planification environnementale dans la zone est donc plutôt sensible et peut être fragilisée par un suivi limité des impacts environnementaux. En effet, le développement de certaines infrastructures comme les routes, les résidences ou encore les hôtels s'articule souvent à des évaluations environnementales superficielles ou même absentes. Cinyabuguma et Valdivia (2015), montrent bien ce phénomène dans leur étude et se positionnent même en disant que l'érosion côtière présente à Saly est directement liée à des choix d'aménagement qui n'ont pas été assez maîtrisés. Tous ces phénomènes s'expliquent en partie par la difficulté à instaurer des règles strictes dans la destination. En effet, les moyens juridiques et logistiques dont disposent les autorités locales ne sont pas toujours assez percutants afin de réussir à imposer des normes aux investisseurs qui sont parfois très puissants économiquement.

L'arrivée de nouveaux investisseurs internationaux intéressés par l'accessibilité des investissements touristiques dans la zone a mené à une compétitivité foncière ainsi qu'à une spéculation immobilière désormais présente sur une grande partie du territoire (Diombera, 2017). Une étude de Coly (2011) nous explique que la demande accrue de résidences secondaires et de logements touristiques de luxe par des investisseurs étrangers ou locaux a engendré une hausse des prix du foncier ainsi qu'une saturation du marché. La compétitivité foncière se traduit par une concurrence entre les acteurs concernant l'accès au terrain, notamment dans les zones à fort potentiel économique. En général, dans les zones touristiques et les destinations attractives, cela entraîne une montée des prix et une raréfaction des terrains disponibles pour les usages non touristiques (Diombera, 2018). Concernant la spéculation immobilière, cela concerne l'investissement et l'achat de terrains et de bâtiments, guidés par une volonté de les revendre à un prix plus élevé que le prix du marché afin de générer des bénéfices notables. Ce phénomène a tendance à marginaliser les populations locales, les incitant par ailleurs à vendre leurs terres ou à s'éloigner de la destination (Royal Haskoning DHV, 2016) Il est important de préciser que ces pratiques sont souvent favorisées par un manque de régulation et par des politiques d'investissement attractives (Philippe et Daouda, 2023).

On observe donc que le secteur touristique, en seconde position après la pêche sur le territoire sénégalais, procure des retombées économiques importantes, mais est également à l'origine de nombreux déséquilibres fonciers et urbains. Ces derniers se traduisent par une insécurité liée aux droits de propriété, une croissance non planifiée, une dualisation de l'espace urbain, mais également à une marchandisation croissante des terres. Les infrastructures touristiques ont tendance à se développer beaucoup plus vite que les capacités de régulation et de planification sur le territoire. La gestion des terres et du territoire est donc parfois mal répartie et mène à une privation et une difficulté d'accès à certaines terres imposées aux populations locales. En effet, les nouvelles pratiques d'urbanisation ont créé des conflits d'usage opposant développement touristique et activités traditionnelles telles que la pêche. Par ailleurs, une dégradation des habitats naturels est visible, et cela, malgré les bénéfices économiques engendrés (Ciss, 1989). La cohabitation entre espaces de luxe et zones informelles mal équipées, pose des inégalités spatiales et sociales importantes. Pour finir, le flux touristique important dans des zones résidentielles sature les capacités de gestion des acteurs locaux concernant les déchets, la distribution des ressources ou encore la mobilité urbaine (Niang et al., 2020 ; Ministère de l'Environnement, 2011 ; Philippe et Daouda, 2023). Afin d'assurer une maîtrise locale sur l'usage des sols et de faire preuve de résilience face aux poids de l'investissement étranger qui joue un rôle important dans l'urbanisation touristique certains acteurs se regroupent au sein de coopérative foncière ou de groupement d'intérêts économiques afin de mettre en commun leur terre pour éviter leur vente à bas prix (Philippe et Daouda, 2023). En effet, la mise en commun de ces différentes propriétés permet de mieux négocier face aux promoteurs immobiliers ou hôteliers et propose donc une alternative résiliente face à la gentrification et à la disparition des logements à des prix abordables. P6 explique que les membres de coopératives s'engagent à ne pas vendre leur terre individuellement, mais à toujours négocier ensemble les projets et les offres des investisseurs. Ces coopératives font même parfois appel à des ONG locales afin de recevoir de l'aide et une protection juridique dans leurs démarches administratives (Entretiens P6, septembre 2024).

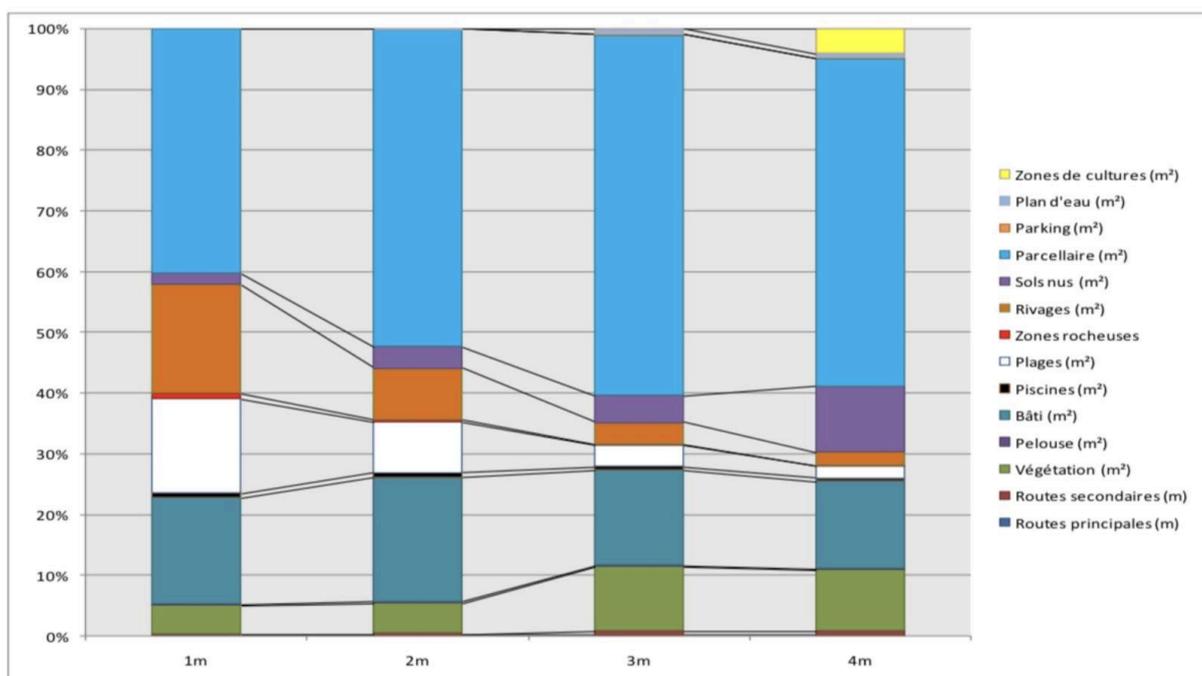
Malgré ces mesures informelles mises en place afin de limiter l'impact des investisseurs étrangers, les enjeux de territoire mènent parfois à un déplacement des populations locales, à une exclusion des petits acteurs locaux comme les agriculteurs, les hôtels locaux ou encore les artisans qui ne peuvent plus rivaliser avec les prix fonciers imposés, ou à une désorganisation de la planification urbaine, notamment à cause de constructions illégales qui empêchent une gestion durable et intégrée des ressources (Gaye et al., 2011 ; Ciss, 1989 ;

Diagne, 2001). L'absence de régulation sur le territoire et le fait que les bénéficiaires de l'activité touristique soient généralement captés par une minorité d'acteurs externes, amène donc parfois à une baisse de la capacité de la destination à rebondir face aux différentes crises qu'elles soient touristiques, environnementales ou encore économiques (Gravari-Barbas et Jacquot, 2014). Les populations locales se retrouvent contraintes de s'éloigner des centres touristiques afin de se rendre en périphérie. Ces changements significatifs s'opèrent notamment à travers une transformation des habitudes de logement et un déplacement résidentiel invisible. Cela affecte la cohésion communautaire, car les locaux n'ont plus accès de la même manière aux infrastructures comme les écoles, les hôpitaux ou encore les transports en commun (Ciss, 2016). De nouveaux modèles de consommation émergent et on observe une hausse du coût de la vie locale qui marginalise les locaux. Cela fragilise la résilience car les capacités adaptatives des ménages sont réduites, notamment dans un cadre où elles doivent s'articuler avec l'insécurité locative, l'instabilité foncière et un pouvoir d'achat de plus en plus bas (Diombera, 2017 ; Honey et Frenkiel, 2021). La durabilité territoriale et la résilience sont donc fragilisées, car la vulnérabilité des populations locales augmente et cela réduit leur capacité d'adaptation ainsi que celle des acteurs. Les locaux ont parfois des pertes d'accès aux ressources ou des difficultés à se reloger, ce qui accentue les déséquilibres sociaux et met en péril les possibilités de résilience environnementale. Babacar Sy (1998) explique que ce phénomène, déjà observable il y a près de 30 ans, peut également avoir des conséquences sur les ressources en eau ainsi que sur la santé des populations locales. Il souligne que cette urbanisation touristique s'accompagne la majeure partie du temps d'un manque de système d'assainissement moderne et adapté aux nouvelles infrastructures ainsi qu'aux flux évolutifs de touristes. Ce contexte de forte densité humaine entraîne donc d'autres problématiques qui lui sont intrinsèquement liées. Tous ces phénomènes impactent la capacité de résilience formelle et informelle des acteurs et affectent directement les locaux qui se retrouvent confrontés à des changements significatifs dans leur mode de vie et dans leur mode de consommation (Diombera, 2020). D'autres mesures de résilience informelle sont mises en œuvre, notamment pour limiter l'impact des déplacements de population sur le climat social et économique. P3 explique que des micro agricultures locales sont mises en place autour de Saly-Joseph par des petits producteurs, afin de produire des fruits et des légumes de saison, vendus aux hôtels et aux résidences, mais également aux locaux. P4 ajoute que cela se met en place dans le cadre d'accords informels entre les hôtels et les familles agricoles qui offrent souvent des prix fixes hebdomadaires (Entretiens P3 et P4, septembre 2024). Les producteurs injectent ainsi le profit obtenu directement dans la ville

de Saly, ce qui évite les sorties de capitaux et favorise le réinvestissement communautaire. Cela permet également de diversifier l'économie, de renforcer les liens socio-économiques entre tourisme et territoires et d'éviter la marginalisation économique (Sall, 2009).

Malgré ces mesures de résilience informelle, certains locaux et acteurs du tourisme restent exposés à des chocs répétés comme la perte de territoires, un excès de pollution, ou encore des accès limités à la mer, ce qui les pousse à développer d'autres stratégies de résilience qui s'inscrivent dans un contexte marqué par la précarité réglementaire et les tensions foncières. La création de structure mobile, la diversification, ou la relocalisation, illustrent bien de quelle manière ces derniers font preuve de résilience informelle face aux pressions environnementales et foncières (Lessault, 2023 ; Diombera, 2020). L'application des lois et l'articulation des formes de résilience territoriale formelle et informelle sur le territoire permettent donc de répondre à certains enjeux fonciers et immobiliers qui sont en lien direct avec l'environnement (Diagne et Yamamura, 2000). Cependant, il est nécessaire de voir comment les mesures de résilience informelle permettent de répondre directement aux enjeux environnementaux. La figure 10 aide à comprendre les pertes environnementales liées à l'aménagement touristique à Saly.

**FIGURE 10 : Configuration des pertes environnementales liées à l'aménagement touristique selon l'ENM**



Sources : Adrien Coly, Université Gaston Berger (2011)

La figure 10 montre qu'une réduction progressive des espaces naturels, comme la végétation et les rivages, est observée au profit des infrastructures touristiques comme les bâtiments, ou encore les routes. Cette évolution des espaces naturels illustre de manière claire l'impact de l'urbanisation accélérée sur la destination, notamment à travers des phénomènes comme l'aggravation de l'érosion côtière et la pollution. Ces données confirment notre hypothèse selon laquelle les initiatives de durabilité, malgré leurs mises en place, restent isolées et peu coordonnées. Également, à travers l'observation de cette figure, l'urgence d'une gouvernance intégrée qui regrouperait les acteurs publics et privés afin de faire preuve de durabilité tout en préservant l'attractivité touristique de la région est soulignée (Coly, 2011).

Par ailleurs, la construction de nombreuses infrastructures en bord de mer n'ayant pas toutes fait l'objet d'une planification environnementale adaptée constitue un enjeu important pour le littoral. L'émergence de nombreuses infrastructures comme des résidences privées, des infrastructures de loisirs ou encore des complexes hôteliers sont venues modifier le paysage côtier et perturber les écosystèmes terrestres et marins (Niang *et al.*, 2020). P1 nous explique que ces changements territoriaux, qui n'ont pas été encadrés pendant plusieurs années, ont amené à une réduction de l'espace des plages ainsi qu'à une mise en danger des infrastructures touristiques situées en bord de mer (Entretiens P1, septembre 2024). Également, P4 et P3 nous expliquent que l'émergence de grandes infrastructures touristiques situées en général au bord du littoral sur les côtes de Saly, a tendance à entraîner une dégradation de l'environnement urbain et à intensifier des problèmes déjà existant comme la gestion des déchets ou la pollution des plages publiques (Entretiens P4 et P3, septembre 2024). P3 approfondit davantage son propos en expliquant que « les plages publiques reçoivent souvent les déchets rejetés par les plages privées et cela augmente au fil des années, en même temps que les nouvelles infrastructures poussent sur le littoral » (Entretiens P3, septembre 2024).

Les plages publiques subissent donc les désagréments des plages privées et sont parfois en incapacité de s'autogérer, contrairement aux plages privées qui, elles, font l'objet de nettoyages par des entreprises engagées par les infrastructures (DEEC, 2011). En effet, P5 nous explique que « les plages publiques sont particulièrement polluées, contrairement aux plages privées qui elles sont souvent très propres ». La problématique réside également dans les pratiques d'assainissement et de collecte de déchets par certaines infrastructures. En effet, P1 nous explique que certaines eaux usées sont déversées directement dans la mer ce qui

illustre parfaitement les retombées d'une urbanisation touristique accélérée et les failles d'une gestion environnementale face à une destination en pleine expansion touristique (Entretien P1 et P5, septembre 2024).

La GIZC recommande dans ces stratégies de mettre en place des Systèmes d'information géographique (SIG) afin de mieux suivre l'état d'avancement du littoral, les modifications et les constructions qui pourraient l'impacter, pour adopter des politiques de zonages en fonction des changements (GOPA, 2013). Pour répondre à ces enjeux, un projet de restauration des plages a été mis en place. Ce projet s'est établi sur une durée d'environ cinq ans au cours desquels l'Association internationale de développement (IDA) a investi 74 millions de dollars dans sa mise en place. Ce projet s'est fixé des objectifs comme la restauration de 25 000 m<sup>2</sup> de plage sur la petite côte, qui ont été largement dépassés, car ce sont environ 325 000 m<sup>2</sup> qui ont été restaurés. Dans ce cadre-là, ce sont 19 épis et brise-lames qui ont été installés sur une étendue de plus de 7 kilomètres de plage, ainsi qu'un rechargement en sable qui ont permis de remettre sur pied des plages qui avaient été détruites (APIX, 2023). La figure 11 montre les secteurs ciblés par les travaux de restauration entrepris pour certaines plages de Saly.

**FIGURE 11 : Secteurs visés par la restauration des plages dans la destination de Saly en 2020**



Sources : APIX, Banque Mondiale, Ministère du Tourisme et des Transports Aériens (2020)

On distingue quatre secteurs principaux couvrant une large portion du littoral de la destination qui s'étend de Niakh Niakhal jusqu'au secteur 4. Ces travaux de restauration ont été entrepris dans le cadre de différents projets comme le Projet de développement du tourisme et des entreprises (PDTE). Ce dernier vise à atténuer les effets de l'érosion côtière, mais également à restaurer les plages grâce à des installations comme des épis et des brise-lames. Cette initiative de restauration permet de protéger les écosystèmes marins et de promouvoir un tourisme durable et s'accorde donc de manière directe aux engagements pris par le Sénégal dans le cadre des Objectifs de développement durable (APIX, 2020).

Malheureusement, cela ne suffit pas toujours à compenser la dégradation des plages et P6 explique que certains locaux mettent en place une protection participative du littoral face à l'érosion (Entretiens P6, septembre 2024). Cela se traduit par des constructions de digues artisanales et de plantations protégées en bord de mer. P1 nous explique par ailleurs que des collectifs d'habitants de certains quartiers, comme Saly Niakhnakhal, effectuent une surveillance informelle dans les zones les plus touchées pour ensuite pouvoir agir et prévenir les autorités locales. La surveillance locale des plages existe notamment à Obama Beach ainsi qu'à Ngaparou. Pour ce faire, les locaux se relaient à travers des tours de garde afin de signaler à quel moment il est nécessaire de renforcer les digues. Si cela n'est pas pris en charge directement par les autorités locales, P6 nous explique que des sacs de sable et de granulats qui sont des matériaux locaux peuvent être utilisés comme mesures d'urgence afin de limiter les dégradations (Entretiens P1 et P6, septembre 2024). Ces initiatives constituent tout de même davantage des mises en place individuelles et il est rare que ces exemples de résilience informelle soient financés ou entrepris en partenariat avec des organisations.

D'autres mesures sont également mises en place, comme le nettoyage des plages, la réduction des déchets,... Cela a également été confirmé par P2 lors des entretiens, lorsque ce dernier nous a expliqué que des projets de protection des dunes existaient dans la destination et que cela étaient généralement mis en place par des initiatives locales ou des plans d'action nationales (Entretien P2, septembre 2024). Ces projets de reboisement des dunes et des mangroves sont implantés, notamment dans le cadre du Plan national d'adaptation au changement climatique (PANA) et grâce à la participation de locaux afin de protéger la biodiversité (GOPA, 2013). Par ailleurs, d'autres intervenants comme P3 et P5 indiquent que des zones de conservation ont vu le jour afin de limiter l'urbanisation anarchique et de venir en aide aux zones les plus fragiles du littoral. Ces derniers expliquent que des comités locaux

émergent afin de surveiller les pratiques des acteurs touristiques et de signaler au gouvernement les activités non conformes aux réglementations de zonage (Entretiens P3 et P5, septembre 2024). Pour finir, P5 indique que dans son complexe hôtelier des initiatives ont récemment vu le jour tels que « le tri sélectif, la réduction des plastiques à usage unique, le compostage, ou l'arrêt de l'impression des programmes et des dépliants, qui ont été remplacés par des écrans ou par des liens WhatsApp » (Entretien P5, septembre 2024). Cependant, la plupart de ces mises en place informelles, bien qu'elles soient appliquées correctement, restent minimales face à l'ampleur de la dégradation environnementale et de la gravité de l'érosion côtière que subit la destination de Saly. En effet, les comités locaux n'ont souvent pas le pouvoir d'imposer des sanctions effectives et ne peuvent que relayer la parole concernant les violations de règles (DEEC, 2011). Ces mises en place constituent donc davantage des mesures d'urgence que des mesures de prévention. Ces dernières permettent d'améliorer l'état environnemental des zones côtières en surface, mais ne traitent pas réellement les problèmes de fond. Cependant, des initiatives de protection active comme celle de l'association Océanium créée en 1984 par le Professeur à la faculté de science de Dakar Jean-Michel Kornprobst visant une meilleure gestion durable de l'environnement marin et des écosystèmes terrestres, permettent de stabiliser l'évolution des enjeux environnementaux temporairement afin de pouvoir trouver des solutions (DEEC, 2011). Cette association s'est fait connaître grâce à son club de plongée sous-marine, engagé dans le programme Sea Settal qui vise à organiser des opérations de nettoyage des fonds marins et à sensibiliser à la préservation des écosystèmes. Des initiatives comme celles-ci résultent donc d'une volonté des acteurs locaux à répondre aux défis découlant de l'urbanisation touristique rapide et à faire preuve de résilience face à des enjeux environnementaux grandissants. Ces pratiques permettent même parfois d'attirer une clientèle internationale en quête de séjour éthique et durable et ces efforts fournis par les acteurs locaux afin de limiter les enjeux environnementaux, arrivent à séduire les touristes les plus sensibles aux questions écologiques (Ecofund, 2011 ; Gaye et *al.*, 2011). Dans ce contexte qui incite les acteurs à faire preuve de résilience informelle et pour mieux comprendre leurs motivations, nous présenterons de quelle manière les enjeux structurels de gouvernance peuvent impacter la résilience des acteurs de la destination de Saly.

#### 4.3.2 Gouvernance locale, fragmentation institutionnelle et manque de coordination

La notion de gouvernance touristique est très importante dans un cadre où certains des acteurs du tourisme interrogés ont souligné des défis importants liés au respect des lois et des normes environnementales dans le secteur touristique. En effet, P6 expose que « le respect des lois et des normes environnementales dépend beaucoup de la coopération entre acteurs locaux et hôteliers ». On comprend donc que cette gestion peut conduire à des pratiques différentes d'un hôtel à l'autre, venant affecter le résultat global des efforts de durabilité (Entretien P6, septembre 2024). P5 explique que la Société d'aménagement de la promotion de la petite côte (SAPCO) qui s'occupe en partie de l'entretien des plages et des espaces côtiers ne possède pas toujours les ressources nécessaires afin d'effectuer un nettoyage optimal des plages publiques. Les interactions de cet organisme avec les hôteliers ou le gouvernement sont parfois limitées, ce qui mène à un modèle de gouvernance fragmenté (Entretien P5, septembre 2024).

Les réponses aux entretiens suggèrent que la promotion du tourisme durable arrive difficilement à être appliquée sur l'ensemble du territoire. En effet, les répondants s'accordent sur le fait que des mesures sont mises en place, mais ces dernières peuvent être contournées, car la réglementation n'est pas toujours assez stricte ou que la mise en œuvre est parfois négociable (Entretiens P3, P5 et P6, septembre 2024). Le gouvernement a mis en place des lois et des subventions dans le but de soutenir la durabilité, mais leur application reste limitée à cause d'un manque de surveillance et de contrôle annuels ou mensuels (Entretien P4, septembre 2024). P2 tient quasiment le même discours, quand il nous dit que « les législations existent bien évidemment, mais elles ne sont pas toujours respectées, notamment en raison d'une absence de suivi » (Entretien P2, septembre 2024). Ces réponses font donc ressortir un problème d'absence de suivi des projets de durabilité qui découle d'une faiblesse dans l'application des lois et d'une faible coordination entre les différentes parties prenantes, ce qui est un phénomène fréquent dans les pays en voie de développement (Krapf, 1961).

Certaines mesures opèrent de manière efficace au sein des infrastructures, mais s'évaporent dès qu'elles sont externes à ces milieux-là. P5 nous en donne un bon exemple lorsqu'il déclare que « bien que des équipes de nettoyage soient actives dans les hôtels, la gestion des déchets en dehors de ces espaces reste déficiente » (Entretien P5, septembre 2024). Le tri

sélectif effectué qui découle de la résilience informelle au sein de certaines infrastructures n'a donc aucune garantie de conserver son caractère durable une fois restitué aux organismes externes d'éboueurs. Le suivi est donc difficile et l'implication des communautés locales reste un élément central afin d'assurer une gestion durable et résiliente des ressources à Saly (Diombera, 2010 ; Rimaud et Piriou, 2013). Par ailleurs, l'intervenant exprime sa crainte concernant l'application de ces pratiques dans l'ensemble des hôtels de la côte. En effet, les pratiques ne sont pas les mêmes dans toutes les infrastructures touristiques de la petite côte de Saly et chaque modèle de résilience est propre au fonctionnement initial des hôtels (Entretien P5, septembre 2024).

Dans ce contexte, la coordination est un point central dans cette planification touristique durable, et pourtant les discussions entre les établissements touristiques, les autorités locales et les ONG restent parfois un enjeu qui éloigne les possibilités d'arriver à un développement durable du territoire (SGF, 2017). Les études consultées montrent que pour participer à la résilience environnementale, une coopération entre les différents acteurs, ainsi qu'un système de gouvernance local sont nécessaires et essentiels au bon fonctionnement de la destination (Simonet et Jobbins, 2016). Cependant, les modèles de gestion intégrée qui se définissent par une approche de gouvernance visant à coordonner l'ensemble des acteurs du secteur peinent à être appliqués uniformément et à tenir dans la durée. En effet, la GIZC mise en place afin de gérer ces enjeux, rencontre des limites pratiques dues en majeure partie à une complexité institutionnelle liée à la multiplication d'acteurs pas toujours d'accord les uns avec les autres, ayant même parfois des mandats qui se chevauchent. Par ailleurs, des habitudes de gestion sectorielle et des logiques bureaucratiques, un manque de ressources humaines formées et un manque de suivi à long terme sont autant d'obstacles que rencontre la GIZC lors de sa mise en pratique (Rimaud et *al.*, 2013). Afin d'y remédier, les acteurs du tourisme tentent de faire émerger une coordination intersectorielle permettant de répondre en partie aux enjeux environnementaux (Baijot et *al.*, 2013 ; Entretiens P6, septembre 2024). P6 souligne que les acteurs touristiques privés réseautent parfois avec les associations locales afin d'organiser des actions communes. Cela se traduit notamment par la promotion d'événements culturels ou de nettoyages côtiers et renforce la coordination des acteurs et leurs capacités de résilience (Entretiens P6, septembre 2025). Toutefois, ce type d'implication peut parfois faire augmenter les coûts d'opération ou complexifier les démarches administratives (Kourad, 2024).

On voit donc que la plupart des répondants mettent en avant leur désir d'un meilleur encadrement et d'une meilleure gestion de l'urbanisation touristique, ainsi qu'un désir d'inclure les acteurs locaux dans la planification. Une étude de Rimaud (2013) sur l'engagement des communautés locales a montré que le manque de participation active des résidents et des parties prenantes au sein des initiatives de gestion intégrées limite l'efficacité des stratégies de résilience. On comprend que l'absence d'une implication solide des communautés locales dans les décisions entrave significativement la possibilité de mise en place de pratiques durables sur le long terme. L'approche d'un tourisme rural intégré présenté par Bocoum (2021) dans son étude sur la région de la Basse Casamance au Sénégal soulève l'importance d'intégrer une participation et une implication directe des communautés dans le développement touristique à Saly, afin de maximiser la résilience et d'instaurer des pratiques écologiques viables.

Afin de renforcer l'implication des populations locales dans la planification touristique et les activités liées à ce secteur, mais également en intégrant des pratiques durables, certaines initiatives sont prises comme le modèle de tourisme communautaire déjà mentionné plus tôt (Entretiens P1, septembre 2024 ; Bocoum, 2024). Dans ce cadre, ce sont davantage les populations locales qui sont sensibilisées aux enjeux environnementaux, comme la protection des écosystèmes marins, des plages, ou encore à la gestion des déchets. Ces mesures permettent de protéger des espaces très prisés par les touristes, d'intégrer des comportements respectueux de l'environnement au niveau local, mais également dans les infrastructures, car les employés sont souvent des locaux. Afin de donner une plus grande autonomie aux collectivités locales, la décentralisation est une bonne option lorsqu'elle représente un aspect central de la gouvernance et permet notamment de faciliter la mise en œuvre des politiques de durabilité (Dione et *al.*, 2013). La décentralisation se définit par un transfert du pouvoir de décision et de gestion aux collectivités locales ou régionales de la part des autorités. Ce modèle qui a pour objectif de rendre plus accessible la gouvernance aux populations locales, a été appliquée à d'autres destinations africaines, notamment aux régions septentrionales du Cameroun et a permis de valoriser le patrimoine et de stimuler le développement touristique dans une démarche durable (Wassouni, 2015). Dans ce cadre là, nous allons voir de quelle manière la décentralisation s'est établie dans la destination de Saly au Sénégal et dans quel contexte ce modèle contribue à la résilience des acteurs touristiques locaux.

La décentralisation au Sénégal s'est établie à travers le cadre législatif de la Loi de décentralisation en 1996 et a été réformée en 2013, avec l'Acte 3 de la décentralisation (GOPA, 2013). Dans ce cadre-là, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles sont des compétences qui ont été transférées aux collectivités locales afin de mieux réguler les activités locales et d'avoir un angle de vue plus large sur les initiatives de préservation environnementale. Ce mode de résilience mi formel, mi informelle permet donc de rapprocher les décisions des réalités locales, d'encourager la responsabilisation des collectivités locales et de renforcer la coordination entre les acteurs afin de renforcer la résilience face aux enjeux environnementaux. Cependant, tout comme la plupart des initiatives mises en œuvre dans la destination, l'application de ces compétences décentralisées est souvent confrontée à des manques de moyens financiers et logistiques (GOPA, 2013).

Une étude de Coly (2011) soutient que le secteur du tourisme à Saly présente une vulnérabilité notable due à un manque de ressources. L'impact de la décentralisation et des systèmes de gestion intégrés est parfois partiel et inégal. En effet, certains établissements ne possèdent ni les ressources ni la formation nécessaires afin d'adopter ces pratiques. Cette inégalité dans la participation des hôtels face aux initiatives de décentralisation et de collaboration locale nous a été expliquée également lors de nos entretiens par P3 et P4, qui expliquent que malgré les efforts des collectivités locales pour promouvoir la durabilité à travers des partenariats, la mise en œuvre reste souvent dépendante des capacités financières des parties prenantes (Entretiens P3 et P4, septembre 2024).

Par ailleurs, la gestion des ressources et la distribution des fonds sont souvent inégalement répartis sur le territoire. En effet, nous pouvons donner l'exemple du budget 2024 offert par le Ministère du tourisme et des loisirs sénégalais qui est dédié en grande partie à l'expansion et la modernisation de l'offre touristique, mais qui propose peu de financement et de ressources concernant la gestion durable et la gestion du littoral (Ministère du tourisme et des loisirs, 2023). Les crédits sont donc dédiés à une partie plutôt économique du secteur, tandis que les enjeux de durabilité sont mis au second plan. Cela se traduit par une inégalité de distribution qui vient limiter et décourager les zones non touristiques à adopter des pratiques de développement durable sur le long terme. En effet, les ressources financières attribuées aux collectivités locales afin de les aider dans leur gestion de l'environnement ne représentent pas toujours des sommes importantes. Ces collectivités rencontrent souvent des contraintes

budgetaires qui viennent ralentir la mise en place de la décentralisation dans la gestion environnementale (GOPA, 2013). Dans ce cadre, il devient donc beaucoup plus difficile pour les autorités locales d'organiser des opérations de nettoyage ou de mener des campagnes de sensibilisation qui représentent en général des coûts importants. Un consensus émerge des différents répondants aux entretiens qui s'accordent à dire que les autorités sont parfois réticentes à instaurer des mesures durables qui pourraient, face aux avantages économiques que le tourisme apporte, dissuader les investisseurs (Entretiens P6, P3, P4 et P5, septembre 2024). Un défi structurel important existe au sein de la décentralisation dans un cadre où les priorités économiques ont tendance à prévaloir sur les objectifs environnementaux.

Dans ces conditions, certains acteurs touristiques se retrouvent contre leur gré, parfois impuissants et dans l'incapacité de suivre un modèle durable. La plupart d'entre eux aimeraient pouvoir y contribuer, mais malgré leur bonne volonté, ils se retrouvent parfois contraints de devoir se retirer, car ce modèle représente des frais importants (Diombera, 2020). Les modèles de résilience mis en place dans certains hôtels créent donc parfois des clivages entre certains acteurs du tourisme, avantageant ceux en capacité de s'offrir le choix d'établir ou non des initiatives durables. Les acteurs du tourisme sont alors confrontés à des disparités et P6 suggère une mise en place généralisée des mesures écologiques, donnant accès aux mêmes subventions et aux mêmes chances à l'ensemble des acteurs du tourisme local (Entretiens P6, septembre 2024). D'autres initiatives plus globale comme le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PANA) mise en place par l'État en 2006 afin d'introduire des politiques environnementales dans la destination pour répondre à l'urgence de l'érosion côtières retrouve confronté à des limitations financières et des obstacles bureaucratiques. Cette situation est donc représentative de la vulnérabilité structurelle des destinations comme celle de Saly et cela démontre clairement les limites que peuvent comporter la gouvernance locale, notamment à travers une résilience faible des systèmes institutionnels (Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature, 2011).

Cependant, une communication transparente ainsi qu'une diversification de l'offre touristique permettent de solidifier l'image durable de la destination et ainsi d'inciter à des retombées économiques plus fixes et plus stables. La confiance des visiteurs est souvent renforcée grâce à une image de destination durable (Jebbouri et *al.*, 2022). L'image durable d'une destination permet de justifier et de légitimer la plupart des politiques publiques de résilience mises en

place. Les réglementations strictes de zonage ou d'éco-taxes sont donc mieux acceptées et permettent une résilience plus structurée. Instaurer une image de destination responsable améliore l'accessibilité sociale du tourisme notamment en renforçant la cohésion territoriale et en permettant une coopération avec davantage d'acteurs touristiques et de meilleurs financements (Hall et *al.*, 2018). Les clientèles conscientes et éthiques sont davantage attirées par ce type de destination. L'image durable d'une destination attire donc des segments touristiques beaucoup plus stables, ce qui favorise en général la venue de voyageurs moins saisonniers et intéressés par des expériences naturelles, locales ou culturelles (Penagos et *al.*, 2021). Une étude de Almeida-Santana et Moreno-Gil (2019) montre, dans le cadre d'une enquête réalisée sur près de 30 000 touristes, que les voyageurs sensibles à une image durable des destinations ont des caractéristiques sociodémographiques et culturelles bien précises. Ces derniers sont engagés en ce qui concerne les questions environnementales et climatiques et sont moins sensibles aux aléas conjoncturels. Stabiliser les flux touristiques permet donc à la destination de viser des revenus plus prévisibles et durables et de se détacher progressivement de la dépendance aux financements extérieurs. Dans ce cadre, il va être intéressant de voir quel rôle jouent les financements étrangers dans la résilience des acteurs du tourisme à Saly.

#### 4.3.3 Dépendance aux financements étrangers et effets sur les politiques environnementales

L'APIX (2018) souligne que les contraintes budgétaires persistantes dans la destination de Saly ne facilitent pas la mise en œuvre de projet de développement touristique et P6 ajoute à ce sujet « qu'il faudrait que l'État soutienne davantage les projets en matière de formation environnementale et de gestion durable, car actuellement, les initiatives sont surtout portées par des financements étrangers, ce qui n'est pas suffisant » (Entretien P6, septembre 2024). Le 31 mars 2024, le budget en crédit de paiement effectivement ordonnancé du Ministère du tourisme et des loisirs sénégalais s'élevait à 1,54 milliard de Franc CFA, concernant donc les dépenses engagées et autorisées pour le premier trimestre de l'année 2024 (Ministère des finances et du budget, 2024). Le franc CFA dont le code est XOF constitue la monnaie nationale au Sénégal et dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest comme le Bénin, la Côte d'Ivoire ou encore le Mali. Dans les zones de l'Union économique et monétaire ouest-africain (UEMOA), 1\$ CAD équivaut environ à 412 Franc CFA. Dans le cadre de la somme que nous venons de mentionner liée au budget alloué au Ministère du tourisme et des loisirs sénégalais, cela représente environ 3,73 millions de dollars canadiens. Cependant, la

répartition de ces sommes alloués est souvent axée en faveur de la promotion touristique et du développement de l'offre de la destination, la part des financements attribués à des projets de durabilité est très faible, comparée aux autres investissements attribués à des initiatives de développement touristiques et d'image de la destination (Ministère du Tourisme et des Loisirs, 2023). Sur l'ensemble de la somme totale, une grande partie est injectée directement dans le développement de l'offre touristique comprenant notamment la modernisation des infrastructures (Agence de presse sénégalaise, 2023). Le soutien en matière de durabilité repose donc souvent sur des partenariats avec des ONG ou des entreprises internationales, comme le Pathways to Resilience in Semi-Arid Economies (PRISE). Les bénéfices apportés par ses partenaires sont notables, mais leur caractère externe ne permet pas de combler tous les besoins en ressources financières de la destination (Simonet et Jobbins, 2016). La mise en place du Système de gestion environnementale (SGE) représente des coûts importants, notamment pour les infrastructures de petites tailles. Également, la mise en place d'efforts de recyclage ainsi que d'initiatives de nettoyage et de limitation des déchets, représentent souvent des coûts supérieurs aux moyens budgétaires à disposition. Par ailleurs, des initiatives comme le Programme de résilience économique (PRES) mis en place par le gouvernement sénégalais suite à la crise du COVID-19, sont davantage favorables pour les grandes infrastructures et les grands hôtels que pour les petites déjà en situation de précarité. Le Crédit hôtelier et touristique (CHT) ne peut pas être obtenu par toutes les infrastructures, car ces critères d'éligibilité sont plutôt stricts et demande de remplir plusieurs critères comme la création d'au moins cinq emplois, un taux de rentabilité d'au moins 10 %, ou un chiffre d'affaires d'au moins 5 millions de francs CFA par année (CHT, 2023).

Dans ce contexte, la plupart des réceptifs hôteliers de la côte ne sont pas gérés par les directeurs sénégalais, mais plutôt par des européens plus particulièrement français. Nous avons choisi ce tableau afin d'illustrer ce phénomène.

**TABLEAU 5 : Nationalité des hôteliers et directeurs réceptifs à Saly en 2008**

Réceptifs	Propriétaire	Nationalité du propriétaire	Nationalité du directeur
Filaos	Nouvelles frontières	France	France
Palm beach	FRAM	Sénégal	France- Sénégal
Savana Koumba	Boku War	France	France
Savana Saly	Daniel Bredoti	Turquie	France
Teranga	Groupe Tequer	France	France
Saly hotel	Camy Renal	France	France
Neptune	Camy renal		France
Bougainvillées	Moche-Wade	France- Sénégal	Sénégal
Royan	Bela-Friso	France	France
Espadon	Groupe de Français	France	France

Sources : Olivier Dehoorne et Abdou Khadre Diagne (2008)

Le manque de données récentes nous oblige à illustrer nos propos à travers ce tableau, qui évoquait déjà en 2008, la nature française des investissements hôteliers sur la côte de Saly. Dans le tableau, on voit qu'environ 77 % des propriétaires hôteliers en 2008 à Saly au Sénégal étaient des Français. Également, 90 % des directeurs réceptifs d'infrastructures hôtelières à Saly étaient des Français en 2008. Également, selon Saly Immo (2024), une part importante des résidences et des infrastructures touristiques dans la destination de Saly au Sénégal serait financée, mais également détenue par des investisseurs principalement français et belges.

Ces financements étrangers dans la destination permettent d'accroître considérablement la croissance touristique. Ils sont vus comme une valeur ajoutée, car leur existence permet de stimuler l'activité du secteur touristique, cependant ils ont tendance à amoindrir les retombées économiques des communautés locales, mais également à créer un clivage entre les postes à haute responsabilité réservés davantage aux personnes étrangères et les postes à moindres responsabilités, moins bien rémunérés occupés par les locaux (Dehoorne et Diagne, 2008). Par ailleurs, ces financements peuvent créer des défis complexes en matière de gouvernance locale, notamment lorsque les investisseurs européens semblent privilégier des modèles politiques libéraux afin de rendre plus simple leur accès au marché touristique (Dehoorne et Diagne, 2008 ; Chelpi-Den Hamer, 2020). Dans ce cadre, ils appliquent d'autres normes touristiques favorisant un développement sans contrainte environnementale excessive, s'accompagnant de politiques de libre accès (Dehoorne et Diagne, 2008). En effet, la mise en place de législations en faveur de l'environnement complique parfois les démarches administratives et logistiques de certains investisseurs étrangers. Ces derniers qui

ont la mainmise sur une partie de la planification touristique, mettent les autorités locales face à des compromis qui les poussent à un manque d'autonomie. Face à ces nouvelles normes, le gouvernement est parfois hésitant face aux propositions de renforcement des législations, de peur de chambouler la dynamique territoriale et touristique existante et de perdre certains contrats avec des investisseurs étrangers, qui malgré les impacts négatifs qu'ils engendrent, favorisent également l'évolution économique de la destination (Harvey, 2010). Diombera (2020) montre d'ailleurs que les contraintes qui affectent la gestion durable des ressources touristiques littorales sont étroitement liées à l'occupation de l'espace littoral, surtout lorsqu'elle suit une logique capitaliste. Cela illustre parfaitement le pouvoir économique qu'ont les investisseurs étrangers lorsqu'ils acquièrent des biens sur la petite côte à des fins de rentabilité touristique. En effet, le pouvoir économique de ces investisseurs s'articulant à la recherche constante de rentabilité, au manque de régulation locale, mais également à une absence de concertation avec les communautés locales, amène parfois à des défis importants liés à la durabilité environnementale dans la destination de Saly (Diombera, 2020).

Les acteurs se retrouvent donc entre des logiques de durabilité et des objectifs de croissance touristiques à cause de la pression infligée par les investisseurs étrangers (English, 2016 ; Chelpi-den Hamer 2020 ; Entretiens P6, P4, P3 et P5, septembre 2024). Les pressions exercées par ces investisseurs sont telles, qu'elles réduisent la capacité de résilience environnementale des acteurs dans la destination (Dehoorne et Diagne, 2008 ; Diombera, 2020). En effet, les retombées économiques des investisseurs étrangers sont généralement réinvesties dans d'autres pays, ce qui ne favorise pas directement les communautés locales. Harvey (2010) décrit très bien ce type de modèle de développement dépendant des pays développés qui se définit par une possibilité de développement économique pour la destination, mais également par des capitaux qui transitent seulement temporairement dans la destination et des projets destinés avant tout aux touristes étrangers ainsi qu'à une maximisation du profit. Le capital va d'abord s'ancrer, s'extraire de la valeur, puis finalement se déplacer sous la forme d'un « fix spatial » qui peut également se définir par un déploiement temporaire du capital dans la destination. La manière dont ces capitaux ressortent du pays de manière quasi instantanée se nomme détérioration de la balance commerciale et se définit par un déséquilibre existant entre les revenus réels captés par l'économie locale et les sorties de capitaux vers les pays étrangers qui ont investi dans ce pays. Ces sorties de capitaux peuvent s'accompagner de l'importation de biens et de services étrangers, d'une gestion externe des chaînes hôtelières, ou encore de rapatriement de profits

dans les pays investisseurs. Cela cause à long terme des fuites internes se traduisant par une perte notable de devises, des fuites externes induisant des pertes de revenus en dehors de l'espace économique, mais également des fuites invisibles comme des coûts mal comptabilisés et non documentés (Nowak et *al.*, 2010).

Les investissements directs étrangers (IDE) souvent considérés comme une source de développement dans le secteur du tourisme, produisent aussi des fuites économiques plus ou moins grandes menant parfois à un développement non endogène ou à un phénomène d'accumulation par dépossession (Harvey, 2010 ; Karla et *al.*, 2019 ; Diombera, 2018). Cette dépendance structurelle affaiblit la résilience environnementale et économique des acteurs touristiques, qui est conditionnée par des structures économiques inégalitaires inhérentes aux rapports Nord-Sud (Harvey, 2010). Les capacités de résilience sont réduites, car moins de retombées économiques locales signifie également moins de moyens pour agir en faveur des enjeux environnementaux. Cette fuite des capitaux mène parfois à une difficulté dans le financement d'actions concrètes. Les pratiques de tourisme durable ou de gestion des déchets représentent des coûts élevés qui ne peuvent pas être assumés pleinement par les capitaux qui restent dans la destination. La dépendance renforcée aux pays du Nord engendre inévitablement une vulnérabilité accrue qui signifie également l'existence d'une résilience fragilisée. Afin d'appréhender la capacité d'adaptation locale, il est donc nécessaire de lire ce phénomène à travers ces enjeux économiques structurels, afin de bien comprendre de quelle manière la résilience s'opère dans le secteur du tourisme à Saly (Nowak et *al.*, 2010 ; Chelpi-Den Hamer, 2020).

Par ailleurs, certains acteurs étrangers disposent de réseaux de capitaux ou d'accès privilégiés à des expertises techniques plus poussées, ce qui leur permet d'adopter de meilleures pratiques durables. Parallèlement, les petits opérateurs locaux semblent parfois être dépendants de financements instables ou de partenariats inégaux (Diombera, 2020). Les jeux d'influence permettent aux acteurs étrangers de capter davantage les subventions et d'imposer leur vision de la durabilité, ce qui marginalise les acteurs de moins grande envergure (Diagne et Yamamura, 2000). Dans ce contexte, on observe également une asymétrie dans la gouvernance qui se caractérise par des dispositifs de gestion territoriale dominés par des intérêts privés. Cela découle sur des effets pervers liés par exemple à la certification qui exclut parfois des petits établissements incapables de supporter les exigences bureaucratiques. Dans ce cadre, on assiste à une hiérarchisation des hôtels sur le marché

touristique durable (Gravari-Barbas et Jacquot, 2014 ; Gaye et *al.*, 2011). Les dynamiques de résilience ne s'opèrent donc pas seulement à travers des enjeux environnementaux et financiers, mais également au sein d'alliances stratégiques, de capacité d'influence et d'accès différencié aux ressources.

Face à cette dépendance aux investisseurs étrangers, certaines mesures sont mises en place par les acteurs du tourisme. Le Ministère du tourisme et des loisirs a décidé de mettre en place le Programme 1016, qui a disposé en 2024 d'un budget alloué spécifiquement à la gestion administrative ainsi qu'à la coordination d'initiatives durables (Ministère du tourisme et des loisirs, 2024). Ce soutien financier s'élève à environ 1 milliard de Franc CFA en autorisations d'engagements et en crédits de paiement (Ministère du Tourisme et des Loisirs, 2024 ; Entretien P6, septembre 2024). Le franc CFA dont le code est XOF constitue la monnaie nationale au Sénégal et dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest comme le Bénin, la Côte d'Ivoire ou encore le Mali. Dans les zones de l'Union économique et monétaire ouest-africain (UEMOA), 1\$ CAD équivaut environ à 412 Franc CFA. Dans le cadre de la somme que nous venons de mentionner liée à la subvention apportée par le programme mentionné ci-dessus, le montant s'élève à environ 2,42 millions de dollars canadiens. Ce programme permet d'attribuer des financements importants aux entreprises touristiques afin de les aider à renforcer leurs pratiques de résilience (APIX, 2016). En effet, ces financements leur permettent, dans la mesure du possible, de se diriger vers des initiatives plus durables. Cependant, le répondant P6 expose que ce programme propose des fonds qui restent insuffisants pour couvrir la totalité des besoins en matière de protection écologique et de durabilité. Par exemple, des initiatives, comme le reboisement des côtes dans la destination, nécessitent des subventions plus importantes que celle proposée par le programme 1016 (Entretiens P6, septembre 2024). P3 suggère que, pour renforcer la résilience environnementale face aux manques de moyens financiers, il existe d'autres solutions comme l'incitation de soutien aux PME locales qui permet l'émergence de petites structures touristiques plus responsables (Entretiens P3, septembre 2024). Certaines infrastructures privées collaborent aussi avec des ONG étrangères ou des coopérations décentralisées et ces initiatives, malgré le fait qu'elles rencontrent des obstacles dans leur application, permettent de faire rentrer des capitaux dans la destination et de les faire rester (Roussy, 2020). P1 nous explique que « ces partenariats ont pour but de valoriser les produits traditionnels afin de limiter l'importation de biens étrangers ». L'objectif est de former du personnel local et de promouvoir l'artisanat afin de mettre en place des formes de tourisme

solidaire ou communautaire (Entretiens P1, septembre 2024). Bocoum (2024), nous l'a d'ailleurs expliqué dans son ouvrage sur les projets de campements villageois en Basse Casamance, lorsqu'il nous dit que ces derniers étaient soutenus par des ONG françaises et belges. Cependant, il est important de souligner que ces pratiques rencontrent parfois des limites comme un manque de soutien institutionnel ou encore une difficulté à attirer une clientèle fidèle.

Toujours dans le contexte des financements externes, les Objectifs du développement durable (ODD) ont été mis en place par l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 2015 afin de garantir la durabilité ainsi que d'éradiquer la pauvreté d'ici à 2030. Le Sénégal au sein duquel s'établit la destination de Saly, fait partie des pays signataires à ces objectifs depuis septembre 2015 et s'engage donc à intégrer les ODD dans ces politiques touristiques. En effet, l'engagement d'un passage des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) aux Objectifs de Développement Durable (ODD) depuis 2015 favorise une transition vers un développement inclusif et durable. Les OMD étaient davantage centrées sur des objectifs sociaux et ont souvent été traités de manière sectorielle. La complexité territoriale ainsi que les enjeux environnementaux n'y étaient pas toujours intégrés, empêchant donc d'avoir une vision claire des enjeux auxquels il fallait faire face. Les ODD adoptent une approche différente, plus intégrée et systémique, qui englobe des dimensions plus complexes comme l'environnement, l'institution ou encore des notions socio-économiques. Cependant, il est important de préciser que ces objectifs s'inscrivent dans un débat important basé sur la pertinence et le réalisme de ces objectifs sur le long terme. Dans le cadre du tourisme, ces recommandations ont pour but de favoriser une bonne gestion des ressources ainsi qu'une importance liée à la préservation de l'environnement (Camus, 2010 ; Nations Unies, 2020). Hugon (2016), nous explique qu'il est plus complexe pour les pays en voie de développement de répondre à ces critères et d'aller dans le sens de ces objectifs universels, notamment pour les pays du Sud en partie dépendant des flux touristiques des pays du Nord. En effet, ce dernier souligne que le fait que ce secteur soit accaparé par les investissements étrangers, mais également par une clientèle occidentale rend beaucoup plus difficile l'atteinte de ces objectifs majeurs. La figure 12 présente l'ensemble des 17 Objectifs de développement durable cruciaux en matière de durabilité (Hugon, 2016).

**FIGURE 12 : Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU**



Sources : Université de Laval (2024)

Ce sont notamment les objectifs 12, 13, 14 et 15, qui permettent à Saly d'impliquer davantage les collectivités locales et les acteurs, mais également de penser des stratégies de résilience environnementale plus durables (Hugon, 2016). L'objectif numéro 12 visant la consommation et la production responsable et l'objectif numéro 14 visant à protéger la vie aquatique sont importants à prendre en compte dans le contexte de ce mémoire. En effet, l'objectif 14 incite la destination de Saly à inclure les enjeux de pollution marine dans sa planification touristique afin de conserver les écosystèmes marins et d'effectuer une exploitation durable des ressources de la petite côte (ONU, 2023 ; Université de Laval, 2024).

Cet engagement de la part des acteurs politiques sénégalais en faveur des Objectifs du Développement Durable (ODD) a initié le lancement de nombreux projets comme par exemple le Projet de Développement du Tourisme et des Entreprises (PDTE) qui vise à développer une économie touristique durable, mais également à aider les entreprises locales à adopter des pratiques de gestion économique, tout en mettant l'accent sur les réductions des déchets et la gestion de l'eau (APIX, 2018). Ces ODD représentent donc un tremplin incontournable afin d'accéder aux financements internationaux. En effet, les projets étroitement liés ou alignés sur les ODD ont davantage de chance d'être soutenus financièrement, mais cela incite certains porteurs de projets à adhérer à ces mises en place de manière plus stratégique que sincère, dans le but d'être financés. Il est également important

de souligner que certaines politiques nationales sont parfois ajustées afin de répondre aux critères présentés par les bailleurs, créant donc un décalage entre les priorités locales et les priorités globales (Bogers et *al.*, 2022).

De nombreux projets mis en place par la SAPCO ont été cofinancés ou conçus afin de répondre aux Objectifs de développement durable (ODD) notamment aux objectifs 11 et 14, qui concernent les villes durables, le littoral et les écosystèmes marins. Les modèles de planification et d'aménagement en écotourisme de la petite côte s'alignent donc à certains standards internationaux dans la mise en œuvre de cadres de durabilité dans la destination (Dehoorne et Diagne, 2008). Également, une initiative portant sur un cadre réglementaire visant à minimiser les impacts environnementaux des sous-projets touristiques tente de répondre à ces enjeux. Elle se nomme le Plan Cadre de Gestion Environnemental et Social (PCGES) et est financée en partie par la Banque mondiale. Ces directives permettent notamment d'évaluer les impacts environnementaux et d'établir de meilleurs plans de gestion des ressources écologiques, ainsi que d'assurer la conformité aux normes internationales (APIX, 2018). Cependant, cette aide au développement international favorise parfois les grandes entreprises ainsi que les opérateurs étrangers. En effet, P6 nous explique que les financements étrangers sous couvert d'aide au développement sont souvent réinjectés directement dans des infrastructures touristiques ayant fait l'objet d'investissements européens ou français (Entretiens P6, septembre 2024). Concernant les acteurs locaux, très peu sont ceux qui voient la couleur de ces aides, notamment pour les plus petites infrastructures (Cazes, 1994 ; Higgins-Debiolles, 2006). Cela traduit donc une aide conditionnée par des intérêts économiques venant tout droit du Nord qui améliore de manière nuancée la mise en place de pratiques locales et environnementales dans la destination (Chelpi-Den Hamer, 2020). Dans ce contexte, les mesures d'aide au développement mises en place ne tendent pas toujours à imposer un modèle durable sur le long terme, mais accentuent les dépendances Nord-Sud déjà existantes. Face à cette situation, il est difficile pour le Sénégal de trouver un équilibre entre l'acceptation des investissements externes et la surexploitation des ressources qui freinent les initiatives locales de durabilité (Hugon, 2016 ; Chelpi-Den Hamer, 2020). Malgré les apparences, l'aide au développement et les investissements étrangers ne constituent pas un cadre optimal pour la résilience des acteurs face aux enjeux environnementaux dans la destination. En effet, ces flux de capitaux instables peuvent impacter la capacité des acteurs à répondre aux enjeux, notamment dans un cadre où les enjeux environnementaux évoluent aussi vite que l'activité touristique se développe. Face

à la puissance de ces investissements et à la grandeur de ces enjeux structurels, P1 nous explique qu'il est difficile de mettre en place des mesures de résilience informelles. En effet, selon Karla et Higgins-Debiolles (2019), il est important de regarder les Objectifs du Développement Durable (ODD) avec une vision critique qui incite à nous questionner sur les rapports de pouvoir entre les Nords et les Suds afin de mieux comprendre la capacité de résilience touristique des destinations.

#### 4.3.4 Dépendance au marché touristique étranger

Maintenant que nous avons vu l'impact des investissements étrangers sur la résilience des acteurs dans la destination de Saly, il est important de mentionner que la dépendance existante aux marchés touristiques étrangers, notamment européen peut également jouer un rôle dans la capacité d'adaptation des acteurs face aux enjeux environnementaux. En effet, la destination de Saly reçoit une majorité de touristes européens et ce tableau l'illustre parfaitement.

**TABLEAU 6 : Répartition des arrivées de touristes internationaux au Sénégal selon leur pays de résidence en 2015**

MOIS	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	TOTAL
<b>PAYS DE RESIDENCE</b>													
<b>Bénin</b>	166	239	351	220	311	249	148	266	298	271	215	239	<b>2 972</b>
<b>Burkina Faso</b>	244	279	480	451	528	244	233	327	196	295	306	244	<b>3 828</b>
<b>Cote d'Ivoire</b>	840	899	931	915	1 124	620	453	1 049	491	386	681	485	<b>8 873</b>
<b>Guinée Bissau</b>	459	550	663	628	545	494	346	531	464	534	716	713	<b>6 641</b>
<b>Mali</b>	625	1 135	1 084	1 191	923	888	574	933	646	585	791	746	<b>10 120</b>
<b>Niger</b>	126	392	300	456	182	166	102	236	148	209	201	97	<b>2 615</b>
<b>Togo</b>	153	182	341	139	174	137	150	258	131	209	231	102	<b>2 208</b>
<b>Autres pays Afrique</b>	14 168	13 787	16 577	16 732	19 769	13 902	11 671	15 072	12 988	14 570	15 147	13 623	<b>178 006</b>
<b>Amérique Sud</b>	260	185	274	408	295	276	209	150	185	118	161	153	<b>2 674</b>
<b>USA</b>	1 910	1 604	2 449	2 065	1 990	1 591	1 261	1 435	1 373	1 454	1 312	1 296	<b>19 739</b>
<b>Canada</b>	469	421	781	673	652	335	335	408	303	335	461	255	<b>5 429</b>
<b>Allemagne</b>	687	695	730	732	679	598	435	558	453	628	775	797	<b>7 765</b>
<b>Benelux</b>	1 875	3 817	3 380	3 004	1 674	1 212	1 312	882	837	2 199	3 299	3 109	<b>26 600</b>
<b>Grande Bretagne</b>	518	727	1 186	781	740	453	569	882	534	842	735	577	<b>8 543</b>
<b>Espagne</b>	1 853	1 687	2 100	1 848	1 663	1 430	1 454	2 143	1 406	1 596	1 744	2 108	<b>21 032</b>
<b>France</b>	21 874	26 914	25 066	19 830	16 888	<b>12 902</b>	<b>11 486</b>	<b>13 994</b>	<b>12 221</b>	15 152	21 515	20 710	<b>218 552</b>
<b>Italie</b>	1 129	789	1 078	1 143	1 054	606	604	807	579	901	815	990	<b>10 496</b>
<b>Pays scandinaves</b>	239	542	480	357	266	161	78	118	110	185	346	376	<b>3 256</b>
<b>Suisse</b>	456	314	502	488	671	207	287	241	287	405	394	810	<b>5 062</b>
<b>Pays de l'Est</b>	207	215	292	239	139	241	225	185	204	300	249	113	<b>2 610</b>
<b>Portugal</b>	756	394	426	402	381	413	231	287	354	373	236	343	<b>4 597</b>
<b>Autres pays d'Europe</b>	818	1 314	1 781	2 095	2 682	555	826	713	426	528	1 261	1 465	<b>14 466</b>
<b>Proche Moyen Orient</b>	561	738	781	628	815	649	512	751	636	826	646	858	<b>8 401</b>
<b>Extrême Orient</b>	1 735	1 819	1 617	2 377	1 363	907	947	1 628	1 360	1 078	950	990	<b>16 770</b>
<b>Reste du monde</b>	7 830	6 853	7 567	6 698	7 832	6 690	6 800	6 370	6 247	7 655	9 404	9 289	<b>89 235</b>
<b>Total Non-résidents</b>	<b>59 958</b>	<b>66 489</b>	<b>71 215</b>	<b>64 499</b>	<b>63 340</b>	<b>45 927</b>	<b>41 246</b>	<b>50 226</b>	<b>42 877</b>	<b>51 637</b>	<b>62 592</b>	<b>60 486</b>	<b>680 491</b>

Sources : Enquête AD Consiel/MTTA (2016), Au-Senegal (2019), Maya Gueye (2025)

Le tableau 6 illustre les entrées touristiques regroupées par nationalité au Sénégal en 2015. Ce qui retient notre attention à première vue est la forte prédominance des touristes européens, notamment français, qui représentent près d'un tiers des arrivées dans le pays au

cours de l'année. En effet, ces derniers représentent 218 552 entrées sur 680 491 au total. Par ailleurs, en 2017, sur 1,4 million de touristes, 23 % provenaient d'Europe, c'est-à-dire environ 322 000 touristes (ANSD, 2017 ; Enquête AD Consiel/MTTA, 2016). P2 nous explique que le tourisme international est indispensable au bon développement économique de la destination. En effet, ce dernier souligne la création d'emplois que ce secteur permet d'engendrer et affirme que « sans le tourisme international, la situation économique de la région serait sûrement moins bonne » (Entretien P2, septembre 2024).

Cependant, la taille du marché international dans le tourisme à Saly influe considérablement sur les dynamiques de préservation de l'environnement et P6 nous explique que les autorités locales « sont parfois contraintes de faire des compromis afin de maintenir les flux touristiques en provenance de l'Europe » (Entretien P6, septembre 2024). Ce fort taux de visites occidentales rend vulnérable le tourisme sénégalais face à ces marchés qui peuvent créer une dépendance du fait que la planification touristique leur soit pleinement dédiée. Harvey (2010) a bien expliqué ce phénomène qu'il nomme le développement géographique inégal, qui se définit par des territoires perdant leur autonomie décisionnelle du fait qu'ils soient confrontés à des activités économiques dominées par des consommateurs étrangers. En effet, P5 confirme cela lorsqu'il explique que « cette dépendance fragilise la destination, car elle conduit à une gestion des infrastructures et des ressources focalisés sur les besoins des touristes étrangers plutôt que sur les besoins à long terme des communautés locales » (Entretien P5, septembre 2024).

En effet, le modèle touristique occidental sur lequel se base la destination afin de répondre à sa clientèle se définit par des hôtels tout inclus, des infrastructures de luxe ou des complexes hôteliers tout équipés, qui constituent des pratiques en décalage avec les objectifs de résilience environnementale existants. Ces infrastructures sont donc peu compatibles avec les ressources de la destination et les pratiques de durabilité formelle et informelle opérées par les différents types d'acteurs (Ciss, 1989 ; Diombera, 2018). Par ailleurs, cela peut également impacter les pratiques culturelles habituelles et modifier les interactions et les dynamiques locales. Ce phénomène tend à imposer de nouvelles normes sociales et de nouveaux comportements aux individus menant ainsi à un modèle d'acculturation (Diouf, 1987). Les premières transformations s'observent à travers les dynamiques sociales locales. En effet, l'organisation sociale des communautés riveraines et les activités comme la pêche, les rituels religieux ou encore les habitudes à travers les relations intergénérationnelles, sont

graduellement mises au second plan en dépit du développement touristique de la zone côtière et des services destinés aux visiteurs.

Depuis l'émergence du tourisme dans les années 1970, les attentes liées à l'industrie touristique sont souvent en décalage avec les pratiques traditionnelles et contraignent les communautés de la petite côte à recomposer totalement leurs rapports sociaux (Diouf, 1987). Ces nouvelles normes sociales mènent à des tensions, notamment lorsque des jeunes cherchent à s'intégrer dans l'économie touristique à travers des postes d'animateurs, d'hôtesse, ou encore de serveurs qui ne répondent pas forcément aux normes de conformité et aux pratiques professionnelles des populations locales à l'origine. Par ailleurs, l'afflux de touristes étrangers, notamment venus d'Europe ou d'Amérique s'accompagne de normes culturelles et de référentiels différents, voire parfois opposés aux normes sociales locales. Les comportements genrés, les méthodes d'usage de l'argent, ou encore les notions d'intimité ne sont pas toujours considérées de la même manière par les touristes que par les locaux. Ces nouvelles normes étrangères s'enracinent parfois au sein du rythme de vie des locaux, venant ainsi dérégler leur équilibre social. Les pertes de repères culturelles sont donc nombreuses et ce phénomène d'acculturation peut se traduire aussi bien de manière passive que de manière active, lorsqu'elle est utilisée comme un vecteur de promotion sociale. Dans ce cadre, il arrive parfois que les pratiques traditionnelles soient retravaillées volontairement afin de présenter aux touristes une mise en scène touristique correspondant à leurs attentes. L'authenticité de la destination est donc fragilisée, en même temps que la cohésion sociale et intergénérationnelle (Dehoorne et Diagne, 2008). Ce phénomène d'acculturation peut mener les populations à un détachement culturel et écologique vis-à-vis du patrimoine local. En effet, une étude de Basrawi (2022) nous explique que la transformation des espaces traditionnels, dissuade parfois les acteurs locaux de faire preuve de résilience, créant une impression de trop-plein et une impossibilité à gérer plusieurs problématiques simultanément. Dans ce contexte, la perte de pratiques autochtones qui s'articulent à l'origine autour d'un savoir-faire lié à l'entretien des écosystèmes, crée une dégradation accrue des ressources. Le savoir local est donc appauvri et cela affecte directement la durabilité et la résilience environnementale des acteurs locaux (Basrawi, 2022).

Face à cette perte de pratique écologique traditionnelle, P4 explique que les acteurs mettent en place des formes de résilience comme le maintien des pratiques traditionnelles dans les espaces restreints, en organisant notamment des événements et des rencontres (Entretiens P4,

septembre 2024). Toujours dans le but de préserver l'identité de la destination et de renforcer la résilience environnementale qui est inhérente à cela, d'autres mis en place comme la réinterprétation des coutumes dans un cadre marchand ou une organisation communautaire articulant plusieurs types d'acteur existe dans la destination (Sène-Harper et Sèye, 2019 ; Diombera, 2020). Bocoum (2024) nous explique dans son étude sur les campements villageois que ces stratégies de résilience peuvent être défensives, lorsqu'il s'agit de préservation, ou encore adaptatives, lorsqu'il s'agit de transformation contrôlée.

Afin de réduire la dépendance au tourisme balnéaire étranger, la destination tente également d'attirer les touristes dans des festivals culturels. En effet, des touristes internationaux à la recherche d'immersion authentiques participent à des événements comme des célébrations locales ou religieuses ce qui permet aux acteurs locaux de générer des revenus tout en partageant leur patrimoine ainsi qu'en valorisant la culture de leur territoire (Doquet, 2016). Cela leur permet ainsi de se détacher de la dépendance au tourisme balnéaire existant dans la destination, tout en générant des retombées économiques qui pourront être réimplantées directement dans la résilience environnementale (Thiaw, 2016). Dans ce contexte, les touristes peuvent être sensibilisés aux valeurs culturelles locales grâce à des spectacles de danse traditionnels ou d'art, parfois gratuits. Et P5 souligne l'importance de ce type d'évènement afin d'attirer une clientèle plus respectueuse et davantage en recherche d'expérience enrichissante et de durabilité (Entretien P5, septembre 2024).

Enfin, des formes de tourisme culturel émergent à Saly et visent à mettre en avant le patrimoine sénégalais, son histoire riche et ses paysages naturels. P1 nous explique que certains guides non reconnus organisent la visite de villages, l'immersion dans des ateliers artisanaux ou encore la participation à des festivals traditionnels (Thiaw, 2016). Cela permet de mettre en avant les pratiques et les savoir-faire locaux, mais également d'intégrer les locaux dans la planification touristique, ce qui leur permet par ailleurs de générer davantage de retombées économiques. Le tourisme culturel permet également de mettre en avant certains petits commerces, de soutenir l'économie locale, mais aussi de faire découvrir aux touristes des techniques traditionnelles comme la poterie ou la teinture de tissu (SGF, 2017). Les enjeux socio environnementaux de la petite côte font donc émerger un bon nombre de formes de résilience informelle de la part des locaux et des acteurs du tourisme.

La position de levier économique du secteur touristique est notable, néanmoins une fragmentation des efforts de durabilité est observée. Il existe de nombreux enjeux liés à la résilience environnementale à Saly. Ces enjeux concernent particulièrement la coordination, les problèmes de gouvernance structurelle, l'urbanisation touristique ou encore la dépendance aux financements étrangers. La résilience environnementale est donc fragilisée et tente de coexister avec des dynamiques de financement externes qui appuient une logique de dépendance. En effet, malgré les apparences, ces financements ainsi que tous les enjeux cités précédemment réduisent parfois les capacités de résilience des acteurs dans la destination. Dans ce contexte, les acteurs du tourisme parviennent tout de même à mettre en place des formes de résilience informelle qui se traduisent par des actions locales ciblées et qui permettent de limiter l'évolution de l'érosion côtière, de la pollution et de la destruction des plages publiques. Des solutions prometteuses comme les politiques de zonage, les projets collaboratifs ou encore les différentes formes de tourisme alternatif offrent une possibilité de diversifier l'offre touristique tout en limitant la pression sur les écosystèmes fragiles. Cela permet également aux acteurs de renforcer leur coordination et d'inclure les populations locales dans leur planification.

## CHAPITRE V : CONCLUSION

Ce chapitre expose de manière structurée les résultats obtenus lors de l'analyse. La question de recherche et l'hypothèse formulées en début de mémoire vont permettre de structurer cette synthèse (Campenhoudt et Quivy, 2017).

### 5.1 Réponse à la question de recherche et à l'hypothèse

Ce mémoire a étudié la manière dont les acteurs du tourisme dans la destination de Saly au Sénégal font preuve de résilience face aux problèmes environnementaux qui découlent en partie du développement touristique de la destination. Le secteur du tourisme est le deuxième contributeur aux revenus nationaux, juste après le secteur de la pêche qui se place en première position. La destination de Saly est particulièrement appréciée des touristes locaux et internationaux. Saly est vue comme un moteur de développement touristique aménagé pour accueillir de nombreux visiteurs et les éblouir grâce à ces plages attractives (Coly, 2011). En 2017, le secteur touristique représentait déjà 7 % du PIB de la destination, ce qui a permis entre autres d'apporter un salaire à de nombreux locaux (Au Sénégal, 2019).

Cependant, la destination de Saly est particulièrement vulnérable aux fluctuations du marché touristique dans un cadre dans lequel une dépendance économique existe entre la destination et le secteur. En effet, l'expansion du secteur touristique s'accompagne de dégradations environnementales croissantes. Les pertes de littoral, l'érosion côtière et la diminution de la largeur des plages représentent un constat alarmant. La durabilité dans le tourisme est souvent multidisciplinaire et n'est pas perçue de la même manière par l'ensemble des parties prenantes dans la destination. Dans ce contexte, une prise en compte croissante des enjeux environnementaux de la part des acteurs a été observée lors du terrain de recherche. L'intégration du Sénégal aux Objectifs de développement durable (ODD) mis en place par l'Organisation des Nations Unies, permet au pays de mieux encadrer ses ressources naturelles, mais également de favoriser la conservation de ses espaces maritimes. C'est notamment à travers l'objectif 14 concernant la préservation des océans que le Sénégal s'est engagé à améliorer ses pratiques touristiques, protéger ses écosystèmes côtiers, réduire sa pollution et mieux gérer ses déchets liés au tourisme. Ces objectifs permettent aux acteurs de transformer

leurs engagements en actions concrètes, en tentant d'établir un consensus entre les attentes internationales et les pratiques locales (APIX, 2018).

La collecte de données documentaires et les réponses aux entretiens ont permis de répondre à l'hypothèse selon laquelle les acteurs du tourisme sénégalais mettent en place des mesures de résilience formelles et informelles face aux enjeux environnementaux qui s'articulent à d'autres défis comme les limites de moyens financiers, les enjeux de gouvernances structurelles, l'urbanisation touristiques ou encore la dépendance aux investisseurs externes. Cette hypothèse a été confirmée par notre analyse. Les acteurs du tourisme mettent en place un grand nombre de mesures de résilience formelles et informelles qui permettent de soutenir la durabilité et de limiter la dégradation environnementale dans la destination.

Sur le plan formel, la destination tente de réduire son impact environnemental à travers des initiatives comme le projet COAST qui incite les infrastructures touristiques à adopter des Systèmes de gestion environnementale (SGE). Cette initiative a aidé les habitants et les parties prenantes à utiliser leurs ressources de manière plus responsable. Par ailleurs, les SGE mises en place dans le cadre de ce projet impliquent des pratiques telles que le tri des déchets, la réduction de la consommation en eau et en énergie ainsi que la formation du personnel (Diombera, 2017). Ces pratiques aident la destination à utiliser les ressources de manière plus durable et à faire preuve de résilience face aux enjeux environnementaux dans la destination. D'autres initiatives existent, comme la création de cadres de gouvernance intégrés, tels que le Plan de Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) qui permet de faciliter la destination dans sa protection des ressources côtières, mais également de faciliter la transition vers un système de gestion intégrée et durable du tourisme dans la zone. L'objectif de cette structure de gouvernance est de mettre en place des partenariats qui peuvent assurer la sécurité des zones naturelles, limiter la construction dans les endroits sensibles comme les plages et les mangroves et créer de nouveaux plans de gestion pour ces espaces naturels (GOPA, 2013). La démocratisation des pratiques touristiques durables dans la destination de Saly s'accroît donc davantage, notamment à travers la mise en place de projets pilotes qui permettent progressivement d'intégrer des pratiques de tourisme durable et de s'aligner aux normes internationales.

Les efforts de résilience des acteurs face à l'érosion côtière et aux autres enjeux environnementaux sont donc notables, mais selon le Plan d'action de réinstallation (PAR),

ces derniers ne sont pas suffisants afin de répondre de manière globale aux enjeux de durabilité dans la destination. L'absence de soutien systémique de la part de l'État envers les acteurs touristiques locaux pose un problème notamment lorsque certains projets de durabilité touristiques attendent des financements solides afin de pouvoir décoller et que des projets visant une croissance économique immédiate à court terme sont privilégiés. Dans ce contexte, les possibilités d'innovation et d'amélioration sont restreintes. En effet, les interventions du secteur privé incluent des initiatives de durabilité, mais ces actes restent isolés car ils ne sont pas toujours alignés avec les politiques publiques et subissent un manque de soutien institutionnel et de mécanisme incitatif de la part du gouvernement afin d'agir à grande échelle (Simonet et Jobbins, 2016).

Bien que de nombreuses initiatives formelles soient mises en place, les budgets limités et la dépendance aux financements étrangers viennent restreindre la capacité et l'efficacité de la résilience des acteurs vis-à-vis des enjeux environnementaux (PAR, 2018 ; Simonet et Jobbins, 2016). Certaines petites infrastructures n'ont pas toujours les moyens nécessaires à leur disposition afin d'adopter des mesures écologiques et cela fragmente les pratiques de durabilité qui restent souvent limitées et accessibles aux établissements touristiques de grande envergure. Cette approche court-termiste du tourisme visant à répondre aux besoins économiques immédiats de la destination se traduit par une mise en œuvre inégale des projets de conservation de l'environnement dans la destination (Coly, 2011). Ces limites structurelles s'expliquent notamment par la nature externe et ponctuelle de la plupart des financements et du modèle de dépendance que les investisseurs étrangers appuient sur la destination. Dans ce contexte, les retombées économiques sont temporaires et ne permettent pas de garantir une amélioration à long terme de la durabilité dans la destination. (Diombera, 2021 ; APIX, 2018).

Des enjeux structurels inhérents à la gouvernance locale de la destination viennent également freiner la capacité de résilience des acteurs. Malgré sa croissance fulgurante, le secteur touristique à Saly est confronté à un manque de coordination (Coly, 2011). Les ministères chargés des activités touristiques de la destination peinent à s'accorder et à faire preuve de synergie. Certaines initiatives se fragmentent et peinent à être mises en place ou se contredisent. La possibilité des parties prenantes d'établir des stratégies de développement durables à long terme est donc limitée (Diombera, 2011). Des projets isolés naissent et leurs dynamiques moins intensives ne permettent pas de transformer les pratiques existantes de

manière structurelle (Simonet et Jobbins, 2016). La coopération intersectorielle est difficile à mettre en place dans un contexte où la destination est touchée par une absence de leadership et de cadres réglementaires efficaces. La consultation des communautés locales n'est pas généralisée et les décisions sont prises par certaines parties prenantes dont les priorités ne sont pas toujours environnementales (Coly, 2011). Dans leur étude, Dehoorne et Diagne (2008) nous confirment que cette multiplicité d'acteurs qui interagissent partiellement mène à une gouvernance dispersée. Il souligne également que les contraintes institutionnelles rendent plus complexes les partenariats entre le secteur public et le secteur privé. Malgré la réussite de certains projets pilotes à petite échelle, leur reproduction à grande échelle peut donc être entravée par des enjeux administratifs et financiers (Dehoorne et Diagne, 2008). Par ailleurs, certaines parties de la zone côtière ne sont pas concernées par cette résilience, ce qui ne permet pas de répondre de manière frontale aux réalités locales (Ciss, 1989).

Les dégradations de la petite côte, en partie liées au tourisme, sont souvent exacerbées par l'afflux important de touristes s'articulant à une urbanisation rapide. Le secteur touristique dans la région de Saly exerce une pression significative sur les ressources locales. Au fil du temps, un manque de planification environnementale adaptée et une artificialisation des côtes s'est opérée dans la destination. L'urbanisation effrénée des zones côtières a fragilisé les écosystèmes existants et dégradé l'habitat naturel des locaux (Coly, 2011). La mise en tourisme et la gouvernance de la destination ont également mené à une modification significative de la manière d'utiliser les terres dans la région. En effet, certaines parcelles qui étaient à l'origine utilisées pour l'agriculture, se sont vues transformées en résidences secondaires ou en complexes hôteliers (Sy, 1999 ; Sene et *al.*, 2018). Les lois établies par le Domaine public maritime (DPM) interdisant la construction permanente d'infrastructures ou de bâtiments à moins de 100 m de la mer ne sont pas toujours respectées. En effet, nombreuses sont les résidences construites dans ce périmètre malgré l'interdiction (Baijot, 2013 ; Niang, 2020). L'absence de politique intégrée et le non-respect de certaines législations favorisent une exploitation anarchique des littoraux, compliquant la résilience environnementale et l'adaptation aux effets du changement climatique (Simonet et Jobbins, 2016).

Les habitants sont donc davantage confrontés aux risques climatiques et environnementaux qui s'accroissent en même temps que la progression du secteur touristique dans la destination, les écosystèmes deviennent de plus en plus vulnérables et les ressources naturelles subissent

des pressions de plus en plus importantes (Diombera, 2010). Dans ce contexte, la perception nuancée vis-à-vis des enjeux environnementaux et de la durabilité dans la destination réduit la portée des mesures de résilience formelles. Les travaux de Diagne et Dehoorne (2008) nous ont montré que les considérations écologiques se retrouvent parfois marginalisées. En effet, le manque de représentation de la durabilité dans les discours gouvernementaux engendre une prise en compte partielle de ces enjeux par les locaux, les acteurs touristiques, ou encore les touristes.

La capacité des acteurs touristiques à faire preuve de résilience face aux problèmes environnementaux est donc confrontée à des enjeux de taille. Même si l'application de certaines mesures reste parfois disparate, d'autres, notamment celle prise par les acteurs locaux parfois individuellement, ou dans des cadres de programme et de projet, permettent de démocratiser davantage les pratiques de durabilité dans la destination. Dans ce contexte, des initiatives de résilience informelle visant à renforcer la protection de l'environnement sont entreprises. Afin de renforcer la résilience formelle, les acteurs locaux initient une protection participative du littoral qui permet de mieux suivre le fonctionnement et l'entretien des digues ou des plantations de protection. Cela permet aux habitants d'effectuer des mises en place artisanales si les rénovations ne sont pas prises en charge à temps par les politiques publiques. Une surveillance et un nettoyage informel permettent de limiter les dégradations environnementales des plages publiques endommagées par le tourisme dans la destination. Parallèlement des projets locaux de reboisement des dunes ou des mangroves se tiennent dans le cadre de programmes comme le PANA. La diversification des stratégies individuelles, ou encore la mise en place de micro agriculture locale, permettent aussi de répondre en partie à cette urgence environnementale. Par ailleurs, l'appui d'ONG locales afin d'obtenir des aides juridiques permet de renforcer la négociation des locaux face aux projets d'infrastructures touristiques. Dans le cadre des enjeux structurels de gouvernance, les acteurs touristiques mettent en place des réseautages entre hôteliers et associations, des modèles de tourisme communautaire qui impliquent davantage les populations locales, ou encore des plans d'adaptation au changement climatique. Certains établissements s'engagent même dans des efforts de pratique écologique, mais ces initiatives s'effritent parfois en dehors du cadre hôtelier (Entretiens, septembre, 2024).

Pour finir, afin de renforcer la résilience environnementale face à la dépendance aux financements étrangers, une incitation à soutenir les PME, des partenariats avec des ONG

étrangères, ou encore l'organisation d'évènements culturels, favorisent la transition vers un tourisme plus durable dans la destination. D'autres efforts ont été observés comme la collaboration entre le secteur privé et certaines ONG locales, le tri sélectif, la limitation de l'usage du papier et cela permet d'encourager les pratiques durables (Gaye et *al.*, 2011 ; Bajot, 2013). Toutes ces pratiques de résilience informelle constituent un levier important de durabilité malgré les contraintes structurelles. Les acteurs du tourisme sénégalais intègrent de nombreuses pratiques de durabilité dans leur planification touristique. Nous avons pu observer que des engagements ont été pris dans le cadre de politiques nationales et d'accords internationaux, comme par exemple les Objectifs de développement durable (ODD). Les résultats de notre étude nous montrent qu'il existe un intérêt grandissant de la part des acteurs du tourisme sénégalais envers les enjeux de durabilité, mais que les initiatives de résilience sont parfois inégalement réparties sur le territoire. L'hypothèse selon laquelle les acteurs du tourisme sénégalais mettent en place des mesures de résilience à Saly est confirmée, mais de nombreuses pistes d'amélioration subsistent. La destination nécessite une gouvernance intégrée et une plus grande autonomie financière afin de renforcer la résilience des acteurs et de généraliser les efforts déjà présents pour transiter vers un modèle de tourisme durable (Entretiens, septembre 2024 ; Diombera, 2011 ; Simonet et Jobbins, 2016 ; Diagne et Dehoorne, 2008).

## 5.2 Contribution à la littérature existante

Ce mémoire apporte sa pierre à l'édifice dans la littérature existante, en abordant la thématique du tourisme durable dans le contexte des pays en voie de développement. Nous avons pu analyser l'articulation entre durabilité, structure de gouvernance dans les destinations touristiques africaines et développement économique, et cela nous a permis d'en apprendre davantage sur les contraintes structurelles spécifiques à ce type de destination. Contrairement aux études du tourisme durable portées davantage sur les pays développés ou occidentaux, celle-ci nous permet de mettre en avant l'importance d'adapter les pratiques de durabilité aux réalités locales, ce qui par ailleurs, ne représente pas toujours un enjeu considérable pour les pays développés qui possèdent davantage de ressources exploitables et des cadres législatifs souvent mieux établis.

Malgré le fait qu'il existe déjà des articles et des ouvrages portant sur ce sujet, ce mémoire permet de souligner le rôle des acteurs touristiques dans le modèle de durabilité touristique.

En effet, lors de nos recherches, nous avons décrypté la structure des financements publics et privés, mais également les choix politiques et économiques de gouvernance propres à la destination. En appliquant cette recherche en durabilité à l'étude de cas de la destination de Saly, ce mémoire a démontré que pour assurer la réussite des initiatives internationales comme les Objectifs de développement durable (ODD), il est important d'établir des financements ciblés et de renforcer les partenariats public-privés afin de rendre accessibles ces mises en place, même pour les plus petites infrastructures touristiques.

Les concepts utilisés lors de cette recherche ont permis de mieux comprendre la flexibilité et l'adaptabilité des acteurs dans un contexte de vulnérabilité croissante (Walker et Salt, 2012 ; Roche et *al.*, 2022). La résilience a permis d'illustrer la variété des initiatives locales formelles et informelles. Le croisement de ce concept à des notions comme la justice environnementale, la durabilité ou encore la résilience territoriale ont permis d'enrichir l'analyse en tenant compte des rapports de pouvoir, des luttes d'appropriation de l'espace, mais également des dépendances structurelles (Thior et *al.*, 2021). Dans un contexte postcolonial, les discours qui s'articulent autour de la résilience aident à mieux comprendre la responsabilité de l'État et des communautés locales, tout en occultant le rôle des acteurs internationaux (Sène et Sèye, 2019 ; Lee et *al.*, 2020)

Pour finir, ce mémoire a permis de contribuer à la littérature existante, en intégrant notamment des notions participatives au sein de la thématique de la gouvernance touristique. En effet, les communautés locales ont été incluses dans la réflexion, mais également dans l'analyse à travers les entretiens, afin d'inciter à une démocratisation de la gouvernance partagée dans le tourisme durable. Il est important de souligner que lorsque les initiatives de durabilité sont imposées sans que les communautés locales aient été consultées, ces dernières peuvent être perçues comme des contraintes, limitant ainsi leurs portées dans la destination.

### 5.3 Limites de la recherche

Lors de la recherche et de la rédaction de ce mémoire portant sur les enjeux environnementaux dans la destination de Saly, il est arrivé que nous nous retrouvions heurtés à certaines limites. En effet, dans un premier temps, nous avons été confrontés à un manque d'accès aux données quantitatives détaillées, mais également aux données financières de certaines organisations. Il a été compliqué d'obtenir certaines informations concernant des

budgets alloués, des subventions internationales, ou encore des coûts liés à la mise en place de programmes de durabilité, notamment quand ces derniers s'articulent au gouvernement. Un bon nombre de documents nécessaires à la recherche n'étaient donc pas accessibles au public et cela a rendu l'analyse de la résilience plus complexe. Par ailleurs, en ce qui concerne les réponses aux entretiens, certaines étaient parfois non exhaustives. En effet, malgré le fait que nous soyons parvenus à trouver des acteurs touristiques acceptant de participer à ces entretiens, certains d'entre eux semblaient parfois hésitants à répondre à certaines questions, notamment celle liée aux défis financiers ou encore celle qui pouvait contenir des informations confidentielles.

Nous avons rencontré des difficultés à accéder à des données actualisées. La plupart des outils d'analyse et des tableaux résultants d'études chiffrées datent d'avant la pandémie de COVID-19. Il est donc délicat de se baser uniquement sur ces informations dans un cadre où le contexte touristique, social et économique a énormément évolué depuis cette crise. Également, dans le cadre des plans d'action et des programmes mis en place après 2023, il est délicat d'en tirer des conclusions étant donné le manque de recul sur les réels résultats de ces mises en œuvre. C'est pour cette raison que nous avons inclus dans ce mémoire des articles plus récents, mais également les réponses obtenues lors des entretiens effectués au moment de notre terrain de recherche (Entretiens, septembre 2024).

#### 5.4 Pistes d'améliorations

Il pourrait être bénéfique que le gouvernement propose des réductions d'impôts, notamment aux établissements qui souhaiteraient s'aligner à des mesures de gestion durable. Dans ce cadre-là, des exonérations fiscales pourraient être attribuées aux établissements mettant en œuvre des initiatives comme l'installation de systèmes d'énergie renouvelable ou la réduction de leur empreinte carbone. Ces mesures incitatives pourraient finalement permettre de rendre plus attractives et plus accessibles l'adoption de pratiques durables dans les hôtels et les structures touristiques de la côte et d'amoindrir les coûts initiaux parfois élevés de certaines machines et installations écologiques (Ministère de l'Environnement et de Développement Durable, 2011). En effet, la majorité des pratiques écologiques sont très coûteuses, ce qui complique parfois l'adoption de ces pratiques pour les hôtels de plus petite envergure. Les subventions pour les équipements éco-énergétiques seraient très utiles pour les hôtels souhaitant réduire leurs consommations en énergie, mais n'ayant pas forcément les ressources

nécessaires afin d'investir dans ce type de technologies. Par ailleurs, pour renforcer la durabilité, mais également la compétitivité des entreprises locales, ces subventions pourraient prendre la forme de crédits à taux préférentiel orientés directement vers des projets écologiques qui permettraient notamment d'attirer davantage une clientèle sensible aux enjeux écologiques (Thiaw, 2016).

Parmi les initiatives qui paraissent pertinentes, la mise en place d'un label écologique national pourrait faire office de catalyseur pour l'ensemble des pratiques de durabilité dans la destination. En effet, les entreprises s'alignant aux réglementations strictes de durabilité mises en place au préalable pourraient se voir décerner ce label qui permettrait d'effectuer une distinction entre les entreprises touristiques durables et celles qui ne le sont pas. Par exemple, dans d'autres destinations africaines, notamment en Afrique du Sud, certains labels ont été mis en place comme « Blue Flag » ou encore « Clé Verte » et ont démontré que ces initiatives peuvent engendrer des résultats positifs sur la destination en matière de durabilité (Sucheran, 2020 ; Bouaouinate et Al., 2015). La mise en place de ces labels a permis d'inciter les locaux à attirer une clientèle davantage axée sur la durabilité et d'investir dans des infrastructures durables (Thiaw, 2016). Cependant, il est important de relever les potentiels limites de cette mise en place qui se définissent par un risque de consolidation de la position dominante des acteurs étrangers, dû au fait que ces derniers possèdent davantage de ressources pour rester concurrentiels. Cela pourrait également entraîner une standardisation, qui amènerait à l'ignorance des pratiques locales, une inégalité accrue dans le partage des bénéfices, ainsi qu'à un risque de renforcement des acteurs étrangers qui sont souvent mieux placés pour répondre rapidement aux exigences des appels écologiques (Honey, 2013).

La réduction des coûts de certification ainsi que le soutien à l'éco-certification représentent un levier important dans le secteur touristique et pourraient être pertinents dans la destination de Saly. En effet, le gouvernement pourrait participer en partie au coup de certification des moyennes et petites entreprises afin de leur faciliter l'accès à des labels internationaux de durabilité comme EarthCheck ou GreenKey (Spenceley, 2005). Ces certifications représentent des coûts élevés, parfois même inaccessibles pour certains acteurs locaux, mais pourraient être très pertinentes pour stimuler l'attractivité durable de la destination (Entretiens P1 et P4, septembre 2024). Dans un cadre où les coûts de certification seraient réduits ou subventionnés en partie par le gouvernement, davantage d'établissements

pourraient s'engager dans des pratiques durables, ce qui pourrait impacter l'image de la destination de manière très positive.

Même si un intérêt envers les enjeux environnementaux a été observé, il pourrait être pertinent pour la destination d'établir une revalorisation de la durabilité en la positionnant en tant que vecteur de compétitivité au sein du secteur touristique. La durabilité a su au fil des années convaincre de nombreux touristes devenus adeptes des voyages responsables. Dans ce contexte et grâce aux nombreuses mesures de résilience mises en place par les acteurs du tourisme sénégalais, la destination de Saly pourrait davantage se positionner en tant que destination durable et protéger une grande partie de ses ressources naturelles afin de renforcer son attractivité au niveau international. Cela pourrait également constituer un levier de résilience en faveur des communautés locales qui accumuleraient ainsi un capital économique, mais également écologique. Dans ce contexte, tout en sachant que les enjeux de développement économique et de préservation des ressources sont communs à un grand nombre de pays en voie de développement, le modèle touristique appliqué à la destination de Saly, pourrait constituer un exemple pour d'autres destinations qui s'établissent dans le même contexte économique, environnemental et touristique. Dans ce cadre-là, nous pouvons maintenant nous demander dans quelle mesure les principes de durabilité observés dans la destination de Saly, peuvent-ils inspirer des stratégies touristiques semblables dans d'autres destinations en développement confrontées aux mêmes défis environnementaux ?

Cette conclusion a répondu à notre question de recherche en analysant de quelle manière les acteurs du tourisme sénégalais font preuve de résilience face aux défis environnementaux. Nous avons compris dans quelles mesures ces acteurs étaient capables de concilier croissance économique et durabilité, et les résultats nous montrent que malgré l'existence d'initiatives prometteuses, des obstacles majeurs freinent encore la transition vers un tourisme totalement durable. La réponse à l'hypothèse permet de souligner le potentiel de Saly à devenir un modèle de tourisme durable dans les pays en voie de développement, notamment grâce à des mesures de résilience informelles observées dans la destination.

## RÉFÉRENCES

- Adebayo, W. G. (2025). Resilience in the face of ecological challenges: Strategies for integrating environmental considerations into social policy planning in Africa. *Sustainable Development*, 33(1), 203-220.
- Adger, W. N. (2000). Social and ecological resilience: are they related? *Progress in human geography*, 24(3), 347-364.
- Afenyo-Agbe, E., & Mensah, I. (2022). Principles, benefits, and barriers to community-based tourism: Implications for management. In *Prospects and challenges of community-based tourism and changing demographics* (pp. 1-29). IGI Global Scientific Publishing.
- Agence DËKK. (2025). Saly au Sénégal : Vivre, Investir et Profiter du Cadre Paradisiaque en 2025
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. (2008). Situation économique et sociale du Sénégal 2007. *République du Sénégal, Ministère de l'Économie et des Finances*.
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. (2020). Situation économique et sociale du Sénégal 2017-2018. *République du Sénégal, Ministère de l'Économie et des Finances*.
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. (2016). Enquête Nationale sur la Demande Touristique au Sénégal (2015-2016). *Dakar : ANSD*.
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. (2016). Rapport des enquêtes nationales sur l'offre et la demande touristiques au Sénégal. *Dakar : ANSD*.
- Agence de Presse Sénégalaise - APS. (2023). Sénégal-Tourisme-Budget : Hausse de 8,20 % du budget 2024 du ministère du Tourisme et des Loisirs.
- Aguinis, H., Kraus, S., Potek, J., Meyer, N., & Jensen, S.H. (2023). The why, how, and what of public policy implications of tourism and hospitality research. *Tourism Management*, 97, 104720.
- Agung Prakoso, A., Pradipto, E., Sani Roychansyah, M., Nugraha, B.S. (2020) Community based tourism : concepts, opportunities and challenges. *Journal of Sustainable tourism and Entrepreneurship*.
- Agyeman, J., Bullard, R. D., & Evans, B. (Eds.). (2003). Just sustainabilities: Development in an unequal world. *MIT press*.

- Alioune, B., & Faye, O. (2007). Les innovations financières dans le développement des activités touristiques de l'État sénégalais et dans le cadre de la coopération décentralisée. *Marché et Organisation*, p. 35-51.
- Almeida-Santana, A., & Moreno-Gil, S. (2019). Perceived sustainable destination image: Implications for marketing strategies in Europe. *Sustainability*, 11(22), 6466.
- Alohomin Gantoli, R. F. (2021). Effets du smart shopping sur les variables relationnelles pour des produits de consommation au Québec : achat de vêtements. *Université du Québec à Montréal*.
- Amroune, B. (2014). Impact des programmes de mise à niveau sur la performance de la PME dans un environnement ouvert et intense : cas de l'Algérie. *Université du Québec à Montréal*.
- Andrianarimisa, A., Andrianjakarivelo, V., Ramaroson, S., Ratelolahy, F., Randriambololona, N., Jaozandry, J. J., & Andriamaholy, V. (2013). Transfert de gestion et conservation de la biodiversité de Makira, Nord-Est de Madagascar. *Hal Science - Conférence sur le rôle et la place des transferts de gestion des ressources naturelles renouvelables dans les politiques forestières actuelles à Madagascar*.
- Astawa, I., Wardana, I., Sukaatmadja, I., & Sukawati, T. (2024). Inclusive tourism: A driving force for collaborative governance in advancing sustainable village tourism. *Asian Journal of Business Research*, 14(2).
- Aubert, O. (2008). La pêche sénégalaise à la dérive. *Alternatives Économiques*, 266(2), 44-44.
- Au-Sénégal. (2019). Fréquentation touristique du Sénégal : Les vrais chiffres. *Le tourisme au Sénégal*.
- Autissier, D. et Vandangeon-Derumez, I. (2021). Définition de la résilience organisationnelle par K. E. Weick. *Question(s) de management*, 35(5), 43-49.
- Ba, H., Tall, A., Bah, M., & Ndiaye, B. (2008). Situation économique et sociale du Sénégal : 2007. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). *Ministère de l'Économie et des Finances, République du Sénégal*.
- Baggio, R., & Cooper, C. (2010). Knowledge transfer in a tourism destination: the effects of a network structure. *The Service Industries Journal*, 30(10), 1757-1771.
- Bagus, S. I., Imade, S. U., Nyoman, S. I. A., & Putu, W. S. N. (2019). Community based tourism as sustainable tourism support. *Russian Journal of Agricultural and Socio-Economic Sciences*, 94(10), 70-78.
- Baijot, É., avec la contribution de Dione, M., & Marchesi, N. (2013). Établissement de la stratégie nationale de gestion intégrée des zones côtières. *Rapport stratégique*. Sénégal.

- Banque Mondiale. (2016). Revue de l'urbanisation : Villes émergentes pour un Sénégal émergent. *Dakar : Banque Mondiale*.
- Basrawi, M. S., & Choudhry, A. M. (2022) Study the Impact of Tourism on the Environment and Local Culture.
- Bavière, M., Bertrand, A., Dauchy, S., Diouf, B., Lacombe, B., & Vaugelade, J. (1977). Exode rural et urbanisation au Sénégal: Sociologie de la migration des Sérère de Niakhar vers Dakar en 1970.
- Becker, H. S. (2002). Les ficelles du métier - comment conduire sa recherche en sciences sociales. *Grands Repères*
- Becken, S., & Johan, R. (2010). Tourism and the Environment: A Review of Key Issues. *Economics and Management of Tourism*.
- Benamara, M. K., Nacer, M. M. A., & Hmidani, M. Z. (2018). Program of certification of the Moroccan tourism development companies. Case of a certification program of the development and promotion company of Taghazout resort, Souss-Massa region, (Morocco). *International journal of scientific management and tourism*, 4(3), 23-54.
- Berthiaume, B. (2015). Impact de l'expérience en magasin sur la fidélité : le cas des cosmétiques. *Université du Québec à Montréal*.
- Bhote, G. R. (2016). Perceptions of Tourism Stakeholders towards Tourism Industry in Nepal. *Journal of Business and Social Sciences Research*, 1(1), 129-143.
- Blangy, S., et McGinley, R. (2010). Recherche-action participative et collaborative autochtone: améliorer l'engagement communautaire dans les projets touristiques. *Téoros*, 29(1), 69-80.
- Boubaker, H. B. (2007). Climat, Tourisme et Environnement. *XXème colloque international de climatologie*.
- Bocoum, S. (2021). Tourisme rural intégré et développement local en Basse Casamance (Sénégal). *6ième édition des Rencontres Internationales des Jeunes Chercheurs en Tourisme 2021*.
- Bocoum, S. (2024). Tourisme rural intégré, facteur de résilience des territoires enclavés: étude du campement villageois dans la localité d'Affiniam : Basse Casamance/Sénégal. *Sciences Eaux & Territoires*, (46), 8222.
- Bogers, M., Biermann, F., Kalfagianni, A., Kim, R. E., Treep, J., & De Vos, M. G. (2022). The impact of the Sustainable Development Goals on a network of 276 international organizations. *Global Environmental Change*, 76, 102567.

- Bouaouinate, A., & Saloui, A. (2015). L'évolution du label touristique «La Clef Verte» au Maroc le géoparc du jbel bani-tata. *Geoparc Jbel Bani*
- Boukar, M. (2023). Gestion des déchets dans les villes d'Afrique: Réduire recycler réutiliser 3R. *Valorisation pour la production d'électricité et autres applications*.
- Bramwell, B., & Lane, B. (1993). Sustainable Tourism: An Evolving Global Approach. *Journal of Sustainable Tourism*, 1(1), 1-5.
- Bramwell, B., & Lane, B. (2011). Critical research on the governance of tourism and sustainability. *Journal of Sustainable Tourism*, 19(4-5), 411-421.
- Brasseur, M., & Leroux, E. (2014). Tourisme et développement durable: La responsabilité sociale en question. *Revue Interdisciplinaire sur le Management et l'Humanisme*, (1), 2-2.
- Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative research in psychology*, 3(2), 77-101.
- Bucoy, A. I., & Moreno, F. (2024). Evaluating the Efficacy of Community-Based Tourism as a Strategic Public Administration Initiative for Sustainable Development: A Case Study of Zamboanga City, Philippines.
- Buffa, F. (2015). Young tourists and sustainability. Profiles, attitudes, and implications for destination strategies. *Sustainability*, 7(10), 14042-14062.
- Campenhoudt, Luc Van, & Quivy, Raymond (2017). Manuel de recherche en science sociale.
- Camus, S., Hikkerova, L., & Sahut, J. M. (2010). Tourisme durable : une approche systémique. *Revue management et avenir*, (4), 253-269.
- Cazes, G. (1994). Le tourisme international dans les relations Nord-Sud: perspectives territoriales et géopolitiques. *Téoros*, 13(2), 8-11.
- Cazes, G. (1998). Tourisme et développement: du modèle intégré au modèle soutenable. *Tourismes, touristes, sociétés*, 97-105.
- Chan, T., Ford, L., Higham, C., Pouget, S., Setzer, J., Williamson, L. & Dávalos González, J. (2023). Corruption and integrity risks in climate solutions: an emerging global challenge. *LSE Policy Report*, 10, 23.
- Chelpi-den Hamer, M. (2020). L'aide au développement de qui? Les États-Unis et la Chine dans leurs relations avec les Suds. *Revue internationale et stratégique*, 120(4), 81-90.
- Cherni, C. (2011). Mesure de la perception par les clients de la compétence et de la crédibilité des directeurs de comptes bancaires selon leur profil de leadership expérientiel. *Université du Québec à Montréal*.

- Cinyabuguma, M., & Valdivia, M. (2015). Où mettrons-nous les pieds quand tout le sable aura disparu ? L'érosion du littoral menace l'avenir du Sénégal. *Banque Mondiale Blogs*.
- Ciss, G. (1989). Saly-Portudal, un village sénégalais face au tourisme international. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 42(165), 53-72.
- Ciss, G. (2016). Le foncier est la voie la plus rapide pour s'enrichir. *Xalima News, Site de référence de l'actualité sénégalaise*.
- Climate Action Tracker. (2022). An assessment of the government's ability and readiness to transform Senegal into a zero emissions society. *Climate Analytics*
- Coëffe, V. (2010). Le tourisme, fabrique d'urbanité. Matériaux pour une théorie de l'urbain. *Mondes du tourisme*, (2), 57-69.
- Coly, A. (2001). Étude sur la vulnérabilité du secteur touristique à Saly et de ses implications socioéconomiques sur l'économie locale au niveau de la station touristique. *Université Gaston Berger de Saint-Louis*.
- Condes, D. (2004). Les incidences du tourisme sur le développement. *Revue Tiers Monde*, p. 269-291.
- Country Economy. (2021). Unemployment, CPI, and global economic indicators.
- Cozma, A. C., Coros, M. M., Pop, A. M., Gavrilesco, I., & Dinucă, N. C. (2023). Corruption, deforestation, and tourism-Europe case study. *Heliyon*, 9(8).
- Crétois, J. (2024). Sénégal : "Chasse aux sorcières" ou lutte contre la corruption, les nouvelles autorités ciblent des cadres de l'ancien régime. *Le Monde Afrique*.
- Daghri, T., & El Omari, S. (2015). Du tourisme de masse au tourisme rural au Maroc: le cas de la commune rurale d'Asni. *Études caribéennes*, (31-32).
- Dangi, T. B., & Jamal, T. (2016). An integrated approach to "sustainable community-based tourism". *Sustainability*, 8(5), 475.
- Dehoorne, O. (2002). Tourisme, travail, migration : interrelations et logiques des mobilités. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, tome 18, n° 1, p. 7-36.
- Dehoorne, O., & Khadre Diagne, A. (2008). Tourisme, développement et enjeux politiques: l'exemple de la Petite Côte (Sénégal). *Études caribéennes*.
- Delaplace, M., Kadri, B., Levet-Labry, E., & Safaa, L. (2018). Risques, résilience et pérennité des destinations touristiques: une introduction. *Études caribéennes*, (2).
- Denzin, N. K., & Lincoln, Y. S. (Eds.). (2011). *The Sage handbook of qualitative research*.

- Denzin, N. K. (2017). *The research act: A theoretical introduction to sociological methods*. Routledge.
- Dia, N., Fall, A., Ka, R., Fall, A., Kiori, D. E., Goudiaby, D. G. & Niang, M. N. (2015). Epidemiology and genetic characterization of measles strains in Senegal, 2004-2013. *Plos One*, 10(5).
- Diagne, A. K. (2001). Impacts of coastal tourism development and sustainability: A geographical case study of Sali in the Senegalese Petite Côte. *Geographical Review of Japan*, Vol. 74, no 1.
- Diagne, A. K., & Yamamura, J. (2000). Tourism Development and Environmental Coast Laws in Senegal: The Case of the Petite Côte. *The Arab World Geographer*, 3(2), 113-131.
- Diallo, M., & Kane, D. (2022). Caractérisation de la résilience organisationnelle en contexte de TPE du secteur informel au Sénégal. *Revue Africaine de Gestion (RAG)*, 5(2).
- Diallo, M., Dieme, M., & Silla, M. (2022). Stratégies de résilience dans le secteur informel en période de pandémie: cas de la covid-19. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 3(3).
- Diatta, A. S. P. (2019). Effet du biochar et du compost d'anacarde sur le développement du riz dans les bas-fonds sulfato-ferrugineux salés du village de Bouteum en Basse Casamance.
- Diombéra, M. (2011). Aménagement et gestion touristiques durables du littoral sénégalais de la petite-côte et de la basse-Casamance. *Université Gaston Berger de Saint-Louis*.
- Diombéra, M. (2012). Le tourisme sénégalais à la recherche d'une nouvelle identité. *Téoros*, 31(2), 21-30.
- Diombera, M. (2017). Le développement touristique et l'occupation des espaces littoraux: quels enjeux pour les territoires de la Petite Côte sénégalaise?. *Études caribéennes*, (36), 1-22.
- Diombera, M. (2018). La station balnéaire de Saly au Sénégal : développement ou déséquilibre ? cité dans DUTERME, Bernard (2018). *La domination touristique*, p. 155-163.
- Diombera, M. (2020). Dynamique territoriale et développement touristique quelles stratégies environnementales durables à Saly (Petite Côte, Sénégal) ? *Études caribéennes*. 1-24.
- Diombera, M. (2021). Les impacts socioéconomiques de la COVID-19 sur le tourisme littoral: le cas de la station de Saly Portudal (Sénégal). *Études caribéennes*, (49).

- Diombera, M. (2021). Reconfigurations spatiales du tourisme sur la Petite Côte (Sénégal): vers un ancrage territorial diffusé?. *Revue Africaine des Sciences Sociales et de la Santé Publique*, 3(1), 156-178.
- Dione, B. (2024). Vers un tourisme durable au Sénégal. leçons et stratégies du TTDI 2024. *Senegal Insights*.
- Diouf, M. (1989). Représentations historiques et légitimités politiques au Sénégal (1960-1987). *Revue de la Bibliothèque nationale*, (34), 14-23.
- Diop, A. (1986). L'organisation touristique de la Petite Côte sénégalaise et ses rapports avec les autres formes d'occupation de l'espace. Thèse de Doctorat de 3<sup>e</sup> Cycle, *U.E.R de Géographie et d'Aménagement de l'Espace, Université Paul Valéry Montpellier III*,
- Diouf, B. S. (1987). Le tourisme international : étude géographique de son impact sur la Petite Côte et en Basse Casamance (Sénégal). Thèse de Doctorat de 3<sup>e</sup> Cycle, Département de Géographie, *Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université Cheikh Anta Diop*.
- Diouf F. S. (2015). Saly Portudal, une station balnéaire vue la nuit, essai d'une géographie littorale au Sénégal. Mémoire de Master II en Géographie, *Département de Géographie, Université Cheikh Anta Diop*.
- Diongue, M., & Diouf, S. (2018). Urbanisation des périphéries urbaines et risques d'inondation à Dakar (Sénégal). *Les inondations à Dakar : Gestion des risques et adaptations locales*, (31).
- Diouf, F. S., Fall, M. B., & Mouhamadou, S. (2022) Site touristique et évolution spatiotemporelle d'un milieu géographique. *Laboratoire de Géographie, IFAN CAD*
- Doquet, A. (2016). Le Tourisme : Un Ressort pour la Culture Comme Pilier du Développement Durable. Les Exemples du Sénégal et du Mali. In *Proceedings of the African Futures Conference*, Vol. 1, No. 1., 11-12.
- Dornier, R., Zilberberg, I., Selmi, N., & Majd, T. (2016). Développement durable et choix des indicateurs : le cas de l'hébergement type Airbnb. *Revue Management et Avenir*, 1-20.
- Du Saussay, C. (1986). La législation forestière au Cap-Vert, en Ethiopie, en Gambie, au Mali et en Mauritanie, au Niger, au Rwanda et au Sénégal (No. 37). *Food & Agriculture Org*.
- El Azyzy, Y & Mouhoud, B. (2023) Le secteur touristique et les enjeux de durabilité et de compétitivité pendant les crises majeurs : une étude approfondie de l'impact de la pandémie de Covid-19. *Journal of Integrated Studies In Economics, Law, Technical Sciences & Communication*.
- English, E. P. (2016). Senegal: A service economy in need of an export boost. *WIDER Working Paper, The United Nations University World*

Espinoza-Figueroa, F., Vanneste, D., Alvarado-Vanegas, B., Farfán-Pacheco, K., Rodríguez-Girón, S., & Saquicela, V. (2025). The Misunderstanding Between Tourism Resilience and Survival: Stakeholder Perceptions and Policy Effectiveness in Ecuador During the COVID-19 Pandemic Crisis. *Sustainability*, 17(9), 4034.

Fall, P. S. (2021). Analyse de la dynamique spatiale, de la vulnérabilité et de la stratégie d'adaptation des populations face à l'érosion côtière : cas de Popenguine-Ndayane (Petite côte).

Faye, C. (2020). Ressources en eau et développement durable au Sénégal. *Paris : L'Harmattan*.

Faye, G. (2023) Rapport d'activités N° 1 Réserve Communautaire Biodiversité de Ngasobil. *Projet Coast Sénégal*

Fernandes, G. (2018). Wagnild and Young's Resilience Scale Validation for IS Students. *International Conference on Enterprise Information Systems*.

Ficou, M. (2024). Érosion côtière : le Sénégal disposé à mettre en place des programmes pour préserver les habitats des zones impactées.

Foi, U. (2011). et de ses implications socio-économiques sur l'économie locale au niveau de la station touristique.

Fortin, M. F., & Gagnon, J. (2022). Fondements et étapes du processus de recherche méthodes quantitatives et qualitatives, 4e édition.

Fossey, E., Harvey, C., McDermott, F., & Davidson, L. (2002). Understanding and evaluating qualitative research. *Australian & New Zealand journal of psychiatry*, 36(6), 717-732.

Gagné, M., Ka, I. (2022) Senegal - Context and Land Governance. *Land Portal*

Galat-Luong, A., & Galat, G. (2007) Proximité des aires protégées et perception du tourisme et de l'exploitation de la faune par les populations résidentes.

Gaye, N., Leloup, F., & Sow, A. (2011). L'Aire Marine Protégée, un instrument pour un tourisme durable et territorial au profit des communautés locales? le cas de Bamboung (Sénégal), 48ème Colloque ASRDLF. *Schælicher, Martinique*.

Gaye, A. (2020). Le caractère ambivalent de la relation entre tourisme et patrimoine en pays Bassari (Sénégal). *Études caribéennes*, (6).

García-Buades, M. E., García-Sastre, M. A., & Alemany-Hormaeche, M. (2022). Effects of overtourism, local government, and tourist behavior on residents' perceptions in Alcúdia (Majorca, Spain). *Journal of outdoor recreation and tourism*, 39, 100499.

- Gilbertas, B. (2011) Tu l'as créé quand l'Océanium ? *Ecofung*
- Girard, A. et Schéou, B. (2012). Le tourisme solidaire communautaire à l'épreuve des illusions culturalistes et participatives. L'exemple d'une expérience au Bénin. *Mondes en développement*, 157(1), 67-80.
- Goldman, M. (2003). Partitioned nature, privileged knowledge: community-based conservation in Tanzania. *Development and change*, 34(5), 833-862.
- Gössling, S., Hall, C. M., Ekström, F., Engeset, A. B., & Aall, C. (2012). Transition management: A tool for implementing sustainable tourism scenarios?. *Journal of Sustainable Tourism*, 20(6), 899-916.
- Gouvernement du Sénégal. (2020). Cadre de gestion environnementale et sociale : Projet de développement du tourisme et des entreprises (PDTE). *Dakar : Gouvernement du Sénégal*.
- Granjou, C. (2014). Pour une sociologie de l'environnement. Environnement, société et politique. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 8(2), 483-488.
- Gravari-Barbas, M., & Jacquot, S. (2014). World Heritage, tourism and sustainable development in Africa: discourses, approaches and challenges. *Patrimoine mondial tourisme et développement durable en Afrique*.
- GEIC. (2023). Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. *AR6 rapport de synthèse : Changement climatique 2023 (GIEC)*.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. (2008). Le changement climatique et l'eau. Sous la direction de Bryson Bates, Zbigniew W. Kundzewicz, Shaohong Wu, & Jean Palutikof. *Organisation météorologique mondiale (OMM) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), (GIEC)*
- Gueye, M. (2024). Équipe No.6 - Travail Pratique No.1 Devis quantitatif MDT8601 *Cours Méthodologie de la recherche en tourisme*.
- Guedes-Neto, J. V. (2017). Pragmatism and Sustainability: towards an economically reasonable and pro-environment scientific change. *Revista Meio Ambiente e Sustentabilidade*, 12(6), 120-129.
- Hall, C. M. (2008). Tourism planning: Policies, processes and relationships. *Pearson education*.
- Hall, C. M., Prayag, G., & Amore, A. (2017). Tourism and resilience: Individual, organisational and destination perspectives (Vol. 5). *Channel View Publications*.
- Hayat, L. (2006). Tourisme à Saly-Portudal (Sénégal) ou la rencontre de deux imaginaires. *Mémoire de Maîtrise d'Ethnologie*.

- Harvey, D. (2006). Spaces of global capitalism.
- Harvey, D. (2010). Géographie et capital. Vers un matérialisme historico-géographique. *Syllepse*.
- Harvey, D. (2010) Notes pour une théorie du développement géographique inégal. Chapitre 8. Dans David Harvey, *Géographie et capital : Vers un matérialisme historico-géographique*, Paris : Éditions Syllepse.
- Harms, E. (2013). The global sustainable tourism council. *Sustainable tourism & the millennium development goals: Effecting positive change*, 297-306.
- Higgins-Desbiolles, F. (2006). More than an "industry": The forgotten power of tourism as a social force. *Tourism management*, 27(6), 1192-1208.
- Higham, J., & Williams, R. (2014). Whale-watching and wildlife tourism in the context of climate change: responding to new challenges. *Tourism in Marine Environments*, p. 59-70.
- Honey, M. (1999). Ecotourism and sustainable development. Who owns paradise?
- Honey, M., & Frenkiel, K. (2021). Overtourism: Lessons for a better future. *Island Press*.
- Hugon, P. (2016). Du bilan mitigé des Objectifs du Millénaire pour le développement aux difficultés de mise en œuvre des Objectifs de développement durable. *Mondes en développement*, 174(2), 15-32.
- Ianja. (2024). Contribution du tourisme dans l'économie du Sénégal. *CapMad*.
- Ido Babou, E. (2020). Les impacts du climat sur le tourisme : Le site de Laongo (Burkina Faso). *Études caribéennes*, (6).
- IFAD. (2006) Community-based natural resource management.
- Iguergazix Dahmoun, W. (2021). Développement durable et tourisme durable : la nouvelle stratégie de l'Algérie. *International Journal of Eco-Cultural Tourism, Hospitality Planning and Development*, 4(1), 95-113.
- Jamal, T. (2004). Sustainable tourism in a global village: Considering the contradictions. *Niche Tourism*, 33-45.
- Jebbouri, A., Zhang, H., Imran, Z., Iqbal, J., & Bouchiba, N. (2022). Impact of destination image formation or tourist trust: Mediating role of tourist satisfaction. *Frontiers in Psychology*, 13, 845538.
- Jennings, G. R. (2018). Qualitative research and tourism studies. *The SAGE Handbook of 2*.

- Kadri, B., Martin, C., & Duguay, B. (2018). La mise en tourisme de la ville: de la transformation de l'espace à la résilience de la destination. *Études caribéennes*, (2).
- Kadri, B., Khomsi, M. R., & Bondarenko, M. (2011). Le concept de destination: diversité sémantique et réalité organisationnelle. *Téoros*, 30 (1), 12-24.
- Kadri, B., Delaplace, M., Grenier, A. A., & Roche, Y. (2022). Vocabulaire du discours touristique. *Québec : Presses de l'Université du Québec*.
- Kane, A. (2014). Programme d'action mondiale pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres : le Cas du Sénégal. *Département de Géographie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar*.
- Kane, M. (2005). Mise en œuvre d'un tourisme culturel au Sénégal : Le cas de la Petite Côte. Mémoire de Diplôme d'Études Professionnelles Approfondies (DEPA), *Université Senghor, Alexandrie, Égypte*.
- Karla, A. B., Christina, T., & Higgins-Desbiolles, F. (2019). A critical framework for interrogating the United Nations Sustainable Development Goals 2030 Agenda in tourism. *Journal of Sustainable Tourism*, 1-19.
- Kieu, M., & Senanayake, G. (2023). Perception, experience and resilience to risks: a global analysis. *Scientific Reports*, 13(1), 19356.
- Kourad, H. (2024). Une bonne gouvernance pour un tourisme en perspective du développement durable. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 5(5).
- Krapf, K. (1961). Les pays en voie de développement face au tourisme: Introduction méthodologique. *The Tourist Review*, 16(3), 82-89.
- Labatut, J. M., & Tapsoba, S. (1994). Réseau de recherche sur les politiques sociales en Afrique centrale et occidentale, Saly Portudal, Sénégal. *rapport de synthèse*.
- Laboratoire d'Analyse des Mutations Politico-juridiques, Économiques et Sociales - LAMPES. (2024). Échanges : Revue de philosophie, littérature et sciences humaines. Université de Lomé, *Faculté des Sciences de l'Homme et de la Société*.
- Laliberté, M. (2005). Le tourisme durable, équitable, solidaire, responsable, social...: un brin de compréhension. *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, 24(24-2), 69-71.
- Lapointe, D., & Sarrasin, B. (2019). Tourism and terrorism The determinants of destination resilience and the implications for destination image.
- Lange, G. M. (2015). Tourism in Zanzibar: Incentives for sustainable management of the coastal environment. *Ecosystem Services*, 11, 5-11.

Lascoumes, P. (2004). Gouverner par les instruments.

Le360 Afrique. (2024). Le Sénégal, troisième pays d'Afrique le plus vulnérable à l'érosion côtière.

Lee, K., Braithwaite, J., & Atchikpa, M. (2020). Understanding colonial legacy and environmental issues in Senegal through language use. In *Social, Cultural, and Behavioral Modeling: 13th International Conference, SBP-BRiMS 2020, Washington, DC, USA, October 18–21, 2020, Proceedings 13* (pp. 23-34). Springer International Publishing.

Léopold Sédar Senghor. (1964). LOI 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national.

Lessault, D. (2023). La Petite Côte sénégalaise, la transition d'un espace touristique entre résilience et résistances. *Tourismes en transition*.

Lukia, A. (1969). Les conditions du développement touristique en Afrique. *Africa*, 372-401.

Lyytimäki, J., Salo, H., Lepenies, R., & Buttner, L. (2020). Risks of producing and using indicators of sustainable development goals. *Sustainable Development*, 1-11.

Macé, C. (2011). D'une perspective normative vers une perspective interactionniste compréhensive pour aborder le concept de résilience. *Recherches qualitatives*, 30(1).274-298.

Maia. (2022). Charm El-Cheikh, faux paradis vert ? *RESES*.

Maimaitiaili, Y. (2024). Integrated Tourism: A Holistic Approach to Resolving Fragmentation Challenges in Tourism Governance. In *SHS Web of Conferences (Vol. 187, p. 03033)*. EDP Sciences.

Mamadou, K. (2017). Mise en œuvre d'un tourisme culturel au Sénégal: Le cas de la Petite Côte. *Éditions universitaires européennes*.

Magnani, E. (2014). Culture et tourisme? Limites et potentialités d'un développement touristique durable à Gorée, Sénégal et à Ilha de Moçambique, Mozambique. *Via Tourism Review*, (4-5).

Martinez-Alier, J. (2002). The Environmentalism of the poor: a study of ecological conflicts and valuation. In *The Environmentalism of the Poor*. Edward Elgar Publishing.

Mbaye, A. (2022). Ministère de l'Environnement et du Développement durable.

Mebirouk, H., Hacini-Chikh, N., & Mebirouk-Boubendir, F. (2023). The requalification of degraded districts, what role of urban improvement operations in the re-appropriation and revitalization of Annaba's collective housing areas?. *YMER Journal*, 22(5), 546-561.

Mercier, P. (1964). L'urbanisation au Sénégal. *Brill Archive*. (pp. 48-70).

- Mietton, M., Dumas, D., Hamerlynck, O., Kane, A., Coly, A., Duvail, S., ... & Daddah, M. (2005). Le delta du fleuve Sénégal : Une gestion de l'eau dans l'incertitude chronique. *Incertitude et environnement*, 321-336.
- Miles, M. B., Huberman, A. M., & Saldana, J. (2014). *Qualitative data analysis: A methods sourcebook*. 3rd.
- Ministère du Tourisme et des Loisirs. (2023). *Projet de budget 2024 du Ministère du Tourisme et des Loisirs. Rapport présenté à la Commission des Finances et du Contrôle Budgétaire, République du Sénégal.*
- Ministère du Tourisme et des Loisirs. (2024). *Projet de budget 2024 du Ministère du Tourisme et des loisirs, Sénégal.* 63-76
- Ministère du Tourisme et des Transports Aériens. (2005). *Décret portant réglementation des agences de voyage, de tourisme et de transports touristiques. Rapport de Présentation - République du Sénégal*
- Ministère du Tourisme et des Transports Aériens. (2014). *Décret portant création de l'agence Sénégalaise de Promotion Touristique. Rapport de Présentation - République du Sénégal*
- Ministère du Tourisme et des Transports Aériens. (2014-2015) *Bulletin des statistiques, enquête sur l'offre et la demande touristique. AD Conseil, République du Sénégal.*
- Ministère du Tourisme et des Transports Aériens. (2023). *Décret numéro 2023-1711 portant Organisation du Ministère du Tourisme et des Loisirs. Rapport de Présentation - République du Sénégal*
- Ministère du Tourisme et des Transports Aériens. (2016) *Rapport des enquêtes nationales sur l'offre et la demande touristique au Sénégal. The World Bank*
- Ministère des finances et du budget. (2024). *Rapport d'exécution budgétaire. République du Sénégal.*
- Ministère des finances et du budget. (2022) *Projet de décret modifiant le décret n° 2022-1576 du 1er septembre 2022 portant Nomenclature budgétaire de l'Etat. République du Sénégal.*
- Ministère des finances et du budget. (2024) *Document de Programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2025-2027. République du Sénégal.*
- Ministère des finances et du budget. (2021) *Un secteur des Finances dynamique, soutenu par une administration efficace pour un Sénégal émergent et solidaire. Rapport de présentation du Budget 2021 MFB.*
- Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature, Direction de l'Environnement et des Établissements Classés - DEEC. (2010). *Rapport intermédiaire n°1 sur l'état*

d'avancement du projet COAST sur le site de démonstration n°2 : Ngasobil. *République du Sénégal*.

Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature, Direction de l'Environnement et des Établissements Classés. (2011). Étude sur la vulnérabilité du secteur touristique à Saly et de ses implications socioéconomiques sur l'économie locale au niveau de la station touristique. Rapport final provisoire. *Projet d'intégration de l'adaptation au changement climatique dans le développement durable du Sénégal (PNUD)*.

Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature, Direction de l'Environnement et des Établissements Classés - DEEC. (2009-2010). Rapport intermédiaire n°1 sur l'état d'avancement du projet COAST sur le site de démonstration n°1 Petite Côte (Saly Portudal). *Dakar, Sénégal*.

Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (2022) Projet d'investissement régional pour la résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest. *République du Sénégal*.

Mgonja, J. T., Sirima, A., & Mkumbo, P. J. (2017). A review of ecotourism in Tanzania: Magnitude, challenges, and prospects for sustainability. *Ecotourism in Sub-Saharan Africa*, 170-183.

Mohamadou, S. (2009). Caractéristiques et enjeux de la nouvelle économie résidentielle dans la station balnéaire de Saly Portudal et sur la Petite Côte au Sénégal. *ESSACHESS-Journal for Communication Studies*, 2(02), 57-71.

Moscardo, G. (2013). Understanding tourist experience through multi-element models. *Annals of Tourism Research*, 21-44.

Mouhamadou, S., Diouf, F. S., & Fall, M. B. (2022). Site touristique et évolution spatiotemporelle d'un milieu géographique.

Mowforth, M., & Munt, I. (2015). *Tourism and sustainability: Development, globalisation and new tourism in the third world*. routledge.

Ndiaye, M. (2019). Barriers to sustainable tourism in Senegal. Doctoral School of Sustainable development and society. *Cheikh Anta Diop University*

Ndongo, M. (2010). L'intervention de la Banque Mondiale et la reconfiguration institutionnelle au niveau local : analyse de huit projets de développement urbain au Sénégal (1972-2006). *Doctoral dissertation, Université du Québec à Montréal*.

Ndoumou, M. M. (2016). Durabilité et dignité : quel enjeu pour l'Afrique?. *Présence Africaine*, 193(1), 21-46.

Ngom, M. T. (2020). Problématique de l'érosion côtière à Nianing, région de Thiès.

- Niang, A., Bourdin, S., & Torre, A. (2020). L'économie circulaire, quels enjeux de développement pour les territoires?. Développement durable et territoires. *Economie, géographie, politique, droit, sociologie*, 11(1).
- Niang, S., Diedhiou, L., & Dolbeau, X. (2020). Étude d'impact environnemental et social des opérations de dragage en vue du rechargement en sable des plages de Saly. Rapport final. République du Sénégal, Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (DEEC), *Ministère du Tourisme et des Transports Aériens, APIX S.A., et Banque Mondiale*.
- Niquet-Cabestan, V. (2006). La stratégie africaine de la Chine. *Politique étrangère*, (2), 361-374.
- Nowak, J. J., & Sahli, M. (2010). Tourism: a risk for developing countries?. *Private Sector Development*, 7, 11-13.
- Oklevik, O., Kwiatkowski, G., Malchrowicz-Mosko, E., Ossowska, L., & Janiszewska, D. (2021). *Determinants of tourists' length of stay*. 16(12).
- Olivier, D., & Abdou K. D. (2008). Tourisme, développement et enjeux politiques : l'exemple de la Petite Côte (Sénégal) 1-19.
- Otundo Richard. M. (2024). Building Resilient Tourism: Crisis Management and Sustainable Development. *Strategies for the Post-COVID-19 Recovery of Sub-Saharan Africa's Tourism Sector*.
- Paillé, P., & Mucchielli, A. (2021). L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales-5e éd. *Armand Colin*.
- Paradas, A. (2006). Perception du développement durable par des dirigeants de petites entreprises: résultats d'enquêtes. *Actes du 8ème Congrès international francophone en entrepreneuriat et PME*, 25-27.
- Penagos-Londoño, G. I., Rodriguez-Sanchez, C., Ruiz-Moreno, F., & Torres, E. (2021). A machine learning approach to segmentation of tourists based on perceived destination sustainability and trustworthiness. *Journal of Destination Marketing & Management*, 19, 100532.
- Philippe L. D. & Daouda D. (2023). Dépossessions foncières, conflits de légalité et instrumentalisation du droit au Sénégal. Essai de caractérisation de la conflictualité foncière rurale et péri-urbaine. *Géocarrefour*
- Pinheiro Lima, S.N. (2016) Coastal management and effective adaptation nexus: an analysis of projects financed by the Adaptation Fund. *American University, School of International Service*
- Poon, A. (1993). Tourism, Technology and Competitive Strategies. *CAB International New York*.

Poudyal, M., Ramamonjisoa, B. S., Hockley, N., Rakotonarivo, O. S., Gibbons, J. M., Mandimbiniaina, R., ... & Jones, J. P. (2016). Can REDD+ social safeguards reach the 'right' people? Lessons from Madagascar. *Global Environmental Change*, 37, 31-42.

Préau, P. (1973). L'emprise spatiale du tourisme: problèmes de méthodologie. *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, 13(1), 27-33.

Projet pilote Sénégal. (2023). Mise en place d'un SGE dans le secteur hôtelier sur la Petite Côte : Cadre logique révisé. *Sénégal : Programme de gestion environnementale*.

Quemin, H., & Gauchon, C. (2022). Regards sur la patrimonialité. La mise en tourisme d'un site d'art rupestre dans la région de Kimberley (Afrique du Sud): genèse, enjeux et limites d'une approche communautaire des modalités de gestion et réflexions autour des enjeux socio-politiques de l'archéologie.

Ratel, C. (2014). Tourisme et environnement, le grand paradoxe de l'écotourisme. Exemples de Madagascar et du Costa Rica. *Doctoral dissertation, Université d'Angers*.

République du Sénégal, Ministère de la Promotion des Investissements, des Partenariats et du Développement des Téléservices de l'État, Agence pour la Promotion des Investissements et des Grands Travaux - APIX. (2018). Projet de développement du tourisme et des entreprises : Travaux de la sous-composante protection, restauration et entretien des plages de Saly - Plan d'action de réinstallation (PAR). *Rapport final*.

République du Sénégal, Ministère de l'Environnement et du Développement Durable - MEDD, Direction de l'Environnement et des Établissements Classés - DEEC, Agence nationale pour la Promotion de l'Investissement et des Grands Travaux - APIX, & Ministère du Tourisme et des Transports Aériens. (2016). Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) des travaux physiques de restauration, protection et entretien de plages de Saly. Rapport final. *Royal HaskoningDHV et Cabinet d'Études Ank*.

République du Sénégal. (2014). Diagnostic sur l'emploi des jeunes au Sénégal. *Initiative conjointe pour l'emploi des jeunes en Afrique*.

République du Sénégal. (2023) Plan d'actions Prioritaires 3 : 2024-2028. *Plan Sénégal Émergent (PSE)*

République du Sénégal. (2018) Plan d'actions Prioritaires : 2019-2023. *Plan Sénégal Émergent (PSE)*

République Française. (2014) La résilience, un outil pour les territoires.

Rodríguez-Alcántara, J. S., Cruz-Pérez, N., Rodríguez-Martin, J., Garcia-Gil, A., & Santamarta, J. C. (2024). Effect of tourist activity on wastewater quality in selected wastewater treatment plants in the Balearic Islands (Spain). *Environmental Science and Pollution Research*, 31(10).

- Rogerson, C. M. (2013). Tourism and local development in South Africa: Challenging local governments. *African Journal for Physical Health Education, Recreation and Dance*, 19(sup-3), 9-23.
- Rousseau, V., Buckens, M. C., & Schaetzen, Y. D. (1995). Sénégal 1994. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 50(1), 25-50.
- Roussy, C. (2020). L'Afrique, nouvelle frontière du duel sino-états-unien?. *Revue internationale et stratégique*, (4), 137-147.
- Rimaud, M. N., & Piriou, J. (2013). La GIZC et le développement touristique: enjeux d'un principe organisateur pour la durabilité des stations littorales atlantiques. *Vertigo-la revue électronique en sciences de l'environnement*, (Hors-série 18).
- Ruiz, G. (2013). Le tourisme durable : un nouveau modèle de développement touristique ? *La Revue internationale et stratégique*, 97-105.
- Saarinen, J. (2006). Traditions of sustainability in tourism studies. *Annals of tourism research*, 33(4), 1121-1140.
- Sakho, P., Lessault, D., Fleuret, S. (2023) Recul du tourisme de masse : la transformation d'une station balnéaire emblématique au Sénégal. *The Conversation*
- Sall, M. (2009). Characteristics and Stakes of the new residential economy in the Saly Portudal Resort and the Petite Côte in Senegal/Caractéristiques et enjeux de la nouvelle économie résidentielle dans la station balnéaire de Saly Portudal et sur la Petite Côte au Sénégal. *ESSACHESS-Journal for Communication Studies*, 2(2), 57-72.
- Sall, M. (2009). Characteristics and Stakes of the New Residential Economy in the Saly Portudal Resort and the Petite Côte in Senegal. *Journal for Communication Studies, ESSACHESS, Characteristics and Stakes of the New Residential Economy in the Saly Portudal Resort and the Petite Côte in Senegal*, 2(4).
- Saly Immo. (2024). L'impact du tourisme sur le marché immobilier de Saly.
- Sane, N.F., Diop, L., Ndiaye, M.L., Sall, A., Sall, M. (2022) Monitoring coastal erosion at Saly Portudal resort, Mbour-Sénégal. *Digital Earth Africa*
- Santoro, P. (2019). The sustainability of institutions: An unstable condition. *International Review of Administrative Sciences*, 85(4), 627-644.
- Sane, C. (2021). La région de Saint-Louis du Sénégal : patrimoine, tourisme et développement. *Doctoral dissertation, Nantes*.
- Satouguina, H.(2010). Gestion et valorisation des déchets d'équipements électroniques et informatiques en Afrique de l'Ouest (cas du Bénin, du Mali et du Sénégal. *rapport sur le cas du Bénin, 2007-2010*.

- Schlosberg, D. (2007). *Defining environmental justice: Theories, movements, and nature*. OUP Oxford.
- Scott, D., & Becken, S. (2010). Adapting to climate change and climate policy: Progress, problems and potentials. *Journal of Sustainable Tourism*, 18(3), 283-295.
- Sène, A. M., & Diémé, I. L. (2018). Entre développement touristique et recul des espaces rizières dans la commune de Diembéring (région de Ziguinchor, Sénégal): quelle alternative pour un développement local durable?. *Belgeo. Revue belge de géographie*, (2).
- Sène-Harper, A., & Sèye, M. (2019). Community-based tourism around national parks in Senegal: The implications of colonial legacies in current management policies. *Tourism Planning & Development*, 16(2), 181-199.
- Sharma, V., & Bhat, D. A. R. (2023). The role of community involvement in sustainable tourism strategies: A social and environmental innovation perspective. *Business Strategy & Development*, 6(2), 119-127.
- Simonet, C., & Jobbins, G. (2016). Understanding patterns of climate resilient development: the case of Senegal.
- Simonneaux, J., & Lange, J. M. (2020). La question des indicateurs du Développement Durable, regards croisés de didactiques. *Hal Open Science*, p. 1-12.
- Smadi, A., & Abrika, B. (2018). La résilience territoriale comme facteur d'émergence d'une destination touristique durable. Cas du barrage de Taksebt (Tizi-Ouzou, Algérie). *Etudes caribéennes* (2).
- Sokamte, G. M., Nkase, A. A., & Mempouo, B. (2024). L'optimisation Energétique et des Ressources des Bâtiments Hôteliers au Cameroun dans l'Optique Zero Carbone. *African and Mediterranean Journal of Architecture and Urbanism*.
- Spenceley, A. (2005). Nature-based tourism and environmental sustainability in South Africa. *Journal of Sustainable Tourism*, 13(2), 136-170.
- Spenceley, A. (2005). Tourism certification initiatives in Africa. *The International Ecotourism Society* (20).
- St-Hilaire, I. (2011). Les difficultés d'intégration sociale des personnes atteintes d'un trouble de santé mentale sur le plan de l'habitat : le point de vue des personnes atteintes d'un trouble de santé mentale et des travailleurs sociaux dans la région de Lanaudière Sud. *Université du Québec à Montréal*.
- Subedi, S., & Kubickova, M. (2024). Tourists' compliance with public policy and government trust: An application of protection motivation theory. *Cornell Hospitality Quarterly*, 65(1), 44-58.

Sucheran, R., & Arulappan, L. (2020). Eco-labels in the tourism sector in South Africa: benefits and barriers. *African Journal of Hospitality, Tourism and Leisure*; Vol. 9, Issue 9 (6).

Sy, B. (1999). Environnement et aménagement touristique: influences des réceptifs hôteliers sur les unités paysagères de Saly-Portudal à Nianing. *Mémoire de maîtrise, UGB*.

Tacconi, L., & Williams, D. A. (2020). Corruption and anti-corruption in environmental and resource management. *Annual Review of Environment and Resources*, 45(1),305-329.

Tambaktis, T. (2016). Le secteur touristique et les enjeux de durabilité dans les pays en développement : Quelle combinaison vertueuse ? Mémoire professionnel, Aix-Marseille Université, *Faculté d'Économie et de Gestion. Plan Bleu*.

Tardif, J. (2003). Écotourisme et développement durable. *VertigO la revue électronique en sciences de l'environnement* (4-1).

Tawiah, V. Zakari, A., & Adedoyin, F. F. (2021). Determinants of green growth in developed and developing countries, environmental science are Pollution Research, 28(29).

Tchanche, B. (2018). Analyse du système énergétique du Sénégal. *Revue des Énergies Renouvelables*, 21(1), 73-88.

Therrien, M. C. (2010). Stratégies de résilience et infrastructures essentielles. *Télescope*, 16(2), 154-171.

Thiaw, D. (2016). Vulnérabilité et Adaptation des territoires aux effets du changement climatique. Incitations globales, stratégies locales. Perspectives pour un développement territorial axé sur un suivi de l'utilisation de l'espace et des ressources dans les Communes de Mbour, Saly et Malicounda (Sénégal) *Doctoral dissertation, Université Paris Saclay ; Université Cheikh Anta Diop (Dakar)*.

Thior, M., Sy, O., Sané, T., Mballo, I., Badiane, A., & Descroix, L. (2019). Contraintes à la production rizicole et reconversion socioéconomique dans la commune de Diembéring (Sénégal). *RIGES, Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes*.

Thior, M., Sane, T., Wade, C. T., Sy, O., & Descroix, L. (2021). L'aménagement du littoral de la Casamance : quels enjeux au regard de sa dynamique actuelle ?. *Études caribéennes*, (48).

Thomas, A., & Wiliquet, C. (2023). Etre Eco-Loco ou la question de la cohérence. *Eclasio*.

Thomas, F. (2024). Perspectives pratiques sur la durabilité dans l'industrie du tourisme : proposition d'un cadre procédural d'évaluation de la durabilité des expériences touristiques. *Mondes en développement*, 206(2), 61-86.

- Thomson, R., Bisgin, H., Dancy, C., Hyder, A., & Hussain, M. (Eds.). (2020). Social, Cultural, and Behavioral Modeling: 13th International Conference. *SBP-BRiMS 2020, Washington, DC, USA, October 18–21, 2020, Proceedings (Vol. 12268)*. Springer Nature.
- Trouillet, B., Gaye, N., Seck, A., Desse, M., Niang, A., Fossi, A., ... & Pourinet, L. (2023). Les enjeux informationnels de la planification spatiale marine. Les leçons tirées du cas des petites pêches artisanales au Sénégal. Marine spatial planning in the tropical Atlantic. *Planification spatiale marine en Atlantique tropicale, D'une Tour de Babel à l'organisation d'une intelligence collective*, 229-256.
- Tsetoura, A. (2022). Technological inequality and social exclusion of older people during the COVID-19 pandemic. *The International Journal of Social Quality*, 12(2), 72-93.
- Unies, N. (2020). Objectifs de développement durable. New York: Nations Unies.
- United Nations. (1987). Report of the World Commission on Environment and Development. *Our common future*
- United Nations. (2010). Adaptation to Coastal Erosion in Vulnerable Areas Senegal
- Université de Laval. (2024). Objectifs du Développement Durable de l'ONU.
- Valentin, M. (2010). Bouteilles et sachets en plastique. Pratiques et impacts des modes de consommation d'eau à boire au Sénégal. *Autrepart*, (3), 57-70.
- Walker, B., & Salt, D. (2012). Resilience thinking: sustaining ecosystems and people in a changing world. *Island press*.
- Walker, G. (2012). Environmental justice: Concepts, evidence and politics. *Routledge*.
- Wassouni, F. (2015). Patrimoine, Tourisme et Problématique du Développement dans les régions septentrionales du Cameroun à l'heure de la Décentralisation, *Doctoral dissertation, IFRA-Nigeria*.
- Watson, P., & Deller, S. (2022). Tourism and economic resilience. *Tourism Economics*, 28(5), 1193-1215.
- Yade, D. (2022). Érosion côtière et stratégies d'adaptation face à la variabilité climatique sur la petite-côte sénégalaise : cas des communes de Mbour et de Saly Portudal (Sénégal).
- Yin, R. K. (2014). Case Study Research: Design and Methods (5th ed.). *SAGE Publications*.
- Yusuf, S. A., Salami, A. O., Akin-Olagunju, O. A., Adeyemo, T. A., & Dada, E. O. (2024). Household resilience to climate change in the "big three African economies".. *African Development Review*. 36(3), 503-518.

Zaoual, H. (2007). « Du tourisme de masse au tourisme situé : quelles transitions ? »  
Tourisme et innovations la force créative des loisirs, 1-28.

## ANNEXES

### ANNEXE 1 : Guide des entretiens semi-directifs

Thématiques	Questions
La perception des répondants et de la population locale sur la problématique	<ol style="list-style-type: none"><li>1 Comment la population locale perçoit-elle l'impact du tourisme sur l'environnement ?</li><li>2 Pensez-vous que la population locale soit impliquée dans les décisions liées au développement touristique ?</li><li>3 Comment formez-vous votre personnel aux pratiques de durabilité ou comment êtes-vous formé aux pratiques de durabilité ?</li><li>4 Quels sont, selon vous, les plus grands défis à surmonter afin d'améliorer la durabilité du tourisme à Saly?</li></ol>
Les impacts environnementaux	<ol style="list-style-type: none"><li>1 Comment décririez-vous l'état actuel de l'environnement dans la région de Saly?</li><li>2 Avez-vous constaté une évolution de l'état de l'environnement depuis que vous travaillez dans le secteur du tourisme à Saly?</li><li>3 Comment vous ou votre entreprise gérez les déchets générés par le tourisme?</li></ol>
La gestion touristique	<ol style="list-style-type: none"><li>1 Selon vous, quel rôle joue le gouvernement sénégalais dans la promotion du tourisme durable à Saly?</li><li>2 Selon vous, quelles devraient être les priorités pour rendre le tourisme à Saly plus durable?</li><li>3 Avez-vous des exemples de réussites en matière de tourisme durable à Saly ou ailleurs au Sénégal que vous souhaiteriez partager ?</li><li>4 Comment la pandémie de COVID-19 a-t-elle affecté les pratiques de tourisme durable à Saly?</li></ol>
Les mesures prises et la résilience des acteurs touristiques	<ol style="list-style-type: none"><li>1 Pouvez-vous citer des mesures ou initiatives prises par votre entreprise / hôtel pour réduire l'impact environnemental du tourisme ?</li><li>2 Quelles sont les mesures prises par la destination pour protéger la biodiversité et les écosystèmes locaux ? Pensez-vous qu'elles soient efficaces ?</li><li>3 Avez-vous collaboré avec des ONG ou des organisations environnementales dans le cadre de votre activité ?</li><li>4 Avez-vous mis en place des politiques pour encourager les touristes à adopter un comportement plus respectueux de l'environnement ?</li></ol>

Sources : Maya Yacine Josiane Gueye, 2025.

## ANNEXE 2 : Certificat d'approbation éthique de l'autrice



No. de certificat : 2025-7033

Date : 2024-09-03

### CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE plurifacultaire) a examiné le projet de recherche suivant et le juge conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par la *Politique No 54 sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains*(2020) de l'UQAM.

- Titre du projet : La résilience des acteurs touristiques face aux enjeux environnementaux liés au tourisme : Étude de cas de la destination de Saly au Sénégal.
- Nom de l'étudiant : Maya Yacine Josiane Gueye
- Programme d'études : Maitrise en développement du tourisme (Profil mémoire de recherche)
- Direction(s) de recherche : Bruno Sarrasin

#### Modalités d'application

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

**Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission.** Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année au plus tard un mois avant la date d'échéance (**2025-09-03**) de votre certificat. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'R. Graf'.

Raoul Graf, M.A., Ph.D.  
Professeur titulaire, Département de marketing  
Président du CERPÉ plurifacultaire